

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste
- la lutte contre la dégenérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

	Page
L'Afrique devant l'O.N.U.	
La vocation politique du pacifisme anticolonialiste	8
Le communisme et les partis algériens	19
La dissolution de la morale bourgeoise est l'œuvre du capitalisme	31
Cours historique du mouvement prolétarien	40
Notes d'actualité	51
Note de lecture	59

L'AFRIQUE

devant le gendarme de l'ONU

Le mouvement de libération nationale submerge l'Afrique. Au Congo les concessions à la de Gaulle n'ont pas suffi à l'endiguer, pas plus que l'Union Sacrée qui se réalisa au Parlement belge après les émeutes de janvier dernier à Léopoldville lorsqu'on vota en toute hâte, des « communistes » aux conservateurs, une indépendance frelatée par la Société Générale et les capitalistes de Bruxelles. Aussi peut-on se demander quelle valeur ont à présent les accusations de perfidie de la « gauche » belge à l'adresse de ses impérialistes alors qu'elle prit part le 13 janvier à la farce parlementaire et démocratique qu'ils avaient montée, non tant à son intention d'ailleurs qu'à celle des Congolais.

Les Noirs n'ont pas marché. C'est que sous le pacifisme des démocrates et des curés l'impérialisme accumule les contradictions explosives et déchaîne la violence. Les Blancs, les « civilisés », marchent toujours puisque (suprême ironie !) le gouvernement belge les invite aujourd'hui à une politique d'austérité pour parer aux coups portés à la grandeur nationale... Aussi, sur l'affaire du Congo, il ne leur reste plus qu'à se demander hypocritement « comment on a pu en arriver là », alors que nous, marxistes, qui applaudissons aux succès des peuples africains dans leur lutte d'indépendance, non pour la beauté du geste ou la valeur de cet idéal, par lui-même bourgeois, mais parce que nous y voyons un pas fait vers la révolution communiste, un pas que nous voudrions plus grand, plus décisif, nous devons nous demander : pourquoi les choses ne sont-elles pas allées plus loin ?

Au fond, les événements du Congo se rattachent entièrement aux problèmes que pose la constitution d'un Etat national centralisé détenant tous les attributs de la souveraineté avec son armée, sa police, son bulletin de vote à l'O.N.U. et susceptible de développer de la façon la plus large, « dans l'intérêt général », l'économie du pays. C'est pourquoi M. Lumumba demande l'évacuation des troupes étrangères, c'est pourquoi le Congo a le droit de préférer au paternalisme vieillot des Belges les techniciens de Khrouchtchev ou les capitaux américains. Ainsi, avant même de savoir lequel des deux super-

impérialistes aura les faveurs de l'Etat congolais, sans même préjuger de l'attitude de ses dirigeants politiques ou de la réaction des masses, ce sont des problèmes nationaux-bourgeois qui se posent dans toute leur ampleur révolutionnaire et auxquels le prolétariat a le devoir de présenter sa solution qui sera toujours la plus révolutionnaire.

Le mot d'indépendance qu'ont lancé le roi et les démocrates belges n'a pas suffi à conjurer le besoin réel d'indépendance, ni à briser (tant s'en faut !) les rapports de domination coloniale. Malgré les émeutes de janvier, l'indépendance n'avait été qu'octroyée ; maintenant, elle sera conquise. Et tant mieux si quelques Belges ont eu peur pour leur peau, si quelques nonnes ont été violées... L'important pour un communiste, c'est que la force et la violence se sont manifestées une fois de plus comme les seules capables d'accoucher d'une société nouvelle, fût-elle bourgeoise, et qu'elles ont une fois de plus surpris non seulement les pères fouettards du capitalisme, mais encore leurs thuriféraires démocrates à qui leur pacifisme ôte à tout jamais le droit sinon la prétention et l'hypocrisie de parler au nom de ceux qui se révoltent.

La question politique fondamentale devant laquelle les peuples africains sont placés, c'est de savoir s'ils se constitueront en Etats unitaires ou en Etats fédéraux. c'est aussi de savoir qui fera cette unité. Ces problèmes ne sont propres ni au Congo, ni à l'Afrique ; la bourgeoisie d'Europe les a posés jadis et y répondit de façons diverses, soit en rompant avec l'absolutisme, soit en pactisant avec lui. Aujourd'hui, la seule force capable de rompre radicalement avec l'impérialisme est celle de la révolution socialiste unissant les prolétaires des métropoles et ceux des colonies. La trahison des staliniens, fruit d'une longue dégénérescence, n'a pas permis que cette force se manifeste en Algérie, au Congo ou ailleurs. Et ce sont les mêmes staliniens, les mêmes démocrates, qui ont abandonné les Algériens au militarisme français et les Congolais au pacifisme trompeur des capitalistes belges, lorsqu'ils se sont prononcé pour un semblant d'indépendance. La Belgique n'a pas eu un Guy Mollet de la guerre, mais elle a eu un Guy Mollet de la paix, un Guy Mollet non pas en une personne qui deviendrait le bouc émissaire des staliniens après que ceux-ci lui aient donné les pleins pouvoirs, mais en cent, deux cents personnes, en autant de députés qu'il faut pour qu'un parlement cautionne une indépendance « dans l'indépendance ».

Ce n'est qu'après avoir émoussé la force vive du mouvement de libération nationale que les Belges ont cru pouvoir se contenter de donner au Congo une apparence de souveraineté et que la bourgeoisie congolaise a cru pouvoir se contenter de ces apparences. C'est sur ces mêmes bases de compromis que reposent l'ordre et la prétendue stabilité de la Communauté française dont on nous a tant vanté les mérites à cette occasion. Que l'on ne nous fasse donc pas à propos du Congo l'éloge d'une indépendance par étapes, permettant aux Noirs de s'initier à la démocratie et autres bienfaits de la civilisation ! Ce qui s'est passé à Léopoldville peut tout aussi bien se passer à Brazzaville. L'existence ou la non-existence d'une élite noire attachée à la métropole et entièrement acquise à ses intérêts n'a rien à voir dans l'affaire. Les problèmes qui se posent aux peuples africains dépassent la compétence de telle ou telle élite, de telle ou telle bourgeoisie nationale, celles-ci ne pouvant que jouer

un rôle plus ou moins radical, plus ou moins conciliateur dans la solution révolutionnaire qu'ils demandent.

De fait, les multiples péripéties et revirements dans les luttes d'indépendance en Afrique ne témoignent pas de la force et de l'unité d'un mouvement radical organisé, mais de sa faiblesse, de son fractionnement dans le cadre restreint des formations étatiques imposées par le partage colonial. Ce n'est pas la présence ou l'absence ici ou là d'une élite bourgeoise qui compte, mais (hélas !) l'absence d'un mouvement prolétarien révolutionnaire en Afrique comme dans le monde. C'est ainsi que sous prétexte de fédéralisme Tschombé a pu non seulement sauver les intérêts belges au Katanga, mais encore jeter le trouble dans la province du Congo où les deux partis de M. Lumumba et de M. Kasavubu s'opposaient sur la façon de réaliser l'unité nationale. On sait que M. Kasavubu et son parti l'Abako, tenant des rivalités raciales — qui sont une réalité résultant non seulement du découpage colonial de l'Afrique, mais encore du faible développement du capitalisme dans certaines régions — sont partisans du fédéralisme désirant aussi préserver l'unité géographique du Congo tel que les colonialistes l'ont laissé. Par contre, le Mouvement National Congolais de M. Lumumba est pour un Etat unitaire et fort, mais lui aussi s'en tient aux limites fictives du Congo actuel. M. Kasavubu serait plus « politique », M. Lumumba plus « radical » ; ce n'est d'ailleurs qu'en se radicalisant, qu'en faisant de la surenchère que le M.N.C. a pu coiffer l'Abako sur le poteau de l'indépendance. Le point faible de l'Abako, c'est que le fédéralisme ouvre la voie au séparatisme ou tout au moins aux particularismes régionaux qui font le jeu des colonialistes. Il est donc plus réactionnaire. Le point faible de M. Lumumba, c'est la question raciale qui le place devant l'alternative : répression et développement forcé du capitalisme au Congo ou bien position de la question nationale dans le cadre de toute l'Afrique Noire, ce qui supposerait l'action directe du prolétariat africain là où il est particulièrement concentré et l'abandon par M. Lumumba lui-même de ses illusions légales que Khrouchtchev, l'O.N.U., les autres chefs d'Etats africains n'ont pas manqué de soutenir ou de rafraîchir à l'occasion. Sans cela M. Lumumba ne peut être qu'un démagogue. Ainsi, pour nous, l'affaire du Congo prouve que les problèmes nationaux africains ne peuvent être résolus dans les limites artificielles que le colonialisme a imposées aux peuples noirs pour les diviser, elle prouve également que la bourgeoisie autochtone qui a grandi et s'est développée précisément dans les mêmes cadres nationaux est incapable de les résoudre vraiment sans l'aide de la violence et de l'oppression, et que seul un mouvement international du prolétariat d'Afrique appuyé par celui du prolétariat mondial aurait pu le faire et devra le faire.

La faiblesse et les hésitations de la bourgeoisie africaine sont telles que les anciennes métropoles, après avoir accordé une indépendance fictive, en viennent parfois à favoriser des regroupements d'Etats ou des Etats unitaires afin de mieux maintenir leur autorité et de renforcer la base économique et politique de leur exploitation. Le fait s'est produit dans l'Afrique ex-française au sein de la fameuse Communauté. Au Congo même, on sait que les Belges ne se sont résignés qu'à la dernière extrémité à voir le Katanga avec ses mines de cuivre et d'uranium prendre la voie du séparatisme. C'est qu'ils

comptaient garder la haute main sur un Etat unitaire dont les cadres techniques seraient belges de même que les officiers commandant la police et l'armée. Ainsi l'indépendance immédiate qui a été contresignée par tous les démocrates était le meilleur moyen de renforcer « l'interdépendance » du Congo et de l'ex-métropole. La bourgeoisie congolaise se serait-elle contentée longtemps de cette fiction d'indépendance ? Le fait est que les soldats de la Force Publique se sont, eux, révoltés contre leurs officiers blancs. Le fait est que l'impérialisme a dû jeter le masque démocratique et libéral en même temps que ses illusions. Cela signifie, aussi bien pour de Gaulle que pour le roi des Belges, que les espoirs d'un colonialisme décadent en quête d'une formule de remplacement, s'ils correspondent bien à la faiblesse du mouvement anticolonialiste, ne correspondent pas à la réalité des besoins économiques et politiques engendrés par le développement de l'Afrique tout entière. La France, la Belgique, « l'Europe des patries » sont incapables d'assurer l'essor de ces pays, elles sont incapables aussi d'en garantir l'intégrité politique et l'ordre social. C'est là qu'interviennent les superimpérialistes américain et russe qui ont mêlé leurs bulletins de vote à l'O.N.U. pour condamner la Belgique.

Il est certain que le prolétariat africain a intérêt à ce que le Congo comme tout autre pays colonial ait, dans les délais les plus brefs et de la façon la plus radicale, la plénitude de ses droits souverains et puisse les exercer sur le territoire le plus vaste possible. Il en va du développement même du prolétariat et de la constitution de son parti de classe. C'est pourquoi celui-ci doit se prononcer non seulement contre le séparatisme katangais, mais aussi contre le fédéralisme qui présuppose des entités nationales et politiques autonomes menant à la formation d'Etats de classe autonomes, qui seront toujours les plus réactionnaires comme le montre le Katanga. On pourrait donc croire au premier abord, et c'est ce qu'il essaie de faire croire, que Khrouchtchev a agi en bon défenseur des intérêts du mouvement de libération africain et en bon marxiste lorsqu'il condamne Tschombé. Mais là n'est pas toute la position marxiste. La preuve, c'est que les U.S.A. ont fait comme l'URSS Les vrais communistes ne peuvent pas se contenter d'une condamnation purement formelle administrée par ce tribunal de police qu'est l'O.N.U. Ils ne le peuvent pas plus aujourd'hui qu'hier, lorsque la S.D.N. blâmait Mussolini pour ses raids en Abyssinie sans même essayer d'y mettre fin, et lorsque par ses « sanctions » elle endormait, avec la complicité de Staline, les prolétaires du monde entier. Et ils ne le pourront pas plus quand l'O.N.U. aura condamné la politique française en Algérie, quand la France quittera l'O.N.U. et que les staliniens le déploreront... Oui, direz-vous, mais Khrouchtchev a bien demandé que les troupes de l'O.N.U. aillent au Congo, s'y montrent fermes et défendent M. Lumumba. C'est bien là la pire des choses et c'est dans la pratique que ce phraseur montre ce qu'il est. Passe encore que M. Lumumba fasse preuve d'un crétinisme parlementaire supérieur en s'adressant à l'O.N.U. Mais que Khrouchtchev soutienne ses illusions et, ce qui est plus grave, celles des prolétaires noirs qui ont tout à apprendre de la lutte à mener contre l'impérialisme et pour le socialisme, que Khrouchtchev leur donne comme exemple de lutte et comme seul salut les casques bleus de l'O.N.U., les meilleurs merce-

naires du capitalisme mondial, cela signifie qu'il joue en complice le petit jeu démocratique de l'impérialisme au moment précis où celui-ci venait de se démasquer. A l'O.N.U. Khrouchtchev a donc répété, à un échelon supérieur, la farce fatale à l'indépendance congolaise que ses représentants et autres pacifistes du parlement belge avaient déjà jouée en janvier dernier. Mieux : « En allant à l'O.N.U., comme dit la « Pravda » que reprend l' « Humanité », Khrouchtchev accroîtra aux yeux des peuples la portée de cette organisation internationale ».

Ainsi le prolétariat africain, dont la voix ne s'est pas faite entendre au cours de cet épisode de la lutte anticolonialiste, mais qui devra en tirer la leçon pour l'avenir, ne saurait oublier désormais qu'il ne peut attendre de l'organisation internationale des bourgeoisies capitalistes une solution à la question nationale en Afrique qui soit conforme aux intérêts du socialisme, ni même à ceux des Etats bourgeois en formation sur ce continent. Il doit comprendre que l'attitude de l'U.R.S.S. qui semble prendre la position la plus avancée, puisqu'elle se prononce pour l'unité du Congo sous la direction du gouvernement issu du mouvement d'indépendance, n'a, en réalité, rien à voir avec le socialisme, parce que la Russie khrouchtchevienne ne fait pas dépendre le triomphe de cette solution d'une action révolutionnaire des masses européennes, et éventuellement katangaises, mais de sa propre influence diplomatique de puissance impérialiste d'une part, et d'autre part de l'intervention de l'O.N.U. sur un mode que lui interdit sa nature d'association de brigands impérialistes.

La farce tragique qui se joue à l'O.N.U., ce « Super-Parlement » du capitalisme mondial, n'a que l'avantage de mettre en lumière les personnages et les forces qui président aux mouvements d'indépendance en Afrique. Nous y voyons d'abord une bourgeoisie noire incapable de mener sa révolution, soit parce qu'elle est trop faible et ne réussit pas à unir dans la lutte les masses paysannes et petites-bourgeoises, soit parce qu'elle est déjà puissante et manifeste alors sa nature contre-révolutionnaire. Dans le premier cas, nous avons l'exemple des hésitations de M. Lumumba cherchant à l'O.N.U. la défense de sa légitimité, puis, en désespoir de cause, se lançant dans une aventure militaire qui ne remplace pas un mouvement de masse. Dans le second, nous avons M. Tschombé qui a su, lui, par la violence de classe assurer sa légitimité et la faire admettre par l'O.N.U. Son Etat n'est-il pas « normalement constitué » avec ses lois, sa police, son parlement et dans ce parlement une majorité confortable ? Tout cela n'est-il pas conforme à la Charte des Nations Unies ? Khrouchtchev lui-même, n'a pas agi en vertu d'autres principes lorsqu'il a pris parti pour M. Lumumba. Ce dernier n'avait-il pas tous les attributs de la légitimité à l'O.N.U. ? Ne présentait-il pas toutes les garanties sur le plan international ? On ne saurait en dire autant par exemple du prétendu Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. La preuve, c'est que la Russie ne veut toujours pas le reconnaître. Tel est M. Khrouchtchev, défenseur du « droit des gens ». Telle est la loi de l'O.N.U. à laquelle on a soumis les peuples africains et à laquelle leurs dirigeants se sont laissés prendre. Il y a mieux. Lorsque M. Lumumba a menacé l'O.N.U. d'une intervention militaire d'autres Etats africains, ceux-ci n'ont pas manqué de lui faire savoir

qu'ils s'en tiendraient aux décisions de l'O.N.U. ! C'est dire si, dans ces conditions nous sommes loin d'une guerre révolutionnaire de libération nationale des peuples noirs, non seulement contre le Katanga, mais encore et surtout contre l'Union Sud-Africaine, cette forteresse de la réaction qui vaut bien à une extrémité de l'Afrique ce que l'Algérie est à l'autre. Là aussi ce sera sans doute la tâche du prolétariat, lorsqu'il aura relevé la tête et le gant que les gentlemen de l'O.N.U. lui ont jeté.

L'entrée des peuples africains à l'O.N.U. n'est donc pas le couronnement de leur lutte d'indépendance, elle n'est qu'une tentative pour y mettre fin par un compromis avec tout ce que le capitalisme mondial a de plus réactionnaire : la puissance du rouble et du dollar qui peuvent se passer pour triompher du colonialisme décrépi d'Europe. Même quand elle ne sert pas à couvrir de bulletins de vote les pillages de l'impérialisme, cette entrée massive dans l'Internationale du Capital pour laquelle Staline a sacrifié l'Internationale Communiste, non seulement ne consacre pas ce qu'on appelle la « maturité politique » des peuples africains (car cette maturité se forge dans la lutte et ne peut être qu'une maturité révolutionnaire), mais encore elle les berce d'illusions légales et démocratiques retardant l'heure du véritable réveil qui pour nous s'identifie à celui d'un prolétariat conscient et organisé. Ce sont les mêmes illusions dont se berce le F.L.N. qui attend de l'O.N.U. la légitimité que de Gaulle lui refuse. Quel que soit le résultat de cette quête des « garanties démocratiques » que le capitalisme mondial (qu'il soit russe, français ou américain) ne peut assurer dans les faits et se contente donc de flatter dans les mots, ce pour quoi l'O.N.U. est faite — quel qu'en soit donc le résultat, il contribuera toujours plus à enfoncer dans l'ornière pacifiste et bourgeoise ce qui devrait être une grande révolution. De Gaulle voulait substituer aux armes de l'insurrection les bulletins de vote du défaitisme. En sollicitant les suffrages de l'O.N.U., comme il l'a toujours fait, le F.L.N. rend les armes de la révolution. Il ajoute à l'illusion des solutions « politiques » celle d'une « victoire » diplomatique. C'est avec des victoires de cet ordre là que la bourgeoisie algérienne gagnera ses galons et manifesterà sa « maturité » avant de pouvoir l'exercer sur son peuple et de lui jouer le jeu démocratique qu'elle aura si bien appris dans les coulisses de l'O.N.U.

Mais le centre de la scène internationale est occupé par les Grands qui rivalisent d'anticolonialisme pour mieux se placer sur le marché colonial. Tous s'empressent d'apporter aux nouveaux Etats indépendants les petits cadeaux de l'amitié depuis les capitaux de M. Detwiler jusqu'aux Ilyouchine de M. Khrouchtchev qui en vient même à proposer à l'O.N.U., comme de Gaulle et comme le sénateur Mansfield, un plan d'aide économique aux pays africains. Ayant montré ce qu'est le rôle politique de l'U.R.S.S. en Afrique il ne nous reste plus qu'à constater que cette trahison sournoise des intérêts du mouvement révolutionnaire dans cette région ne peut correspondre qu'à la politique d'expansion économique et de sphères d'influence de l'impérialisme russe. Ce sont les mêmes buts que poursuivent les U.S.A. et l'Europe et non pas ceux de la « liberté » parée d'une idéologie de « décolonisation » qui sert tout au plus à souligner les rivalités entre le vieux et le nouveau monde. Rivalités dont d'ailleurs Khrouchtchev, à l'image de Staline, mais plus « pacifiquement »,

compte tirer les plus grands avantages pour la cause du « socialisme » sans pouvoir cependant accorder ses intérêts véritables en Afrique avec sa politique conciliatrice dans une Europe qu'il espère bien détacher des U.S.A. On a vu, en 1914, la France républicaine alliée à la Russie tsariste, pourquoi donc la Russie « socialiste » ne nous rendrait-elle pas la pareille en s'entendant avec la France « réactionnaire » ? Surtout depuis que la coexistence est devenue possible entre « pays à régimes sociaux différents »... De l'autre côté, la politique de l'Amérique se trouve elle aussi partagée entre des intérêts semblables en Afrique et la nécessité de ménager l'Europe. Dans l'affaire congolaise l'action de l'O.N.U., étroitement contrôlée par les Américains, témoigne de ces contradictions. En un premier temps, l'O.N.U. a condamné la Belgique et cette condamnation reflète plus l'opposition du capital yankee à tous les monopoles coloniaux des puissances européennes qui freinent sa propre expansion qu'un prétendu anticolonialisme américain ou même une crainte des Russes. En un deuxième temps, l'O.N.U. a fait preuve de complicité avec la Belgique et d'une insigne faiblesse au Katanga. Pourquoi ? C'est que, dans le cas du Congo comme dans celui du conflit algérien, les antagonismes économiques entre l'impérialisme américain et les vieilles puissances colonisatrices sont en contradiction perpétuelle avec leur solidarité politique de fait contre l'aire arriérée en ébullition et, de façon plus étroite, avec les exigences du maintien de l'alliance atlantique. Cela est si vrai que de Gaulle a utilisé ces contradictions comme base de chantage dans la question algérienne. Que ces contradictions éclatent ou n'éclatent pas présente peu d'importance d'autant que le projet politique d'une Sainte Alliance des Etats européens qui patroneraient l'Afrique est lui-même en contradiction avec les antagonismes économiques qui divisent ces Etats. C'est pourquoi, si la France quittait l'O.N.U. à propos d'un vote hostile à sa politique algérienne, les prolétaires d'Afrique comme de la métropole devraient s'en réjouir non pas pour la valeur « démocratique » et « anticolonialiste » de ce vote, mais parce qu'il signifiera une aggravation des antagonismes qui divisent leurs exploiters. Si la France quitte l'O.N.U., seuls les stalinien et les bourgeois français le regretteraient car ils ne seront plus couverts dans leur besogne par l'idéologie pacifiste de cette société de brigands. Si la France quitte l'O.N.U., les prolétaires s'en réjouiront. Quant à la « victoire » que cela représenterait pour les Bourguiba, Ferhat Abbas et autres, les prolétaires de France comme ceux d'Afrique doivent savoir après l'expérience du Congo que la seule internationalisation dont ils peuvent espérer un bien n'est pas celle des diplomates, mais la leur, celle des prolétaires de tous les pays. Ce que l'affaire du Congo leur a prouvé, c'est qu'ils ne doivent pas plus attendre de l'O.N.U. que de leurs parlements nationaux, pas plus de Khrouchtchev, de Gaulle ou Eisenhower que de leur propre bourgeoisie, la solution à leurs problèmes. Pour leur émancipation politique comme pour leur émancipation sociale et économique, ils doivent se rappeler que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

LA VOCATION POLITIQUE DU PACIFISME ANTICOLONIALISTE

Les pourparlers de Melun en vue du cessez-le-feu en Algérie ont échoué. Une fois de plus les illusions des progressistes de toute teinte et de toute confession n'ont pas résisté à la dure réalité politique. A en croire les « socialistes », démocrates-chrétiens et autres réformistes, le « processus de la paix », devait, le premier pas accompli, se développer automatiquement selon un enchaînement irrésistible. Quant aux stalinistes, à les écouter on aurait cru que la pression populaire, qui avait déjà contraint le gouvernement à avancer la formule magique de l'autodétermination, devait forcément s'amplifier et l'amener à traiter avec les « représentants qualifiés » de l'insurrection algérienne.

Rien de tout cela ne s'est produit. Sans doute parce que les exigences diplomatiques internationales qui s'exercent en faveur de la liquidation du conflit algérien ne sont pas encore impératives. Mais surtout parce que « l'opposition » à cette guerre, malgré ses belles phrases et ses grands airs, n'exerce aucun poids sur le pouvoir politique, maître du jeu ; parce qu'elle ne peut faire appel à une action de classe du prolétariat en raison des intérêts sociaux qu'elle représente et qui s'expriment dans ses contradictions : elle désavoue la guerre coloniale mais en invoquant le prestige de la France, condamne la violence mais enferme dans le même sac celle de l'opprimé et celle de l'opprimeur, flétrit la répression mais au nom de l'intérêt national. En un mot elle est impuissante devant la guerre parce qu'elle n'incarne pas les intérêts de la seule classe capable d'y mettre fin, mais des intérêts identiques à ceux de la classe qui la poursuit.

Nous, communistes internationalistes, nous sommes pour des révolutions anticoloniales véritablement sociales, c'est-à-dire favorables aux masses exploitées et opprimées, et non pas aux couches proto-bourgeoises destinées à constituer la nouvelle classe dominante, comme le sera la révolution algérienne, privée de l'appui du prolétariat international. La « Gauche » ambitionne tout au plus de la voir se terminer par la victoire d'une classe exploiteuse tout aussi

féroce que celle qui l'a précédée. Mais ce maigre résultat, que nous reconnaissons préférable à la perpétuation du colonialisme, elle n'est même pas capable d'en accélérer l'échéance. Pis encore, elle s'applique déjà à en minimiser les conséquences sociales pour la métropole. A la façon laborieuse, prudente, conformiste, dont se constitue le front antigouvernemental contre la guerre d'Algérie, on peut juger en effet que s'il ne lui appartenait pas, pour des raisons historiques et sociales bien déterminées, d'imposer au pouvoir gaulliste la « paix-tout-court », il est tout désigné pour faire accepter au prolétariat la paix *capitaliste*, celle du compromis et de la sauvegarde des privilèges impérialistes qu'il saura présenter, non pas sous son aspect réel de véritable sabotage d'une révolution anticoloniale, mais comme un nouveau triomphe du progrès et de la démocratie.

*
**

Plus que « l'indifférence des travailleurs » à l'égard de la guerre d'Algérie, derrière laquelle s'abritent les renégats du socialisme et du communisme, plus que la « prospérité » économique actuelle, qui, assurant le niveau de l'emploi, rend les charges de cette guerre relativement supportables — sauf pour la malheureuse jeunesse qui en fait les frais —, c'est l'état de *démobilisation sociale* dans laquelle les ouvriers sont enfermés par les soins conjugués des réformistes des partis et des syndicats, qui est la cause profonde de l'apathie du prolétariat et de la perpétuation du conflit algérien. Sur ce point, comme sur tous ceux qui touchent aux intérêts vitaux de la classe ouvrière, la meilleure arme du capitalisme, c'est l'arsenal idéologique d'illusions pacifistes, progressistes et démocratiques qu'utilisent ses agents au sein des organisations de travailleurs. En dignes marxistes dégénérés, « socialistes » et staliniens, se plaisent à se référer à l'idéaliste et humanitaire Jaurès. Mais c'est encore pour bafouer impudemment les formules qu'ils lui empruntent. « Le vrai courage, disait le grand tribun, c'est de voir la vérité et de la dire ». Eux s'attachent à entourer l'affaire algérienne d'un tissu de mensonges destinés à dissimuler le véritable caractère des intérêts sociaux en cause et à masquer leur relation étroite avec la sauvegarde du capitalisme, dont ils ont accepté, sous couvert d'intérêt national, d'assurer la prospérité.

Pour contribuer de façon positive à liquider la guerre d'Algérie, il faut donc avant tout rétablir son véritable contexte historique et social. Le colonialisme est en train de s'écrouler et il ne peut être question de maintenir l'influence du capital européen en Afrique ou en Asie sous cette forme éculée. Les sphères dirigeantes du capitalisme français en sont à ce point convaincues qu'elles n'ont pas hésité à recourir au « pouvoir fort », fermement décidées, si besoin est, à sacrifier délibérément les intérêts de fractions entières de la bourgeoisie — et notamment leurs représentants outre-Méditerranée — pour résoudre la déchéance impériale de la France de la façon la moins désavantageuse. En ce qui concerne l'Algérie, il s'agit de trouver une solution intermédiaire entre l'abandon pur et simple et l'impossible restauration du statut colonial. Il s'agit d'établir un système de rapports qui, tout en résiliant les anciennes formes de domination du capital métropolitain, essentiellement assurées par la présence militaire, administrative et politique de la France

en Afrique du Nord, lui réserverait cependant la plus grande part de la mise en valeur des richesses déjà existantes ou nouvellement découvertes.

Cette issue, en tant que solution générale de la crise colonialiste, est-elle inconciliable avec la reconnaissance de la souveraineté nationale des pays ex-colonisés ? Certes pas, puisque toutes les étapes de la libération de l'Asie et de l'Afrique du joug colonial sont là pour montrer que l'impérialisme, *dans son ensemble*, a pu s'accommoder de ces indépendances qui ne mettent pas en cause la domination mondiale du capital. Non seulement cette solution sauvegarde l'essentiel de la prédominance des Etats blancs, ouvrant même de nouveaux champs d'action aux plus jeunes et plus puissants d'entre eux, mais encore elle garantit à la bourgeoisie mondiale que la crise colonialiste n'engendrera pas une crise sociale universelle. Elle lui assure même sur ce plan la complicité des nouveaux appareils d'Etat des pays promus à l'indépendance, et dont les classes riches sont tout autant préoccupées de tenir en respect les masses qui les ont portées au pouvoir que de conquérir les privilèges économiques et sociaux auxquels se limite le contenu de l'indépendance dans sa stricte acception *nationale*.

Dans ces conditions, pour quelles raisons une telle solution s'avère-t-elle d'application si laborieuse en Algérie ? Tout simplement parce que ce qui est acceptable pour le capitalisme *en général* ne l'est pas forcément par un capitalisme particulier, parce que les précédents de la Hollande et de l'Angleterre sont là pour montrer que la perte des colonies est un grand facteur d'affaiblissement pour une puissance mondiale. La France, jusqu'à ces dernières années, puisait le plus clair de ses ressources dans la mise en coupe réglée de ses territoires d'outre-mer. Son importance diplomatique et sa force militaire, elle les tirait de la possession d'un vaste empire colonial qui lui fournissait en outre une véritable armée de réserve pour la métropole : les Nord-Africains y ont depuis longtemps supplanté émigrants italiens et espagnols dans l'exécution des travaux pénibles et mal rétribués. La perte brutale de cette puissante assise économique et militaire comporte indiscutablement un sérieux risque de déchéance générale contre lequel le grand capital s'efforce précisément de lutter en investissant en grande hâte des capitaux dans des territoires jusqu'ici délaissés. C'est cet aspect de l'affaire algérienne que nos opportunistes invétérés, les staliniens du P.C. en premier lieu, se gardent bien d'aborder de front, autant par souci de ne pas dire des vérités qui fâcheraient la clientèle petite-bourgeoise et paysanne dont ils quémandent les votes, que parce qu'ils sont eux-mêmes intoxiqués par le chauvinisme, et tout disposés à croire que les valeurs spirituelles de la France éternelle peuvent suppléer à l'éclipse de l'hégémonie de son capital financier.

On a pu croire un instant, après le discours de de Gaulle, le 16 septembre de l'an dernier, qu'un compromis entre le G.P.R.A. et le gouvernement français était possible. La propagande des grands partis s'employait à le démontrer viable. On répétait à tous les échos que la subtile stratégie de de Gaulle consistait essentiellement à « préparer les esprits » à une paix honorable, c'est-à-dire à ce que nous appellerons, nous, une substitution audacieuse de l'hégémonie « pacifique » du capital financier à l'occupation militaire, brutale...

et coûteuse du territoire algérien. Le G.P.R.A., de son côté, n'épargnait pas ses efforts. Il se montrait conciliant quant au *contenu social* de l'indépendance qu'il revendiquait ; il faisait des offres précises en ce qui concerne la sauvegarde des intérêts français en Algérie ; il offrait l'égalité des droits politiques à la minorité européenne, il se gardait soigneusement de parler de l'indispensable réforme agraire qui exigerait en premier lieu l'expropriation des colons. En un mot, il proclamait à tout venant la nécessité de « bons rapports » (on sait ce que cela veut dire en régime mercantile-capitaliste) entre la France et l'Algérie de demain.

Mais pendant tout ce temps, à l'ombre de la propagande officielle qui disposait de deux versions de sa *paix*, l'une à l'usage de l'armée et des colons, l'autre destinée aux partis et masses de la métropole, de nouveaux groupes d'intérêt se formaient : le pétrole saharien exerçait sa séduction économique, le complexe de Bône et le plan de Constantine prenaient, quoique très lentement, une certaine réalité. Pendant que la gauche pacifiste concentrait l'attention du grand public sur l'opinion de l'armée et l'hostilité des colons stupidement représentés comme les obstacles essentiels à la négociation ; pendant que le gouvernement, de son côté, lançait l'opération « élections cantonales », les véritables données du problème se précisaient : elles sont singulièrement plus sérieuses que l'humeur des militaires ou les velléités triblionnes des « petits blancs », d'ailleurs entre temps mis au pas ; il ne s'agit ni plus ni moins que de déterminer dans quelles conditions le capital métropolitain peut sauvegarder son monopole en Algérie, comment il peut y affronter la concurrence d'autres impérialismes, comment il peut résister aux diktats du consortium international du pétrole, etc. Quelle que soit la complexité, ne serait-ce que purement technique, du problème, et la difficulté de démêler cet écheveau d'intérêts contradictoires, une chose est sûre : la France ne peut compter uniquement sur sa puissance financière pour sauvegarder son monopole sur les ressources du sous-sol algérien. Il lui faut coûte que coûte assortir son influence économique d'un solide lien diplomatique et militaire avec la future administration d'Algérie. Et c'est là le problème *politique* véritable que voulait escamoter le gouvernement en n'acceptant de ne discuter avec le G.P.R.A., à Melun, que des questions militaires du cessez-le-feu. Et de là, la cynique interprétation officielle, suivant laquelle la rutilante formule de l'autodétermination implique obligatoirement l'*association* avec la France. S'indignera-t-on de la rouerie diplomatique du grand capital, lorsque les prétendus représentants du mouvement ouvrier veulent tout régler par leur béate revendication de « l'application loyale » de l'autodétermination ?

Il est bien visible que les hommes du G.P.R.A., de leur côté, voudraient traiter (ils envisagent maintenant d'avoir recours à l'O.N.U. qui vient si brillamment de faire ses preuves au Congo). Tout les engage à terminer la lutte : l'impossibilité de forcer la décision sur un plan militaire ; l'inconsistance politique de leur programme face à l'énorme tâche de reconstruction économique qui les attend ; la crainte, enfin, des revendications mêmes de la masse qu'ils ont idéologiquement mobilisée. Mais s'ils ne peuvent se satisfaire des concessions de pure forme que superbement on leur a offertes, c'est précisément parce que l'insurrection algérienne, encore plus que par le caractère

impitoyable de la lutte qu'elle a déclenchée que parce qu'elle était déjà le fruit d'une longue période de fermentation sociale, se présente, bel et bien, comme une *révolution*. Les violences et les déportations, la désorganisation économique, amplifiée conjointement par la révolte et sa répression, ont mis de gré ou de force une population tout entière sur un pied de guerre sociale. Personne ne pouvait plus se laisser allécher par une formule aussi originale que « la paix des braves ». Les dirigeants d'un mouvement armé, qui ont derrière eux, comme une épée dans les reins, des années de souffrance et de haine accumulées, ne peuvent ignorer, fussent-ils politiquement des opportunistes et des conciliateurs, que la seule force dont ils disposent, dans un pays en état de siège avec une population terrorisée et au désespoir, est celle *des armes*. Ce serait un suicide que de renoncer à ce qui est leur seul argument historique et révolutionnaire, sans être assurés d'obtenir ce qui constitua leur raison d'être : *l'indépendance*.

C'est sur ces quelques points irréductibles que les pourparlers de Melun ont butté. Qu'ils aient été reconnus, dans le secret des discussions, ou diplomatiquement dissimulés, qu'ils aient ou non fait l'objet de « sincères » et réciproques tentatives de concessions, peu importe. Peu importe également de savoir lequel des deux protagonistes est allé le plus loin sur la voie des éventuelles avances. Nous laissons aux théoriciens de la coexistence pacifique le soin de démontrer que la bonne foi et la légitimité se trouvaient du côté du G.P.R.A. : l'indépendance des peuples et les révolutions reposent sur des questions de force et non sur l'hypocrisie et bourgeoise notion du « droit ». Il faut avant tout, dans ce cas comme dans tous ceux qui touchent à la lutte sociale, dire la vérité aux ouvriers. Il s'agit ici d'intérêts sociaux irréductibles qu'on ne peut concilier qu'en portant préjudice à l'une ou l'autre des parties. La trahison des partis opportunistes consiste justement à masquer ce fait, à en travestir l'importance et à empêcher ainsi la classe ouvrière d'y prendre parti.

*

**

Nous ne nous aventurerons pas à décréter qu'après l'échec de Melun, d'autres tractations — discrètes comme il se doit dans toute bonne démocratie — soient devenues impossibles. Ce dont nous sommes sûrs, c'est d'abord que l'accord qui pourrait éventuellement résulter de contacts plus heureux devrait inévitablement frustrer les ambitions économiques et politiques de l'une ou l'autre des parties : ou le capital français rognera sur ses projets algériens et sahariens, ou — ce qui est le plus probable — l'indépendance n'aura qu'un caractère symbolique et ne touchera, au moins au début, ni à la structure sociale du pays, ni aux intérêts qu'elle sert. Ensuite, une telle solution ne pourra voir le jour que si une pression très forte, d'où qu'elle vienne, s'exerce sur les décisions du gouvernement français. Sans préjuger des influences diplomatiques ou politiques internationales qui peuvent jouer ce dernier rôle, nous nous attacherons à montrer ce qui est pour nous essentiel, à savoir que cette pression ne pourra venir du prolétariat aussi longtemps qu'il demeurera sous l'emprise des partis qui aujourd'hui le contrôlent. Bien loin de leur ouvrir la moindre perspective dans cette voie qui conditionne toute solidarité

prolétarienne à l'égard des peuples de couleur, la gauche anticolonialiste ne peut offrir aux ouvriers qu'une banale et simpliste *apologie* du F.L.N. Elle se soucie bien peu de déterminer son caractère social, sa composition politique et le rôle que ce regroupement hétérogène a joué vis-à-vis des autres courants algériens, tout ce qui, en dépit de l'héroïsme de ses combattants, le voue au compromis. Afin qu'on puisse juger cette attitude, et voir que toute solution des pacifistes anticolonialistes est impuissante à favoriser une solution historiquement valable du conflit algérien, il nous faut montrer ce qu'eût été une solidarité prolétarienne véritable et quelle influence elle aurait exercée sur les objectifs et le contenu social de la lutte pour l'indépendance.

Si l'insurrection algérienne s'était produite dans une situation internationale révolutionnaire, si, à cette levée en masse des peuples de couleur à laquelle nous assistons aujourd'hui (on l'attendait durant la période 1917-27, mais elle ne put alors aboutir), avait répondu la lutte de classe prolétarienne, cette insurrection aurait, comme tous les mouvements d'indépendance d'Afrique et d'Asie, pris une face toute différente. Le prolétariat métropolitain, en se dressant contre sa propre bourgeoisie, en lui interdisant d'intervenir militairement dans les territoires insurgés, aurait déblayé la voie historique de ces révolutions qui, aujourd'hui essentiellement populaires, *nationales*, se seraient dès lors orientées vers des formes infiniment plus radicales. On n'aurait pas vu, à la tête du mouvement, des Ferhat Abbas et autres transfuges de la bourgeoisie hier encore collaborationniste, mais des représentants authentiques des masses opprimées, l'embryon politique du communisme algérien, dont nous avons prouvé qu'il existait encore en 1925. La révolution algérienne se serait inscrite dans une perspective socialiste, avec un pouvoir de dictature prolétarienne.

Mais la condition *sine qua non* d'une issue pro-socialiste des révolutions nationales anticoloniales, c'est l'intensification de lutte de classe du prolétariat métropolitain, c'est la présence d'un véritable Parti communiste dans tous les pays capitalistes développés. Cette condition n'existe plus depuis que l'échec de la révolution européenne et la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe l'ont annéantie. La trahison des partis dirigés par Moscou a scellé entre les classes ouvrières de tous les pays et leurs bourgeoisies respectives un pacte de collaboration si solide qu'il a jusqu'ici résisté à des événements aussi horribles et édifiants que ceux qui émaillent chaque jour la guerre algérienne. Ainsi la faillite de la Troisième Internationale n'a pas seulement liquidé la grande vague révolutionnaire déclenchée par la Révolution d'Octobre 1917, ses résidus protègent encore le capitalisme tout au long de cette période tourmentée et précaire de la crise du colonialisme. L'inexistence du Parti prolétarien international prive les révolutions anticoloniales de l'appui des masses salariées des pays capitalistes. Mais elle interdit également la formation, dans les régions colonisées, d'un Parti prolétarien indépendant qui seul serait capable d'arracher les masses insurgées à l'influence des bourgeoisies indigènes, et de donner à la revendication d'indépendance un contenu radical et une portée historique révolutionnaire. De plus, elle laisse le champ libre aux faux partis de la classe ouvrière qui, par leur servilité à l'égard du capitalisme et leur propagande hypocrite en faveur de l'égalité bourgeoise entre les peuples poussent littéra-

lement les jeunes mouvements d'indépendance à solliciter les compromis avec l'impérialisme. Grâce à ce rôle doublement défaitiste de l'opportunisme international, dont l'influence s'exerce directement sur le prolétariat des grandes puissances impérialistes et indirectement sur les mouvements politiques luttant contre leur joug, la bourgeoisie mondiale, qui doit bien céder du terrain à la poussée irrésistible des révolutions afro-asiatiques, dispose cependant de toute une série de « solutions » qui sauvegardent l'essentiel de sa domination.

Cet état de choses commande toute l'attitude des masses ouvrières d'Europe à l'égard de l'indépendance des peuples d'Afrique et d'Asie. Il est en effet tout aussi vain de prétendre accélérer le mouvement anticolonialiste en agissant au sein de fronts politiques constitués de partis uniformément acquis à la cause de la conservation du capitalisme, que d'attendre de ce dernier qu'il libère spontanément les pays qu'il a dépouillés. Une expérience désormais séculaire a appris au prolétariat ce qu'il a à attendre, dans toute lutte sociale, de la petite-bourgeoisie, de son idéologie et des partis opportunistes qui l'ont réintroduite dans le mouvement ouvrier. Une nouvelle fois, il s'agit pour lui de se libérer de cette intoxication. Une nouvelle fois, le déroulement des faits lui démasque l'adversaire à combattre : le camouflet infligé par le fiasco de Melun aux divers mouvements pour « la paix en Algérie » prouve que, sous le drapeau de la démocratie, du salut national et de la fraternité des peuples, non seulement on n'aide en rien l'émancipation des peuples colonisés, non seulement on n'avance pas d'un pas la liquidation de la guerre qui leur est faite, mais encore on œuvre à un nouveau sauvetage du capitalisme.

*
**

Le P.C.F., qui se pose en adversaire farouche du gaullisme et de sa politique algérienne, nous a habitués aux tournants les plus extraordinaires. Oubliant qu'il y a quelques mois à peine, et en synchronisme parfait avec la nouvelle de la venue en France de Khrouchtchev dont il se faisait l'écho, il découvrit des vertus miraculeuses à la formule de l'autodétermination, il vient de décider que le F.L.N. est le seul habilité à représenter le peuple algérien au cours d'éventuelles négociations. On aurait tort d'interpréter cette attitude comme un raidissement des staliniens français dans la question coloniale. Bien au contraire, devant l'impasse à laquelle aboutit la « paix des braves », c'est un pas en avant vers une solution, non pas révolutionnaire et de classe du conflit algérien, mais *diplomatique*, celle-là même que les grandes puissances de l'ouest et de l'est, seront peut-être amenées à « suggérer » à la France, sous la poussée de la situation africaine. La prise de position du parti de Thorez n'est d'ailleurs que l'expression française des variantes de la ligne russe. L'ampleur de la crise politique internationale créée par l'effondrement des principaux points d'appui de l'impérialisme yankee avait déjà aiguisé l'appétit de son rival de l'Est. En Afrique, où l'Amérique s'efforce d'étendre son influence sur les territoires désormais enlevés aux empires coloniaux déchus, la Russie tient à se présenter comme le champion de la liberté des Etats nouvellement indépendants. Dans cette perspective, la carte algérienne, jusqu'ici délaissée par Moscou (mais que les Chinois avaient déjà mise dans

leur jeu) devient un atout que l'U.R.S.S. ne veut pas laisser perdre ; et ce ne serait pas la première fois que sa filiale française anticiperait de quelques mois ou de quelques semaines sur le dernier mot de la stratégie du Kremlin.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible de se méprendre sur la signification politique et sociale de cette pétition de foi des staliniens français en faveur du F.L.N. Le front de la solidarité prolétarienne ne saurait passer par la jungle de la lutte diplomatique où règne exclusivement la férocité des impérialismes concurrents. Son seul champ d'action est celui de la lutte de classe contre la bourgeoisie métropolitaine ; c'est le seul terrain où, rompant avec les marchandages, les compromis, les divisions et trahisons dont les divers mouvements d'indépendance sont émaillés, il peut affirmer sans équivoque le caractère universel et révolutionnaire de la solidarité internationale entre exploités : le prolétariat des pays blancs ne peut accepter inconditionnellement tout programme d'indépendance des peuples ex-colonisés, mais il se doit d'être toujours sur la brèche lorsqu'il s'agit de combattre son propre impérialisme.

S'il subsistait d'ailleurs un doute sur le caractère de la « solidarité » staliniste à l'égard des Algériens, il se dissiperait vite à la lecture de leurs divers appels en faveur de la Paix. Qu'y demandent-ils en fait ? « L'ouverture de négociations tendant à changer les rapports colonialistes du peuple algérien avec la France en rapports d'amitié ». Le naïf militant de « la base » pensera peut-être que cette hypocrite niaiserie est une savante « tactique » destinée à gagner la confiance des « patriotes sincères » et des « véritables démocrates » dont le P.C. s'efforce de faire sa clientèle. Mais ce langage opportuniste n'a rien d'une brillante manœuvre : il exprime un pur et simple défaitisme de classe. Bonzes replets ou ministrables en chômage, les staliniens veulent un gouvernement « de gauche » capable de créer de « bons rapports » avec ce peuple qu'on a saigné à blanc. Pour minimiser les difficultés et rendre l'indépendance algérienne acceptable même aux bourgeois, ils ramènent tout le problème de la paix à celui de l'intransigeance des ultras. Séparant arbitrairement les intérêts de fractions déterminées de la bourgeoisie de ses intérêts d'ensemble, ils renouvellent en somme, dans le même but opportuniste de constitution d'un front unique avec les classes moyennes, la grossière manœuvre qu'ils employèrent au lendemain de la Libération lorsqu'ils décrétèrent que l'ennemi du prolétariat, ce n'était pas toute la classe bourgeoise, avec son Etat et ses partis, mais le clan monopoliste (au demeurant imprécisé) des « trusts sans patrie ».

Il n'est pas difficile de prévoir quelle sera l'attitude de ces messieurs lorsque la paix, d'une façon ou d'une autre, sera signée. Ils mettent aujourd'hui l'accent sur la nécessité d'établir des liens d'amitié entre les deux peuples. Nous savons très bien ce que cela veut dire en régime capitaliste : intensifier les échanges et le transfert de plus-value des pays arriérés aux pays développés. Nous voyons d'autre part que le principal argument du P.C. en faveur de la paix est celui des intérêts de la *production* française, c'est-à-dire du capitalisme. Que feront donc ces champions du peuple, lorsque, une fois la guerre terminée, ces mêmes intérêts exigeront une réadaptation économique dont c'est, de

l'aveu général, la classe ouvrière qui pâtira ? Non seulement ils l'empêcheront, dans l'euphorie de la paix retrouvée, de demander des comptes au sujet de la guerre qu'on lui a fait faire, mais, trahissant encore une fois, ils l'engageront à les suivre dans leur voie de la vraie, seule et unique « grandeur française ».

Le rôle que joue, à côté de ces adversaires prétendument énergiques de la guerre d'Algérie, ses opposants plus modérés ne peut être que plus transparent encore, plus révélateur, si cela se peut, d'une position politique qui, loin de se soucier de la portée révolutionnaire, explosive, de l'indépendance algérienne, ne songe qu'à mettre un terme, le plus vite possible, à une aventure qui ternit le prestige de la France et trouble la sérénité de ses institutions. Aussi le tour des autres comparses du front de la paix est-il encore plus rapidement fait. Le P.S.U., par exemple, qui prétend avoir revivifié le socialisme de marque S.F.I.O., écrit sur ses affiches, après avoir énuméré les « méfaits » du régime — et notamment ses « quinze ans de guerre coloniale » — que tout cela, « ce n'est pas la France ». Ce qui veut dire qu'au sein du mode capitaliste de production peut exister une France différente de celle que nous connaissons, bonne aux travailleurs, avisée et scrupuleuse dans la gestion des affaires publiques, libérale à l'égard de ses ex-colonies, en somme cette patrie mythique dont rêvent les petits-bourgeois et que les démagogues ont toujours colportée sur les foires électorales. Mais les chefs du P.S.U. ne sont pas en réalité aussi naïfs. Ils savent que ce qu'il faut à la France, c'est un *autre capitalisme*, modernisé, mieux adapté aux exigences du marché international, tout différent, du point de vue de la structure productive, du capitalisme parasitaire qui vivait du revenu du bas de laine et de l'exploitation des colonies. Aux travailleurs de subir les inévitables conséquences de cette modernisation : dévalorisation de la force de travail, ruine de certaines qualifications professionnelles, chômage et armée de travail de réserve... Le rôle des redresseurs de la vieille social-démocratie consiste simplement à dorer cette pilule et à se constituer une clientèle en invoquant le Sésame politique du moment : la paix en Algérie.

Tous leurs émules de l'anticolonialisme démocratique ont la même préoccupation et la même idéologie. Dans le corps des motions syndicales, au bas des pétitions des intellectuels, sur les pancartes des non-violents, nous retrouvons toujours ces mêmes idées maîtresses : « Sous l'angle humanitaire, cette guerre est odieuse ; sur le plan politique, elle est dangereuse pour la sainte démocratie ; sur le plan national, elle déconsidère notre chère patrie. En conclusion, il faut la paix, la paix à tout prix. » Mais quelle paix ? Personne ne se soucie de ce qu'elle signifiera, non pas pour le prestige du G.P.R.A. ou pour celui du gouvernement français, mais bien pour les prolétariats des deux camps, pour celui d'Algérie, qui risque de s'être sacrifié vainement, et pour celui de France qui n'a pas su s'opposer à la guerre et sera tout aussi désarmé devant les conséquences du « redressement » qui lui succédera.

Menée sous pareille égide, la campagne pour la paix n'a pas modifié la situation d'impuissance et de confusion dans laquelle croupit la classe ouvrière. Incapable d'influer en quoi que ce soit sur le dénouement de la guerre, elle n'a fait que consolider l'idéologie — toute fasciste — de conformisme et de passivité qui caractérise aujourd'hui toute la société, comme le

prouve l'attitude de la presse de gauche au moment où s'amorçaient les pourparlers de Melun. Alors qu'il aurait fallu une intervention résolue des masses pour forcer la main au gouvernement, le mot d'ordre des pacifistes de l'anti-colonialisme fut de « surtout ne rien faire qui puisse gêner les conversations » : c'est-à-dire, en clair, s'en remettre docilement et aveuglément à l'Etat bourgeois pour se tirer, au mieux des intérêts de la conservation sociale, de l'impasse dans laquelle il s'est fourvoyé. *Ne rien faire*, les réformistes et redresseurs de réformistes, les démocrates et rénovateurs de démocratie ne pouvaient trouver de meilleure formule pour « s'autodéterminer ».

*
**

Mais, dira-t-on, il y a eu des protestations contre la guerre d'Algérie qui ne sort pas demeurées stériles et purement verbales ; il y a eu des manifestations d'étudiants, des actes de révolte individuelle parmi les jeunes. C'est vrai, et la responsabilité des opportunistes n'en est que plus grande. On imagine sans peine quel serait le désarroi de l'Etat capitaliste, quelle hâte il mettrait à terminer son aventure algérienne, si la revendication de la paix, au lieu d'être cet insipide bla-bla-bla qui émascule l'énergie ouvrière, s'intégrait puissamment aux revendications immédiates des travailleurs, si les protestations collectives, qui n'ont jusqu'ici été le fait que de la corporation étudiante, privée de tout poids politique, gagnaient les grands secteurs de la production. Mais le capitalisme, assuré de la complicité des partis et syndicats de collaboration de classes, peut dormir sur ses deux oreilles. Il n'est pas une forme d'activité qui ne soit soumise à son idéologie et échappe à ses fins sociales, pas même les quelques cas de révoltes individuelles — objection de conscience ou « complicité » avec le F.L.N. qui donnent le change en scandalisant la presse bien pensante. Ces réfractaires, chrétiens, petits-bourgeois humanitaires, patriotes déçus qui retrouvent dans le camp d'en face la virilité sociale depuis longtemps perdue par la démocratie bourgeoise, n'en demeurent pas moins profondément attachés aux valeurs de la société capitaliste. Dans la mesure où ils justifient leur geste, ce n'est pas par l'internationalisme, ou la solidarité des classes exploitées, mais en prétendant servir la France mieux que ne le font les autres par la grenade ou le fusil. Ainsi la bourgeoisie française, qui sera peut-être amenée demain, par la force des choses, à stigmatiser sa politique présente, saura trouver ses martyrs dans le camp de la paix, comme elle a aujourd'hui ses héros dans le camp de la guerre.

Il n'y a rien là qui réponde aux intérêts immédiats du prolétariat ni à sa tâche historique ; pas plus que les sursauts de conscience individuels, les révoltes et l'exaspération du désespoir, que les platoniques supplices collectives pour la paix. Là où son rôle est décisif, c'est-à-dire au cœur des grandes puissances impérialistes, le plan d'action du prolétariat n'est pas d'ordre militaire, mais social. Il ne s'apparente pas au détestable précédent de la Résistance avec ses maquis et réseaux clandestins, mais relève de l'action de masse, ouverte, générale, qui ne vise pas telle ou telle politique nationale, tel ou tel de ses gouvernements, mais entend en finir avec tous les gouvernements et toutes les politiques, de paix ou de guerre, de la classe bourgeoise.

Si ce programme historique, qui est le seul et vrai programme prolétarien, n'est aujourd'hui reconnu par aucune organisation de la classe ouvrière, si le prolétariat semble, par voie de conséquence, faillir à cette tâche grandiose — et à la solidarité internationale à l'égard des peuples opprimés — il le doit à la trahison opportuniste qui, au plus fort de la crise colonialiste, intoxique les masses européennes avec l'idéologie *bourgeoise* de la fraternité et de la liberté des nations. Cette engeance universelle de conciliateurs et de démocrates, produit de deux défaites historiques de la révolution socialiste, n'est jamais pour des solutions radicales, sous n'importe quels cieux et dans n'importe quel cas. Elle sait que, tout de même que de véritables grèves ouvrières conduiraient à une crise économique qu'elle redoute, une véritable lutte contre la guerre d'Algérie engendrerait une crise politique dont elle ne veut pas davantage. Elle est contre les « pas de géants » de l'histoire, contre des révolutions nationales qui ne se termineraient pas par des compromis et des « balkanisations », mais unifieraient de vastes territoires, balayeraient différents locaux et diversités raciales, et en agissant sur un plan révolutionnaire, non plus national, mais de classe. Ces tergiversateurs préfèrent les marchandages de la « coexistence pacifique » et la collaboration avec les « Grands ». Ils préfèrent les grèves manquées et les protestations résignées qui affaiblissent le monde du travail, mais leur permettent à eux de garder pour quelques années encore leur rôle d'intermédiaires sociaux, de maquereaux de la force de travail. Et aussi longtemps que l'écran que forment ces partis de collaboration de classes et les syndicats qu'ils dirigent s'interposera entre le capitalisme et les ouvriers, il sera tout aussi impossible à ceux-ci d'imposer leur solution à des crises aussi cruciales que la guerre d'Algérie, que de défendre effectivement leurs conditions de vie et de travail.

La solution de la crise du colonialisme passe donc par le réveil prolétarien, par la reconstruction du Parti de classe qui, depuis la grande défaite qu'il a subie, n'existe plus qu'à l'état de programme oublié et méconnu. C'est une tâche longue et difficile que celle de réorganiser les ouvriers et de reconquérir les organismes directs de défense, dont il faut expulser opportunistes et renégats. Mais c'est une tâche à laquelle l'état latent de crise de la société bourgeoise conviera toujours davantage de militants. Et, s'il est vrai que le colonialisme, lui, ne sera peut-être plus qu'agonisant lorsqu'elle sera accomplie, c'est le capitalisme dans son entier qu'attaquera de front l'unité internationale et pluriraciale reconstituée du prolétariat.

LE COMMUNISME ET LES PARTIS ALGÉRIENS (suite)

Dans nos deux articles parus dans les n^{os} 11 et 12, nous avons montré comment le Parti Communiste Français, trahissant le programme marxiste, restauré par l'Internationale Communiste lors de ses premiers Congrès, a failli à ses tâches révolutionnaires et n'a pas soutenu la lutte des peuples opprimés. Il a ainsi enchaîné les ouvriers à la politique bourgeoise (voir aussi le n^o 10), et sa politique dégénérée a, par un mouvement irrésistible, fini par devenir si ouvertement collaborationniste, bourgeoise et colonialiste, que ses multiples tournants toujours plus tortueux ne peuvent plus même faire illusion.

Mais si l'impérialisme, aidé par les traîtres de l'ex-Internationale communiste, a triomphé et a réussi en gros à tenir sous son talon de fer les pays d'Europe, il n'a pu empêcher les autres continents de connaître depuis la fin de la guerre des bouleversements tels qu'ils entraînent la ruine de structures sociales millénaires. Nous avons vu en étudiant le mouvement nationaliste algérien que si la lutte anti-impérialiste n'a cessé de gagner en ampleur, tandis que s'affaiblissaient les positions de la métropole colonialiste, ce mouvement, dissocié des forces révolutionnaires du prolétariat, a renoncé au but de la révolution double et subi un amoindrissement terrible jusque dans les conditions pratiques de sa lutte.

La période que nous allons aborder maintenant et qui va de 1945 à aujourd'hui nous montrera quelles conséquences a eues cette évolution.

LA SOMBRE PERIODE DEMOCRATIQUE.

L'abandon, durant la guerre, du programme et de la forme de lutte de l'Etoile Nord-Africaine et l'entrée en scène de tous les éléments nationalistes modérés, plus ou moins conciliateurs et collaborationnistes, s'étaient soldés pour le mouvement nationaliste algérien par une lourde défaite : la France maintenait sa domination et recrutait des masses de chair à canon

musulmane pour s'assurer, en redorant son blason militaire dans les sanglantes campagnes d'Italie et du Rhin, un strapontin parmi les « Cinq Grands ». Rappelons qu'avant de faire leur sale besogne à Paris, les communistes avaient contribué, au gouvernement provisoire d'Alger, au succès de cette opération.

Comme les masses prirent leurs chefs « nationalistes » au mot et revendiquaient, le jour de la « victoire », cette indépendance qu'ils avaient fait miroiter à leurs yeux en récompense de leur « effort de guerre », 40.000 Algériens inorganisés furent massacrés lors de la répression à laquelle participa l'aviation (ministre communiste Tillon).

L'Union Démocratique du Manifeste Algérien (U.D.M.A.) (1) de Ferhat Abbas, qui se présente comme l'héritier du mouvement créé en 1943 sous le nom des « Amis du Manifeste et de la Liberté » (A.M.L.) trouve cependant que tout va pour le mieux : pour elle, ces masses, abandonnées et dupées par leurs nouveaux chefs, ont simplement été victimes de provocations policières (des nationalistes fascistes du P.P.A., disent les staliniens) : « *Le succès de ce mouvement (A.M.L.) fut tel, que pour le dissoudre, l'administration colonialiste eut recours à des provocations qui eurent pour résultat les émeutes de Sétif et de Guelma. Mais les A.M.L. étaient solidement installés dans la légalité républicaine, si sincèrement acquis au progrès dans l'ordre, que leurs adversaires durent battre en retraite. Le mouvement fut réhabilité.* » (Manifeste à la République algérienne, publié par l'U.D.M.A., Alger 1948, p. 69.)

(1) L'U.D.M.A. était formée d'une équipe d'hommes politiques et d'intellectuels (MM. Abbas, Boumendjel, Saadane, Francis, Mostefai, Sator, etc.). Les Oulémas, groupant les notabilités religieuses, s'appuyaient sur l'U.D.M.A. comme moyen d'expression politique.

En paroles, l'U.D.M.A. demandait la création d'une République algérienne autonome, associée à la République française et dépendant de cette dernière pour la Défense nationale et les relations extérieures.

En pratique, l'U.D.M.A. se plaçait dans la perspective du Statut de 1947 (qui ne fut jamais appliqué, pas plus que le projet de Violette d'avant-guerre !), lequel impliquait que l'Algérie était française.

Nous citons ici un article extrait du *Populaire* (les socialistes cherchent des alliés musulmans !) du 13-6-1946, au sujet du programme (intéressant, même aujourd'hui) de Ferhat Abbas, élu à l'Assemblée Constituante le 2 juin 1946 :

« Comme préface à tout programme, nous réclamons la libération de Hadj Messali et de tous les détenus politiques musulmans, la liberté du culte musulman et de l'enseignement en langue arabe... »

« Les 80 % des votants du 2 juin dernier nous ont mandaté pour demander la constitution d'un Etat algérien fédéré au sein d'une grande Communauté française. Nous voulons que la France ne soit plus une nation colonisatrice, mais un grand peuple émancipateur, avec lequel seront librement associés les peuples jeunes jouissant de leur autonomie intérieure. Ces peuples seraient représentés avec la France dans un parlement fédéral dont la compétence s'étendrait aux questions relevant de la défense nationale, de la politique étrangère et des grands intérêts économiques communs à tous les peuples de la Communauté. »

... Les Algériens d'origine française « deviendraient des citoyens algériens comme nous. Nous voulons forger une véritable communauté algérienne, où tous les habitants sans distinction de race seraient égaux et frères. Si, conformément à ces principes, le collège électoral unique, dans lequel musulmans, chrétiens et juifs seraient réunis, doit être le but final à atteindre, nous comprenons cependant que, pour l'instant, des aménagements doivent intervenir. Ils seront destinés à préserver les intérêts légitimes — mais non les privilèges — de la population européenne, pour amener progressivement la fusion d'intérêts nécessaires à la vie commune ».

C'est avec de telles vues que ce parti entre dans l'arène politique en se présentant aux élections législatives du 2 juin 1946. Il s'agissait pour lui de battre le fer tant qu'il était chaud pour transformer les « 500.000 adhérents des A.M.L. » du temps de guerre en solides électeurs. Sur 13 sièges, il s'en voit attribuer 11. « *Et encore faut-il dire que les deux autres sièges lui ont été soustraits grâce à l'arithmétique spéciale du préfet d'Alger, M. Périllier* » (*ibid.*, p. 69).

L'expérience historique nous a appris que la démocratie alterne nécessairement avec le bonapartisme et les « dictatures », le fascisme, avec les truquages de toutes sortes, les pressions de l'appareil politique, juridique, policier, économique, etc. La démocratie politique qui se substituait en Algérie à la violence révolutionnaire représentait un atout majeur pour l'impérialisme français, auquel elle permettait de mettre en place une certaine structure autochtone et de trouver les meilleurs interlocuteurs possibles parmi les élus, les fonctionnaires et les notabilités religieuses.

Nous allons voir, en effet, que le truquage des élections, que les partis de gauche ou d'opposition ont si souvent dénoncé, fait en réalité partie intégrante du jeu démocratique. Quant à ces partis (qui, d'ailleurs, ont tous participé au gouvernement à un moment donné sans que « cela change »), ne sont-ils pas eux-mêmes un élément de l'alternance trique et carotte ?

L'analyse de cette sombre période du mouvement algérien apporte encore une fois la preuve que, loin d'être en contradiction avec le système électoral, le truquage le soutient et le renforce. Expliquons-nous en quelques mots : en l'absence de tout concurrent nationaliste, un parti, l'U.D.M.A. par exemple, se présente aux élections avec le programme le moins « dur » possible, vu les circonstances. Tous les électeurs nationalistes, de quelque tendance qu'ils soient (M.T.L.D., Oulémas, etc.) voteront pour l'U.D.M.A. afin de faire barrage aux candidats des colons. Le truquage des résultats et les manœuvres de l'administration s'effectueront aux dépens des « durs » de l'U.D.M.A. En outre, on met en lice le P.C.A. qui, grâce à un programme démagogique et à ce radicalisateur magique : le mot « communiste », attirera à lui une partie des « petits blancs » mécontents et une partie de la clientèle électorale nationaliste. Il suffira aux élections suivantes d'entraîner un autre parti, disons le M.T.L.D., dans la course aux bulletins de vote et de mettre au contraire hors jeu l'une de formations précédemment élues : la confusion qui existait déjà dans la « base électorale » gagne dès lors les formations politiques elles-mêmes qui tantôt marchent ensemble, tantôt se combattent. Jusqu'en 1954, tous les partis algériens se sont trouvés liés entre eux à un moment donné, si bien qu'au nom du nationalisme algérien ils forment une sorte de parti unique, ou plutôt pas de parti du tout. On voit comment le virus démocratique gagne sans cesse de nouvelles organisations.

En 1945, les élus du Parti Communiste Algérien recueillent 21 % des voix au second collège, « les militants du P.P.A. (messaliste) n'ayant pu présenter de candidats, votent pour les premiers ». (*Interafrique Presse*, n°s 168-169, p. 3.)

Comme le montre la citation suivante, les partis algériens sont conscients du jeu de l'impérialisme, mais le « crétinisme parlementaire » les empêche d'en tirer les conclusions. Dans la brochure sus-mentionnée de l'U.D.M.A., nous lisons : « Si l'U.D.M.A. était définitivement écartée de la faveur publique (sic !), l'administration, qui tolère actuellement le M.T.L.D. pour s'en servir contre nous, se retournerait immédiatement contre lui et le frapperait en le poursuivant pour reconstitution de ligue dissoute.

C'est en prévision de cette éventualité que l'administration se refuse à réhabiliter le P.P.A., bien que cinq députés M.T.L.D. siègent à l'Assemblée Nationale depuis quatorze mois. L'hypocrisie du régime colonial est incommensurable » (p. 133).

Le P.P.A. que les communistes traitaient de fasciste en raison de son activité nationaliste ne fut pas « réhabilité » par le gouvernement de la Résistance. Ainsi était-ce à présent le M.T.L.D. qui succédait à ce parti, qui lui-même n'avait pris la suite de l'Etoile Nord-Africaine qu'avec un programme allégé. En même temps, le mot d'ordre « chercher un appui auprès de la classe ouvrière » devait de plus en plus faire place à celui, vide de sens, de « chercher une appui auprès des démocrates français ». Et sur le terrain de la démocratie, tout s'arrange naturellement pour l'impérialisme français et ses laquais : « Au moment où le M.T.L.D. avait encore cinq représentants à l'Assemblée Nationale française, on pouvait observer que ces derniers votaient constamment comme le groupe communiste. Ce fait amena souvent une confusion dans l'esprit des observateurs » (1). Et, ajoutons-nous, dans le M.T.L.D. lui-même.

Bien qu'ils aient participé aux élections, les messalistes ont ensuite rejeté toute élection organisée dans le cadre du régime colonialiste imposé à l'Algérie, mais cela uniquement en vertu d'une conception démocratique et parce qu'ils déniaient le droit à l'impérialisme de légiférer pour le peuple algérien (2).

(1) *Interafrique Presse* (p. 2), qui ajoute que, pour éviter de fournir « le prétexte habituellement utilisé en matière de répression coloniale, à savoir : la collusion des nationalistes et des communistes, lors de ses défilés du 14 juillet (!...) et du 1^{er} mai à Paris, le M.T.L.D. tenait à marquer sa séparation d'avec les communistes ».

Nous retrouvons, transposée sur un nouveau terrain, la politique de « faire un petit bout de chemin » tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre : on vote avec les communistes qui vous traitent de fasciste et vous mettent hors-la-loi, et l'on donne des assurances aux anti-communistes en se séparant des premiers aux défilés. Cette politique mène, comme on le voit, à toutes les compromissions et à une confusion totale.

(2) Les messalistes sont restés enfermés dans l'argument démocratique, comme le montre leur programme qui prévoit que le peuple algérien se prononcera et décidera de son sort dans une compétition électorale avec l'impérialisme. L'Internationale Communiste avait défini avec précision les mouvements que les communistes devaient soutenir dans les pays coloniaux et qu'elle appelait « nationaux-révolutionnaires » : ils devaient user de la violence pour balayer le colonialisme et les structures archaïques de leurs pays. On voit que la question du préalable à l'indépendance a une importance essentielle, puisque qu'elle suppose que l'indépendance est arrachée par la force, les élections ayant lieu ensuite dans le cadre national déjà fixé. La question se pose actuellement de savoir si le G.P.R.A. renoncera lui aussi à ce préalable lors d'éventuelles négociations. On voit combien pèse lourdement sur le mouvement algérien la sombre période de collaboration électorale qui a précédé le déclenchement de l'insurrection.

« La Nation Algérienne », organe des exclus du M.T.L.D., connus sous le nom de « centralistes » et de « Comité central », écrivait : « *Oui ou non, faut-il participer aux élections ? Messali n'a-t-il pas dit dans ses messages durant la crise que l'une des grandes fautes du Comité Central avait été de participer à certaines élections ? Pourquoi fait-il aujourd'hui ce que le Comité Central a fait et dans des conditions bien déterminées ?* » (n° 4 du 24 septembre 1954).

Il est temps de clore cet épisode pourri par le démocratismes pour passer à celui de la préparation de l'insurrection.

LE DECLENCHEMENT DE L'INSURRECTION.

Une activité intense, tout autre qu'électorale, prépara l'insurrection qui devait se déclencher le 1^{er} novembre 1954, à 1 heure. Depuis déjà quelques années, des divergences profondes se manifestaient avec une certaine confusion au sein du M.T.L.D. Parallèlement à son organisation de masse légale, ce parti possédait une organisation paramilitaire qui devait intervenir en force pour arracher l'indépendance. Le conflit qui opposait l'une à l'autre les deux organisations était en fait plus important que celui qui aboutit à la rupture de la direction, c'est-à-dire de Messali, avec le Comité Central : les éléments les plus énergiques et les plus radicaux, fatigués des altermoiements et des hésitations, ruaiient dans les brancards et pensaient que le moment était venu de passer à l'action directe. Rappelons-le, la position impérialiste de la France subissait alors des chocs violents : en avril 1954, l'armée française avait été vaincue dans une bataille en règle à Dien Bien Phu ; la Tunisie et le Maroc étaient en lutte (on se souvient des ratissages et des innombrables « opérations de police »). L'Algérie, qui depuis le début de la colonisation, avait été le théâtre de tant de luttes, ne connaissait plus la paix depuis la répression de 1945. Les régions de Bordj Menail, Abbo, Dellys et Mirabeau avaient fait l'objet de vastes opérations militaires et policières ; en 1948, ce fut la région d'Haussonvilliers ; en 1949, celle de Sidi Ali Bouab et de Mascara. En 1950 et 1951, eurent lieu d'innombrables expéditions dans l'Aurès ; en 1953 et 1954, ce fut au tour de la Kabylie, et derechef de l'Aurès.

Deux ans avant l'insurrection de 1954, Krim Belkacem dirigeait déjà un maquis dans les Aurès, et il semble bien que ces combattants étaient plus ou moins en liaison avec ceux du reste du Maghreb et la métropole, notamment le C.R.U.A. La plupart des membres du C.R.U.A. avaient appartenu à l'organisation paramilitaire secrète du M.T.L.D., reconstituée après l'opération de police de 1950 qui l'avait durement touchée. Le C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire d'Union et d'Action) qui s'était formé après la scission de Hornu, intervenue en juillet 1954 dans le M.T.L.D. entre le Comité Central et les Messalistes, et voulait unifier à nouveau les deux tendances, décida finalement à l'insu des uns et des autres le déclenchement immédiat de l'insurrection.

Le C.R.U.A. était dirigé par Ben Bella et Khidder ; au moment de l'insurrection, ils se trouvaient au Caire en tant que représentants du M.T.L.D. en Orient. C'est là aussi que se forma ensuite le F.L.N. (Front de Libération Nationale) qui, sous la direction du C.R.U.A. et de Krim Belkacem du maquis des Aurès, finit par regrouper les Oulémas, l'U.D.M.A., le Comité Central et

les Indépendants. Mais ce regroupement ne se fit pas tout de suite. L'opération menée le 1^{er} novembre ne fut pas reconnue par ces organisations comme le montre, par exemple, la déclaration suivante de l'U.D.M.A. en décembre 1954 :

« En ce qui concerne les événements, il y a lieu de distinguer la rébellion des maquisards de l'Aurès, déclenchée dans la nuit du 30 au 31 octobre, et dont les premiers symptômes remontent à plusieurs semaines, sinon à plusieurs mois, et les attentats, au nombre d'une soixantaine, qui ont eu lieu du 31 octobre au 1^{er} novembre. »

« S'il est incontestable que la rébellion des Aurès est l'œuvre d'Algériens musulmans parfaitement conscients et organisés qui ont choisi « l'action directe » parce qu'ils ont estimé que c'était dans la conjoncture actuelle, la seule issue, et sans aucun doute la seule efficace, on ne peut en dire autant de la série d'attentats qui se sont déroulés dans les trois départements, tout au long de la bande côtière, sans épargner le centre même de la ville d'Alger. »

« Il y a dans l'organisation minutée de ces attentats qui, pour la plupart, n'ont pas miraculeusement atteint leurs objectifs, une telle concordance dans le temps qu'il nous est difficile d'écarter, pour une large part, de la provocation policière. »

« Cette provocation avait des buts très précis : faire avorter toutes les promesses du gouvernement actuel, liquider dans tout le Nord africain la politique dite des « réformes », provoquer la chute du gouvernement Mendès-France et, localement, justifier le dispositif militaire que, depuis plusieurs mois, l'administration algérienne, la colonisation et bien entendu les chefs militaires étaient impatients d'installer. »

« Une bonne partie de ces objectifs est déjà réalisée. Principalement en ce qui concerne le dispositif militaire. Pour l'heure, l'Aurès est bombardé. Une population de 120.000 habitants est terrorisée. Un espace, grand comme trois départements métropolitains, est soumis aux servitudes de l'état de siège, aux perquisitions brutales, à l'épouvante, au feu et aux larmes... Il importe pour l'avenir de la Communauté franco-musulmane, selon le vœu de textes solennellement reconnus et signés par la France, que l'autochtone participe à la gestion de ses affaires. » (Interafrique Presse, n^{os} 248-249, pp. 2 et 3.)

Les députés de l'U.D.M.A. continuèrent de siéger dans les Assemblées françaises et participèrent aux élections municipales d'avril 1955 boycottées aussi bien par le F.L.N. que par le M.N.A. : *« A la faveur de la déclaration de M. le Gouverneur Général, appelant les pouvoirs publics au respect de la liberté de vote et à la stricte application de la loi française, l'U.D.M.A. est entrée dans la lutte électorale. »* Ce n'est que plus tard que les dirigeants de l'U.D.M.A. rejoindront le F.L.N. (en avril 1956).

Mais quelle était l'attitude des Partis Communistes tant algérien que français ?

L'*Humanité* du 3 novembre 1955 reproduit une déclaration du Parti Communiste Algérien, selon lequel il fallait rechercher *« une solution démocratique »*.

cratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie sans distinction de race ni de religion et qui tiendrait compte des intérêts de la France ». Le fait que, tandis que certains groupes de militants de la base vont prendre le maquis, le Bureau Politique prend en considération les intérêts de la France, jette un jour curieux sur l'unité politique qui règne au sein de ce parti stalinien et monolithique !

Un an après le début de l'insurrection, le P.C.A. fut dissous par l'administration française et son journal *Alger Républicain* mis sous séquestre. Il passa à la clandestinité et poursuivit son action par l'intermédiaire de ses cellules secrètes et par la propagande du journal clandestin *Liberté*. Il semble qu'assez tôt des militants isolés aient rejoint les maquis où la *Liberté* prêche l'unité : « *Fidèles à leur tradition d'union, les communistes soutiennent et soutiendront les patriotes armés quels qu'ils soient, qui agissent dans le sens de l'action libératrice ; que ce soient des groupes armés du Front, des groupes dirigés par des communistes, des combattants de la Libération, ou par le M.N.A. ; que ce soient des combattants isolés ; ils doivent tous avoir notre soutien, tandis que nous ferons tout pour unifier et coordonner leur action* » (n° 8, reproduit par *Interafrique Presse*, n°s 168-169).

Au moment du Front Populaire, le P.C.A. se vantait d'être, avec ses 5.000 adhérents, le parti le plus puissant d'Algérie. Avant l'insurrection, il comptait 15.000 adhérents, dont de nombreux européens. Le F.L.N. a souvent exprimé son mépris pour l'activité des communistes : dans le numéro spécial de *El Moudjahid*, diffusé à Paris en automne 1956 pour rendre compte du Congrès du 10 août, on peut lire un article qui démontre que le « communisme est absent » dans le combat de la Révolution Algérienne, et définit l'activité des membres du P.C.A. comme « *certaines initiatives émanant à titre individuel de certains communistes s'efforçant de s'infiltrer dans les rangs du F.L.N. et de l'A.L.N.* » (*Interafrique Presse*, n° 168-169, p. 12). Il est absurde de croire à un noyautage idéologique du F.L.N. par des éléments communistes : dans ses tractations avec le P.C.A., le F.L.N. doit bien plutôt tenir compte des liens de ce parti avec l'U.R.S.S. aux gigantesques réalisations « socialistes » : alors se pose le problème de l'« aide » que pourrait lui apporter l'U.R.S.S., comme n'importe quelle autre puissance d'ailleurs, et de la dose d'aide voulue... Mais le mépris du F.L.N. ne se comprend que trop bien quand on voit ce parti communiste qui s'accroche aux basques d'organisations révolutionnaires, autant pour redorer son blason, que pour pouvoir placer ceux de ses membres qui ont isolément pris parti pour l'insurrection algérienne. Tandis que les groupes de combat communistes sont, vu leur peu de poids, intégrés à ceux du F.L.N., le P.C.A. s'efforce cependant de conserver son autonomie politique. Tel est l'aboutissement d'une longue série de trahisons et de reniements, et il n'y a là rien qui purifie ou rachète quoi que ce soit, ni quelque communiste que ce soit.

Surtout qu'il se pose encore une question : est-il faux qu'au cours de ces tractations, les communistes ont marchandé au F.L.N. leur influence dans la C.G.T., c'est-à-dire la possibilité pour le futur gouvernement algérien d'avoir, comme tous les pays arabes, un syndicat inféodé à l'Etat et, par là, de tenir les masses travailleuses solidement en mains pour les exploiter le jour venu ?

Voyons maintenant comment se comportaient les communistes dans le camp impérialiste. Quand éclate l'insurrection algérienne, le Parti Communiste Français avait d'autres chats à fouetter : c'est la période de la C.E.D. et le réarmement de l'Allemagne occidentale est la question-clé de la politique française ; le P.C.F. s'allie avec les adversaires du réarmement allemand (Debré, Soustelle et Cie). Il voit dans l'insurrection « *des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils ne sont pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits.* » Puis, reprenant le vieil argument d'avant-guerre revenu à la mode : « *Les travailleurs s'opposeront d'autant plus vigoureusement à la politique féroce colonialiste pratiquée en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord qu'elle est étroitement liée à la politique de réarmement du militarisme allemand. Elle tend à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain.* » (*Humanité*, 9-11-55.) Le 13-4-56, *L'Humanité* se prononce pour « *l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culturel au sein d'une véritable Union Française* » (1).

Lorsque les communistes se préoccupent de l'Algérie, c'est en parti bourgeois d'opposition qui n'a pas d'autre perspective que l'intérêt national et peut, si l'équipe au pouvoir fait faillite, se présenter avec un bon petit programme de rechange, comme candidat gouvernemental : « *Ceux qui accordent leur confiance au gouvernement à l'issue de ce débat auront accepté en fait une politique qui postule l'éviction de la France d'Afrique du Nord, ou qui s'accommoderont pour elle du rôle honteux du chargé d'affaires d'un super-syndicat d'exploiteurs colonialistes dirigés par les U.S.A., sans même avoir l'assurance que d'autres commis ne leur seraient pas préférés. En enfonçant la France dans la guerre, vous lui ferez tout perdre. Voilà la vérité. Ce n'est pas seulement l'intérêt national que vous ne savez plus reconnaître en Algérie. Ce sont les intérêts d'Etat les plus simples, intérêts militaires, économiques et culturels que vous ne savez plus garder. En ce sens, les défaitistes sont au gouvernement.* » (Laurent Casanova, porte-parole communiste à la tribune de l'Assemblée Nationale, le 20-3-57.) Mais on aurait tort de croire que le P.C. veuille en faire accroire. Nous allons voir que son action concrète est encore plus éloquente et on ne peut plus convaincante.

LEVOLUTION DU RAPPORT DE FORCE DANS LA LUTTE.

Contrairement aux affirmations de l'U.D.M.A. et des communistes, la vague d'attentats qui déferla sur toute l'Algérie le 1^{er} novembre 1954 n'était pas une provocation policière, mais le début de la longue guerre d'Algérie. En effet, les maquis s'étendirent à toute l'étendue du territoire : dans l'Aurès et une partie du Nord-Constantinois, dans l'Est et l'Ouest Constantinois et la Grande-

(1) Rappelons qu'en 1947, le P.C.F. avait pris parti pour le Statut de l'Algérie qui consacrait l'Algérie comme trois départements français et établissait le double collège, c'est-à-dire une représentation paritaire de la minorité européenne et de la majorité musulmane, huit fois plus nombreuse.

Kabylie. Dans l'Oranais, les maquis, solidement armés, étaient soutenus par le Rif et le Maroc. Le Maroc et la Tunisie en lutte apportaient à ce moment-là une aide importante à l'Algérie. Le dispositif français n'était pas encore en place, et malgré la disproportion énorme des forces en présence, la super-industrialisation de la France et son armée numériquement écrasante, le rapport des forces évoluait en faveur des insurgés.

Aussitôt après le déclenchement de l'insurrection, les cellules du M.T.L.D.-C.R.U.A. organisèrent activement et systématiquement les collectes de fonds pour les maquis aussi bien que le passage des travailleurs qui rentrent en Algérie. D'importantes manifestations algériennes ont lieu jusque dans la métropole ; à Paris même, dix mille Nord-Africains partent de la mosquée avec le drapeau algérien en tête. Mais déjà les laquais de l'impérialisme interviennent. Le 1^{er} mai 1955, au bois de Vincennes, des milliers d'Algériens sont rassemblés ; les dirigeants de la C.G.T. refusent la parole au leader nationaliste et la donnent à un Algérien de leur choix : bagarres, suivies de 200 arrestations. En septembre-octobre 1955, ont lieu les grandes grèves de Nantes et de Saint-Nazaire. Des grévistes prennent d'assaut les bureaux de la direction patronale de Rouen.

Il est néanmoins faux d'affirmer, comme le font des trotskystes, que les *« conditions les plus favorables étaient réunies pour une lutte de masses et révolutionnaire contre la guerre d'Algérie, pour des actions efficaces de solidarité internationale du prolétariat envers le peuple algérien »*.

Tout d'abord, une action révolutionnaire du prolétariat n'est possible que s'il mène une politique autonome, rompt avec tous les partis bourgeois et opportunistes, bref a son *organisation et son programme propres*. Or quel est le parti de gauche ou d'extrême-gauche qui ne mêle pas les mots d'ordre les plus bourgeois et les plus chauvins aux phrases pseudo-révolutionnaires ? Sûrement pas les trotskystes : ils militent dans ou avec tous les partis possibles et imaginables.

Ensuite, s'il est vrai qu'Edgar Faure, Président du Conseil d'alors, aurait déclaré à une délégation du comité de grève de Nantes qu'il recevait : *« Mais vous rendez-vous compte de ce que vous faites ? Vous m'obligez à dégarnir le front algérien en prélevant dix mille C.R.S. d'Algérie pour les concentrer dans la région de Nantes ! »*, et que l'alliance spontanée du prolétariat avec des peuples luttant pour leur indépendance ait de quoi enthousiasmer, ce n'étaient pas ici, contrairement aux affirmations des trotskystes, de larges masses du prolétariat qui, conscientes des intérêts de la politique autonome de leur classe, exprimaient une volonté déterminée de soutenir un peuple qui se séparait de la nation qui l'opprime. Car pour que cette volonté soit ferme et non éphémère, il faut, encore une fois, qu'elle s'exprime dans un parti. Il est étrange que ceux qui croient voir se manifester à tout moment l'action révolutionnaire des masses, ne reconnaissent pas qu'elles ont besoin d'un programme socialiste propre.

Enfin, alors que, conformément à toute la politique marxiste, l'Internationale Communiste exigeait que dans tous les pays coloniaux le parti prolé-

tarien ne fusionne jamais avec d'autres partis, et conserve toujours « le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire », toute la gauche et l'extrême-gauche actuelles ont ceci de commun qu'elles renoncent même dans les métropoles hautement capitalistes à toute forme d'organisation autonome du prolétariat qui ait son programme politique propre.

LES ANTISTALINIENS A LA RESCOUSSE DE L'IMPERIALISME.

Tous les « partis » et groupuscules de gauche se font les supporters de la négociation pour la paix en Algérie ? Faut-il donc rappeler qu'après la honteuse capitulation de la socialdémocratie en 1914, Lénine s'était empressé de bien souligner contre les pacifistes qu'il n'était pas favorable à la conclusion de la paix quelle qu'elle fût, la plus rapide possible, mais pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. En effet, la guerre ou la paix constituent une alternative de la politique bourgeoise, tandis que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile se place, elle, sur le terrain révolutionnaire, le terrain de classe du prolétariat. Il suffit d'ailleurs de gratter quelque peu le vernis qui recouvre les positions de tous ceux qui prêchent la négociation, et embrouillent le prolétariat par des mots d'ordre qui conduisent à une impasse, pour voir aussitôt qu'ils n'ont en vue que les intérêts de la France. Ils prétendent par exemple que le budget de la guerre pourrait être affecté à la construction d'écoles, d'hôpitaux, ou à l'aménagement de la Sécurité Sociale, etc. Ils s'imaginent autrement dit que, si on les laissait faire, ils pourraient embellir et transformer le capitalisme français en un capitalisme régénéré et baptisé République socialiste. Même les opposants authentiquement bourgeois sont plus réalistes, car les partisans de gauche de la paix en Algérie se comportent en vrais anarchisants ou idéologues petits-bourgeois qui n'ont — apparemment du moins — pas la moindre idée de la marche du grand capitalisme et de l'impérialisme.

La période que nous étudions montre que le prolétariat n'a rien de commun avec cette gauche qui l'accuse d'inertie et de passivité (comme si le prolétariat pouvait mener une action révolutionnaire avec un autre programme que celui de sa classe, le sien par exemple !). Et s'il est juste que l'impérialisme français s'est servi avant tout des grands partis « ouvriers » tels que le P.C.F. et la S.F.I.O. pour tromper les masses, ceux qui prétendent s'opposer à ces deux partis et les réformer, trotskystes, U.G.S., P.S.U. et autres confusionnistes, les valent bien. Il n'en reste pas moins vrai que le P.C.F. et la S.F.I.O. s'arrangent toujours à merveille pour limiter les difficultés de leur bourgeoisie. Ainsi, ils ont activement contribué à faire échouer les grèves de Saint-Nazaire, de Nantes, etc. Leurs méthodes sont connues : isoler ces mouvements, et si des grèves de soutien éclatent tout de même, les étaler dans le temps et l'espace. Même tactique, lorsque les rappelés refusaient de partir en Algérie ; malgré l'ampleur des mouvements spontanés, les organisations dégénérées eurent tôt fait, là aussi, d'étaler et d'isoler les initiatives (stratégie des grèves échelonnées, dans les transports parisiens, chez les cheminots, meetings en ordre dispersé).

En fin de compte, cependant, et pour que la farce soit complète, le Front

Républicain de la Gauche en faveur de la paix en Algérie demanda aux masses d'abandonner toute cette agitation et de lutter pour la paix démocratiquement : avec leurs bulletins de vote pour arme. De sorte que lorsque Guy Mollet, muni de sa provision de bulletins, s'en alla annoncer la paix aux ultras d'Algérie, ce ne fut en réalité pas lui qui reçut les tomates, mais ceux-là mêmes qui, se gaussant pourtant de la couardise du socialiste de profession, avaient voté pour la négociation en Algérie.

Le 12 mars 1956, les députés staliniens abattaient leurs cartes et votaient la loi sur les pouvoirs spéciaux présentée par le même Guy Mollet. Cette loi permit à l'impérialisme de mettre sur pied le dispositif politique et juridique nécessaire pour mobiliser 500.000 jeunes hommes et reprendre la situation en mains en Algérie. Les partisans de la négociation, les communistes, avaient ainsi fourni au colonialisme français le moyen de pacifier l'Algérie (et montré à quelle négociation et à quelle indépendance ils aspirent).

On se souvient aussi des grandes grèves faites par les Algériens au début de la guerre. Là encore, les organisations ouvrières dégénérées les isolèrent complètement. En Algérie, le F.L.N. menace alors jusqu'aux villes : c'est plus tard que Massu et Bigeard s'assureront leur prestige avec le quadrillage d'Alger. Dans les jours qui précèdent la discussion du problème algérien qui devait avoir lieu le 28 janvier 1957, le F.L.N. organise en Algérie une grève de huit jours, qualifiée par certains d'insurrectionnelle. Une vague d'attentats est déclenchée pour appuyer cette action. L'impérialisme français concentre sur les principales villes, et en premier lieu sur Alger, des forces de répression extraordinaires. De son côté, le M.N.A. messaliste déclenche tant en Algérie que dans l'émigration une grève générale limitée à 24 heures. Le premier jour, la grève est à peu près totale parmi les Algériens. Le second jour, le puissant dispositif français brise la grève par les moyens les plus violents. Le M.N.A. accusa le F.L.N. de cet échec : le but de l'action ne tenait pas compte du rapport des forces, sacrifiait les éléments les plus combattifs et décourageait les masses. Le F.L.N. accusa, lui, non sans raison, le M.N.A. d'avoir brisé l'élan et l'unité du mouvement en arrêtant la grève le second jour, ce qui affaiblissait la résistance de ceux qui la poursuivirent et furent en butte à la répression. Quoi qu'il en soit, la première période des grandes grèves est close.

Le rapport des forces va se modifier légèrement au profit de l'impérialisme français, bien secondé par ses laquais. Le demi-million de rappelés va être mis en place, les frontières de la Tunisie et du Maroc indépendants à présent, vont être bouclées. C'est la période des règlements de comptes entre M.N.A. et F.L.N. qui s'étendent parfois jusqu'à une lutte entre maquis. Cette lutte n'a rien d'une lutte de classes, dans laquelle le M.N.A. représenterait le prolétariat, et le F.L.N. la future bourgeoisie algérienne, ainsi qu'on peut d'ailleurs le voir aux buts que s'assignaient ces deux organisations.

En gros, le M.N.A. réclamait que la parole fût donnée au peuple algérien ; que des négociations fussent menées, sans exclusive ni préalable, avec toutes les tendances du peuple algérien dans la perspective d'une Constituante algérienne, élue au suffrage universel, direct et secret ; enfin, qu'un gouvernement algérien fût élu par cette Constituante.

Le F.L.N. définissait ses revendications politiques en termes simples : reconnaissance du droit de l'Algérie à l'indépendance (le fameux préalable aux négociations) ; formation d'un gouvernement algérien ; négociations avec le F.L.N. exclusivement.

Ce dernier programme était le plus net et se fondait sur la lutte. Nous verrons, s'il y a des négociations, si le F.L.N. le maintiendra. En attendant, ce qui est inquiétant, c'est que ni l'une ni l'autre de ces organisations n'a un programme économique et social nettement défini. En ce qui concerne le M.N.A., il est certain qu'il a abandonné le programme de l'Etoile Nord-Africaine et renoncé aussi bien à la nationalisation des industries-clés et des transports qu'à la réforme agraire, toutes mesures qui devaient, en développant les forces productives, transformer la structure archaïque qui subsistait dans ce pays. Dans ce domaine, la dégénérescence du M.N.A., à laquelle les partis français de la gauche et de l'extrême-gauche ont fortement contribué (l'effet du stalinisme se répercutant sur son opposition), est particulièrement visible. Ces revendications auraient exigé l'appui de forces sociales bien définies, beaucoup mieux que ce « peuple » que l'on se plaît tant à évoquer aujourd'hui. Il est révélateur qu'alors que l'agriculture et l'industrie se sont fortement développées depuis les temps héroïques de l'Etoile Nord-Africaine, le M.N.A., tout comme les autres organisations, a abandonné le programme de l'Etoile en matière économique et sociale. Faut-il dire qu'il s'agit là d'un affaiblissement réel du camp de l'insurrection, d'un atout pour un compromis en faveur de la France, et d'une menace d'un développement futur mesquin pour l'Algérie que garantissent par leurs solutions petites-bourgeoises tous les partis réformistes, et en premier lieu le P.C.F. ?

Cette guerre a contraint l'impérialisme français lui-même à porter, *pour se maintenir*, le dernier coup à la propriété tribale et au nomadisme (d'où l'internement de plus d'un million d'habitants dans les fameux camps de regroupement) et à développer la grande industrie dans le Sahara et dans le cadre du Plan de Constantine. Il détruit, ce faisant, les bases du colonialisme.

Mais, lorsque la bourgeoisie algérienne prendra le gouvernail, le cycle du colonialisme sera clos dans toute l'Afrique, et c'est alors le prolétariat qui fera entendre sa voix et qui sapera les positions des classes dominantes, suivant le mouvement qui accroît et aiguise sans cesse les antagonismes sociaux. Pour qu'il intervienne avec sa politique de classe, il suffira dès lors que soient balayés tous les faux partis ouvriers — dont la dégénérescence suit, comme nous le savons, une courbe inflexible — et que l'organisation prolétarienne revendique l'intégralité de son programme. Mais c'est au Parti Communiste Français et à l'Internationale de Moscou qu'incombe la responsabilité du sabotage de toute liaison entre le mouvement d'indépendance des peuples coloniaux et du mouvement communiste du prolétariat des métropoles.

LA DISSOLUTION DE LA MORALE BOURGEOISE

est l'œuvre du capitalisme

Nous vivons, dit-on de toutes parts, une époque « d'immoralité débordante ». Cela signifie que la société est condamnée à mort. Toutes les sociétés de classe qui surgissent dans l'histoire se caractérisent entre autre chose par une « idée morale », c'est-à-dire par un ensemble de règles destinées à discipliner la vie des hommes. La société devient « immorale » lorsque la classe dominante, dépositaire et gardienne — par le moyen de l'école, de l'église, de la police et de la littérature — de la morale existante, s'aperçoit que les préceptes éthiques inculqués aux masses exploitées, et défendus par des moyens coercitifs, ne suffisent plus à arrêter l'action des forces érosives qui minent les fondements économiques et sociaux de la société. A partir de ce moment, la classe dominante cesse de croire fermement, ou ne croit plus du tout, à ses codes moraux. Elle s'avise qu'ils sont devenus inutiles, que seules la corruption et la violence peuvent éloigner le jour où il lui faudra rendre des comptes. En un mot elle devient « immorale », elle se met en contradiction avec ses propres théories éthiques.

La désagrégation d'une société commence avant tout au sein de la classe dominante et se manifeste comme dissolution morale. Ce qui ne veut pas dire que le procès de dégénérescence se déroule dans les limites du monde des idées. Il se produit ceci, au contraire, que les règles morales, qui présidaient à l'activité pratique, se révèlent insuffisantes parce que l'évolution économique a modifié profondément la réalité sociale. Considérons la morale sexuelle, cet ensemble de coutumes et de préceptes moraux qui gouvernent, dans la société bourgeoise, les rapports entre les sexes.

La crise de la famille bourgeoise.

La base de l'organisation sociale bourgeoise est la famille fondée sur le mariage monogamique. Dans la lutte idéologique qui la mettait aux prises avec la folle aristocratie féodale de Versailles, la bourgeoisie du XVIII^e siècle, alors révolutionnaire, tonna contre le libertinage des nobles et se présenta comme le champion du renouveau de la famille et de la sainteté du mariage ; elle exprima, à l'égard des molleses d'alcôve et des perversions sexuelles, des Casanova et des de Sade, la même fureur, la même indignation qui, de nombreux siècles auparavant, avait animé les chrétiens des catacombes, lorsqu'ils maudissaient les dérèglements des patriciens romains. En bref, la bourgeoisie se dressa contre l'aristocratie féodale, qui méprisait cyniquement la continence charnelle, comme l'incarnation de la Vertu. Comme rédemptrice satisfaite des représentants corrompus de l'ancien régime, elle se reflète dans

les personnages de Georges Ohnet et d'Octave Feuillet. Mais où en sont maintenant les descendants du Tiers Etat honnête, puritain et régicide ? Ils en sont à l'orgie. On ne peut certainement pas attribuer au hasard le fait que la décomposition morale des classes dominantes se manifeste dans la tendance à donner le maximum de publicité, pour ainsi dire, à certains actes qui, normalement, spécialement s'ils sont « péchés », s'accomplissent en secret. A un certain stade de l'évolution de la classe dominante la débauche se manifeste. Mais l'expérience historique montre que lorsqu'une telle forme de divertissement des potentats apparaît, la révolution est à la porte. Et cela se comprend : la mode orgiaque s'instaure quand la classe dominante entend sonner son glas. Ce n'est pas fortuitement que les seigneurs babyloniens aimaient orner de symboles macabres le lieu de leurs saturnales. Les patriciens du Bas-Empire, les aristocrates poudrés du XVIII^e siècle, la noblesse russe groupée autour de Raspoutine furent des débauchés effrénés. Consciente qu'elle est de son impuissance à retarder la désagrégation et l'éroulement de la société, la classe dominante se venge, d'une manière masochiste, de la peur que lui inspire la révolution. La débauche est l'antidote de la peur et du désespoir.

Pourtant il convient de rendre justice aux satrapes de l'Antiquité, comme aux libertins et aux petites dames dévergondées du XVIII^e siècle ; s'ils ressuscitaient, ils éprouveraient un dégoût infini au spectacle sordide de la luxure bourgeoise : l'esprit de boutiquier avide d'infect argent anime toujours le bourgeois, même lorsqu'il se pose en héros de la désespérance existentialiste. Les lieux où se déroulent les réunions des deux sexes, où la tenue de rigueur est celle... d'Adam, et les « ballets roses » offrent peu de différences avec les lupanars. Il n'est pratiquement pas possible de séparer de la prostitution le libertinage de nos richards. Le bourgeois qui se livre au « péché » sait combien lui coûte en billets de banque... les entorses à la morale.

Si la classe dominante foule aux pieds sa propre morale sexuelle, ses laquais intellectuels ne peuvent s'empêcher d'en faire autant. D'où l'invasion par la pornographie de la littérature et des arts, de la presse et du cinéma. Les principes moraux qui furent autrefois de véritables tabous : la virginité des jeunes filles, la retenue des femmes mariées, la vigilance des maris, sont aujourd'hui la cible favorite de la presse, spécialement de celle qui s'adresse à un public féminin. La rigueur puritaine en matière amoureuse fait sourire les descendants de Robespierre et de Cromwell. Nous en sommes au « laissez-faire, laissez-passer » non seulement dans les rapports entre les sexes, mais entre individus du même sexe. L'adultère n'inspire plus les ardent invectives des censeurs. On continue, il est vrai, à blâmer qui abandonne son conjoint légitime pour satisfaire une passion homosexuelle — ce fut le cas d'une dame de la noblesse romaine ; mais on marque au fer rouge, comme suprême barbarie, le crime passionnel, pour ne pas parler du crime d'honneur encore pratiqué au sein des populations de l'Italie méridionale. La classe dominante tend à universaliser la débauche.

Tout cela n'est pas sans cause, mais se produit parce que l'évolution économique et sociale du capitalisme a sapé les fondements de l'institution qui correspondait à la morale sexuelle bourgeoise, le mariage.

Le mariage monogamique n'est pas, comme on sait, une institution exclusivement bourgeoise. Le capitalisme — et là encore apparaît évident son caractère de société de classe — l'a hérité du féodalisme qui lui-même l'avait en commun avec l'Antiquité. Mais l'histoire dira que c'est sous le capitalisme que le mariage monogamique a été réduit en miettes. Le communisme ne pourra certainement pas en hériter : on n'hérite pas d'une chose qui n'a plus d'existence. Tout au plus lui reviendra-t-il le soin d'en rédiger l'acte de décès, ce que la bourgeoisie hypocrite, la bourgeoisie de la prostitution et de la débauche, se refuse à faire.

La condition nécessaire de la conservation du mariage monogamique était la sujétion de la femme à l'égard de l'homme. Cet état de fait reposait sur le privilège du mari auquel sa condition d'unique pourvoyeur des moyens de subsistance conférait le droit de donner son propre nom à son épouse et à ses enfants. L'incapacité de la femme à pourvoir à son propre entretien la reléguait dans une position d'infériorité de laquelle il lui était à peu près impossible de s'évader. Mais le capitalisme, à un certain stade de son développement, s'est vu obligé de briser ce rapport millénaire de subordination. Ce ne fut certes pas le résultat d'un idéal moral. L'introduction de la femme dans le procès de production a été imposée par des nécessités économiques. La course au profit a poussé à la production (et à la consommation) de masse et par là à l'accroissement de la main-d'œuvre.

Le travail hors du foyer, ce travail qui avait été le devoir de l'homme exclusivement, a commencé à tirer hors de la maison d'abord les femmes des classes inférieures. Pendant longtemps, les classes moyennes ont jugé déshonorant, ou pour le moins malséant, d'envoyer filles, épouses travailler derrière le comptoir d'un négociant ou dans un bureau. Puis le mécanisme d'embrièvement des classes moyennes amena les petits bourgeois pantouflards à se « moderniser », en d'autres mots à se soumettre au pouvoir despotique du Capital. Inutile de dire qu'aujourd'hui dans les pays capitalistes le procès de production serait bouleversé, et dans certaines branches entièrement paralysé, si, par hypothèse, la main-d'œuvre féminine, manuelle et intellectuelle, était renvoyée aux occupations domestiques.

Les esprits « éclairés » de la bourgeoisie, et les opportunistes soi-disant socialistes qui niaisement les imitent, sont prompts à célébrer la famille « moderne » au sein de laquelle le mari et la femme sont également « indépendants ».

Mais c'est un fait incontestable que l'épouse et la mère qui travaille ne parvient pas à se sentir à l'aise dans le rôle de la femme travailleuse. Il ne peut en être autrement. Il est absurde de prétendre qu'une femme obligée de travailler, durant huit heures, effectuant des tâches fatigantes et mal rétribuées, puisse s'astreindre sans peine, de retour chez elle, aux pesantes besognes domestiques. Et nécessairement la travailleuse doit négliger ses obligations de mère, d'éducatrice de ses enfants, d'où il résulte un préjudice social. D'autre part, la plus grande « liberté » d'action acquise par la femme l'incite à se défaire de la mentalité du harem. Ce qui lui rend difficile l'accomplissement de ses devoirs d'épouse quand cela ne la mène pas à l'adultère.

Non que l'émancipation de la femme de l'esclavage domestique soit une cause de corruption comme le prétendent les philistins réactionnaires. Mais le travail, sous le capitalisme, asservit la femme au même titre que l'homme. Et du reste l'entrée de la femme dans le procès de la production ne met pas fin à la subordination de la femme à l'homme. L'acquisition du droit au travail extra-domestique de la part de la femme a provoqué la crise du mariage, mais n'a libéré ni l'homme ni la femme des entraves qui rendent difficile leur vie sexuelle.

Le capitalisme a détruit le mariage monogamique. Si même, au point de vue de la forme, cette institution se survit, sa base historique ne cesse de s'effriter. Le travail féminin a désormais démontré que la femme peut, avec succès, se substituer à l'homme dans quelque activité productive que ce soit, mis à part les obstacles transitoires qu'accompagne la maternité. Longtemps on a cru qu'elle n'avait pas de place dans la guerre ; ce n'est plus vrai aujourd'hui. De même que l'homme, la femme, outre qu'elle produit des biens économiques, a appris à abattre ses semblables. Que veut-on de plus ?

Le capitalisme, dans sa course vers l'abîme, a déterminé une évolution sociale à laquelle ne correspond plus la morale sexuelle existante ; mais il est incapable de substituer de nouvelles formes matrimoniales aux anciennes. De cette contradiction provient la « corruption des mœurs » qui, au sein de la classe dominante même, se manifeste de la façon la plus éclatante. En théorie, les préceptes de la morale sexuelle subsistent. Dans le code pénal — spécialement dans celui qui est l'un des agréments de l'Italie « civilisée » — on trouve encore des articles sanctionnant l'état d'infériorité de la femme : le mari est le maître, d'une façon toute musulmane, du corps et des biens de son épouse au point qu'il impose son nom même aux enfants adultérins de celle-ci ; la femme adultère est punie plus sévèrement que le mari qui commet le même « délit » ; le rôle de chef de famille revient de droit au mari, même quand la femme gagne seule de quoi nourrir la famille, etc. La coutume veut que l'on continue à censurer, tout au moins verbalement, les violations des règles morales ; mais qui le fait avec ardeur et conviction ? Chacun sait, plus ou moins clairement, que les récriminations sont inutiles. Les faits nous montrent que la théorie morale ne correspond plus aux besoins sociaux. N'en éprouve du désarroi et de l'horreur que le philistin réactionnaire, le petit-bourgeois qui, confondant l'effet avec la cause, voit dans la progression des forces révolutionnaires souterraines la dissolution morale de la société.

L'abolition du travail domestique.

Quelle est la position des partis ouvriers à l'égard de ces questions ? Lorsqu'on suit la presse des partis « socialistes » et « communistes » et, en particulier, celle destinée aux femmes, on ne peut s'empêcher d'éprouver une impression pénible. Adoptant une attitude typiquement petite-bourgeoise, ceux qui promettent à la classe ouvrière d'œuvrer à la suppression du capitalisme se sont mis à soigner les maux qu'il lui fait endurer. Au point de vue des rapports entre les sexes, ils se gardent bien de révéler ce qui ressort des

faits : le déclin du mariage. Parlant de « crise du mariage », ils donnent à entendre aux masses que la théorie marxiste ne tient pas pour incompatibles le mariage monogamique et l'organisation sociale communiste. Tel ou tel article du Code civil retouché, généralisée la pratique du travail féminin extra-domestique, l'égalité juridique des conjoints proclamée, il ne resterait plus qu'à transplanter l'institution matrimoniale dans la société communiste. En Russie, « pays du socialisme triomphant », les hommes ne continuent-ils pas à procréer dans les limites de la forme matrimoniale ?

Voici comment ils comprennent le communisme, ces féroces anticapitalistes qui « combattent » sur les bancs du parlement bourgeois : la coexistence de l'économie domestique et de l'économie sociale, du travail domestique et du travail social. Pourquoi donc, le capitalisme, malgré la désagrégation de la famille, défend-il âprement le principe de la molécularisation de la société dans l'étroit cadre familial ? Pourquoi les idéologues bourgeois considèrent-ils comme « immorale » toute réforme de l'institution de la famille ? Pourquoi ? Nous le savons. C'est dans la famille, dans l'auguste et égoïste économie domestique que l'instinct social des hommes est le plus brimé. La morale de la bourgeoisie, comme celle de toute classe dominante, est profondément immorale pour le matérialiste marxiste parce qu'elle tend à éteindre chez l'homme l'instinct social qui le relie à son semblable et le transforme en « personne », c'est-à-dire en un ensemble de besoins et d'intérêts égoïstes qui, nécessairement, s'opposent à ceux de la société.

Le communisme révolutionnaire est porteur d'un idéal moral nouveau qu'il ne tire pas du puits sans fond de l'esprit d'où les philosophes idéalistes réussissent à sortir n'importe quoi. Les théories morales des classes dominantes trouvent leur source véritable dans un mécanisme social qui violente la nature humaine. C'est pourquoi elles sont présentées comme émanant d'êtres qui se trouvent au-dehors et au-dessus de la société ; les origines de la loi, c'est Dieu ou l'Esprit ou la Conscience. Pour le communisme révolutionnaire, par contre, la source des règles morales disciplinant l'activité pratique des hommes c'est l'*instinct social*, cet instinct profond, indestructible qui lie l'espèce humaine à la nature physique. Tout ce qui le paralyse est immoral, antinaturel.

Le philistin bourgeois, ayant à justifier la lutte féroce que l'homme livre à son semblable pour la possession des biens économiques et la conquête de privilèges sociaux, pose comme postulat « l'égoïsme naturel » de l'homme. L'égoïsme, la tendance à nuire à son prochain, serait le propre de l'homme, dériverait de ses origines animales. D'où l'exigence d'un Être séparé du monde naturel, d'un Dieu intervenant pour freiner les inclinations cannibales de l'homme.

La vérité est tout autre. La loi fondamentale des êtres vivants est la subordination de l'individu aux besoins généraux et impersonnels de l'espèce. La force qui mène l'évolution de l'espèce, c'est l'instinct social. L'égoïsme est certainement un produit empoisonné de la sociologie, non de la zoologie. Il est vrai que les espèces animales et végétales mènent une lutte incessante pour défendre leur existence et se perpétuer. Mais c'est seulement dans l'espèce humaine que le pire ennemi de l'homme est l'homme lui-même. Et cela parce

que la division en classes économiques l'oblige à consacrer à la lutte contre son semblable une quantité d'énergie plus grande que celle qu'il dépense lorsqu'il subit les coups de la nature.

Le prolétariat révolutionnaire n'invente pas de nouveaux mythes moraux, ainsi que le faisaient autrefois les classes dominantes, parce qu'il n'a pas à s'opposer à la nature humaine. L'idéal moral du communisme révolutionnaire c'est la libération de l'instinct social ; de cet instinct animal profond, sain et vital qui est à l'origine du prodigieux phénomène de la matière vivante. Tout au long de millénaires ensanglantés, l'instinct social, — qui a déterminé les hommes à s'unir, à lutter, à produire en commun, à assurer, avec le minimum de peine, la perpétuation et l'amélioration de l'espèce, — a été obscurci et réprimé par l'égoïsme des classes dominantes. La révolution morale du communisme consiste en la destruction de ce qui empoisonne l'existence des hommes : la classe sociale. Le prolétariat ne tend pas seulement à détruire la classe bourgeoise, mais aussi — tout paradoxal que cela puisse paraître — à sa propre destruction en tant que classe distincte. Seule l'abolition des classes peut mettre l'homme sous l'empire de l'instinct social. La vraie liberté pour l'homme consiste à prendre conscience de sa véritable nature.

Qui a médité ces problèmes apercevra facilement les mystifications propagées par les faux communistes de Moscou. Pour nous en tenir au sujet traité ici, on voit à quel point la transplantation, dans l'organisation sociale communiste, de la famille, remise à neuf une fois ses plaies nettoyées, est une absurdité, sans plus. La famille, même la famille « moderne » où la femme apporte un salaire ou des appointements, conserve toute la dégénérescence égoïste de la nature humaine. La famille est le fortin dans lequel l'homme se retranche face à son semblable ; la justification de tous les abus, de toutes les bassesses, de toutes les vilennies dont il accable son prochain. La famille transforme l'homme en rapace, la proie avec laquelle il rentre triomphalement chez lui il l'a arrachée de la bouche d'un autre. En cela il est tombé plus bas que les bêtes. L'aigle ne revient pas de la chasse avec le cadavre d'un aiglon ; les louveteaux ne mangent pas la chair d'un loup. Mais la morale bourgeoise justifie et récompense celui qui enrichit sa famille en affamant les enfants d'un autre. La morale bourgeoise m'affranchit de l'obligation de contribuer à nourrir et à élever tes enfants ; bien plus, puisque ceux-ci ne « m'appartiennent » pas, c'est-à-dire puisqu'ils ne font pas partie de « ma » famille, je peux, sans remords, affamer « tes » enfants si cela me permet, ne disons même pas de nourrir, mais seulement de procurer le superflu aux « miens ». Telle est la loi morale qui régit la famille bourgeoise.

Le communisme révolutionnaire repousse de telles infamies. La révolution prolétarienne mettra fin à l'opposition entre travail domestique et travail extra-domestique, entre économie domestique et économie sociale. Elle le fera en supprimant le travail domestique, *en transformant le travail domestique en service public*. Et par là elle abolira pour toujours la famille.

Lénine et le « travail domestique ».

Les dirigeants pseudo-communistes prétendent qu'en Russie l'égalité des sexes, la libération de la femme sont réalisées. Voyons ce que Lénine pensait de cette question ; on peut s'en rendre compte en relisant le discours qu'il prononça à la IV^e Conférence des ouvriers sans-parti de la ville de Moscou, en septembre 1919, où il aborde le problème de la libération de la femme. En voici les passages les plus saillants :

« Pour que la femme soit complètement libérée et réellement l'égale de l'homme, *il faut que les travaux domestiques soient transformés en service public et que la femme participe au travail productif général.* Alors la femme aura une position égale à celle de l'homme. » N'est-ce pas clair ? Il ne suffit pas que les femmes participent au travail productif général pour que l'on puisse les considérer comme libérées, il faut encore que soit supprimé le travail domestique. Et pourquoi donc demande le faux niais radical ou socialisant ? Rien de mieux que de lui répondre par ces paroles de Lénine :

« Il ne s'agit certes pas d'abolir pour les femmes toutes les différences concernant le rendement du travail, sa quantité, sa durée, les conditions de travail, mais plutôt de mettre fin à cette oppression de la femme qui provient de la situation économique différente des sexes. Vous savez tous que, même quand il existe une complète égalité de droits, cette oppression de la femme continue en réalité parce que *sur la femme tombe tout le poids du travail domestique, lequel, dans la plupart des cas, est le travail le moins productif, le plus fastidieux, le plus barbare.* C'est un travail extrêmement mesquin qui ne peut, pas même dans une petite mesure, contribuer au développement de la femme. »

Nos misérables réformistes se moquent des positions révolutionnaires. Ils possèdent une recette, géniale et d'effet rapide, qui leur vient des pays nordiques : si laver la vaisselle et nettoyer le plancher est un travail avilissant pour la femme, eh bien, le travail domestique sera effectué, en bonne harmonie, par l'épouse et son mari ! Et leur presse de proposer comme modèles les maris scandinaves et anglo-saxons... Plus la femme sera soustraite au travail domestique, plus elle sera portée à la mansuétude. Merci bien ! Les querelles conjugales auront trouvé un adoucissement, mais *socialement* l'énergie gaspillée dans l'accomplissement des tâches domestiques restera la même du point de vue de la quantité. Afin de sauver le fétiche de la famille, le réformisme, de part et d'autre du « rideau de fer », s'est avisé de ceindre le mari d'un tablier...

Pour savoir comment le communisme révolutionnaire concevait la transformation du travail domestique en service public, il faut lire l'article sur « la contribution de la femme à l'édification du socialisme » écrit par Lénine le 28 juin 1919. Lénine y reprochait au Parti bolchevik de ne pas attacher assez d'attention au problème de l'émancipation de la femme (reproche que nous pouvons retourner contre nous-mêmes). Il s'attache avant tout à clarifier les termes du problème :

« La femme, malgré toutes les lois libératrices, est restée une *esclave du foyer*, parce qu'elle est opprimée, étouffée, abêtie, humiliée par *la mesquine*

économie domestique qui l'enchaîne à la cuisine et aux enfants et épuise ses forces en un travail improductif, misérable, énervant qui l'hébète et l'accable. *La véritable émancipation de la femme, le véritable communisme* commencera seulement où et quand commencera la lutte des masses (dirigée par le prolétariat qui détient le pouvoir d'Etat) *contre la petite économie domestique ou, mieux, où commencera la transformation en masse de cette économie dans la grande économie socialiste.* »

Le passage qui suit est d'une importance exceptionnelle, car il résume, en quelques phrases, les principaux termes de la question :

« Nous occupons-nous suffisamment, dans la pratique, de ce problème qui théoriquement est évident pour tout communiste ? Naturellement non. Nous inquiétons-nous suffisamment des *germes de communisme* que nous avons déjà dans ce domaine ? Encore une fois non, non et non ! *Les restaurants populaires, les crèches et les jardins d'enfants, voilà des exemples de ces germes, les moyens simples, communs, qui n'ont rien de pompeux, de grandiloquent, de solennel, mais qui sont en mesure d'émanciper la femme*, qui sont réellement en mesure de diminuer et d'éliminer — étant donné la fonction que la femme a dans la production et dans la vie sociale — son inégalité vis-à-vis de l'homme. Ces moyens ne sont pas nouveaux : ils ont été créés (comme en général toutes les prémices matérielles du socialisme) par le grand capitalisme ; sous le capitalisme cependant, ils ont d'abord été une rareté, ensuite — et c'est particulièrement important — ils sont devenus ou des *entreprises commerciales* avec tous leurs pires aspects : spéculation, recherche du profit, fraude, falsification, ou « ... *acrobatie de la philanthropie bourgeoise* » qui, avec raison, était exécrée et dédaignée par les meilleurs ouvriers.

Ce dernier point est vraiment lumineux. La crise qui mûrit au sein du capitalisme suggère elle-même (sans l'aide des élucubrations de l'utopiste) les moyens à employer pour en sortir ; ils sont déjà virtuellement présents dans le capitalisme. Ce sont les *germes du communisme* que le capitalisme crée objectivement. La tâche du pouvoir révolutionnaire est d'écarter tous les obstacles empêchant leur expansion. Les travaux domestiques (cuisine, lessive, soins aux enfants) peuvent être transformés en service public géré par les usagers à la seule condition d'être dégagés du milieu mercantile. Sinon le restaurant populaire, lequel permet d'éliminer une partie importante du travail domestique, tombe dans les mêmes conditions que le restaurant bourgeois où celui qui paye le plus est le mieux servi, tandis que la mixture est réservée au purotin. Cela n'est évitable que si toute la production sociale est soustraite aux lois de l'échange mercantile.

Mais la suppression du travail domestique, libérant complètement la femme, donne naissance à de nouvelles formes matrimoniales ensevelissant la famille pour toujours. Réduire le communisme à une simple expropriation des capitalistes et au remplacement de la propriété privée par la propriété étatique, c'est montrer qu'on n'a rien compris au marxisme. Le communisme modifie la vie sociale des hommes telle que l'ont façonnée des siècles d'histoire de classe. Il change non seulement les formes au sein desquelles les

hommes produisent les moyens d'existence, mais encore les formes matrimoniales au sein desquelles les hommes se reproduisent. Cela ne signifie certes pas — comme le prétendent le prêtre et le petit bourgeois — le retour de l'espèce humaine à ses origines animales. Depuis que l'hominien s'est transformé en « homo sapiens » — c'est-à-dire en l'unique espèce vivante capable de fabriquer des instruments de production (le principal d'entre eux étant le langage) — l'homme ne relève plus de la zoologie. Par contre, c'est la domination de classe qui réduit l'homme au niveau de la bête de somme à laquelle il est permis de tout soustraire : la sueur, le sang, la vie même. Rien d'étrange, dès lors, à ce que dans les périodes de transition historique telles que celle que nous vivons, où la vieille société tombe en putréfaction et dans les profondeurs de laquelle s'agitent les forces qui l'enseveliront, rien d'étrange à ce que dans une société en proie à la crise et à la dissolution, les hommes soient contraints à produire et à se reproduire dans des conditions bestiales.

Le communisme entend réveiller les instincts sociaux qui plongent leurs racines, c'est certain, dans la nature animale de l'homme. Le bigot et l'hypocrite en sont horrifiés, le débauché, organisateur de saturnales, est saisi par la colère de même que l'intellectuel raffiné pour qui la pornographie est une spécialité. Mais il est un fait certain : l'incontinence, le cynisme, les perversions, la tromperie, l'hypocrisie qui rendent répugnante la vie sexuelle de l'homme « civilisé », c'est-à-dire habitué à vivre dans la jungle de la société de classe, sont des déformations psychologiques ignorées des populations primitives. Avons-nous l'intention de ramener les hommes au niveau de celles-ci ? Non. Par contre nous demande-t-on si nous formons le projet d'insuffler, d'une manière révolutionnaire, à l'homme de « l'ère atomique » tant glorifiée, les règles morales qui sont celles des peuples primitifs, sans hésitation nous répondons : oui.

De longs siècles de domination de classe n'ont pas étouffé l'instinct social chez les hommes, l'esprit grégaire qui permit à l'anthropoïde de devenir « l'homo sapiens ». A la révolution prolétarienne appartient la tâche historique de libérer entièrement les hommes de l'infection de l'égoïsme. Les hommes du communisme moderne se proposent de produire les moyens de subsistance en utilisant ces « germes de communisme » représentés par la grande industrie capitaliste, et de vivre selon la loi morale du communisme primitif, aurore de l'humanité. Ce n'est pas autrement que l'on pourra dépasser la monstrueuse contradiction qui oppose la société à la nature humaine.

GUERRES ET CRISES OPPORTUNISTES

Ce texte appartient à une série de thèses programmatiques dont un premier chapitre a paru sous le titre de « Les trois Phases du Capitalisme » dans le n° 11 de cette revue. Comme le lecteur s'en apercevra à certains passages, il a été élaboré vers la fin de la dernière guerre mondiale.

Le prolétariat manifeste une activité de classe dès l'avènement du régime bourgeois. Immédiatement après avoir donné au Tiers Etat révolutionnaire son appui, le Quart Etat, c'est-à-dire la classe des travailleurs, tente de se lancer en avant, s'attendant à voir immédiatement réalisées les promesses que la jeune bourgeoisie lui avait prodiguées comme à son allié. Les premiers heurts entre les deux classes se produisent immédiatement. L'appareil d'Etat et la terreur dont la bourgeoisie s'est servie pour briser la contre-révolution sont rapidement dirigés contre les ouvriers. Dans la Révolution française, cet aspect historique est donné par la Ligue des Egaux de Gracchus Babeuf qui toute de suite après la Terreur tente un mouvement pour l'égalité économique et sociale et est impitoyablement réprimée par l'Etat bourgeois.

Dans tous ces premiers mouvements, l'aspect de classe des problèmes est encore très confus. Pour quelques décades encore, les premiers conflits entre patrons et ouvriers, qui, en Angleterre, en France et dans quelques autres pays conduiront à des collisions sanglantes, se présentent comme des phénomènes historiques indépendants des systèmes socialistes et communistes qui forment alors les premières critiques de la société issue de la révolution politique bourgeoise et qui revendiquent un nouvel ordre social dans lequel l'inégalité économique serait supprimée.

Les théoriciens de ces premiers systèmes ne songeaient pas à confier aux masses sacrifiées la tâche de supprimer elles-mêmes l'injustice économique. Pensant et agissant toujours dans la tradition illuministe, ils croyaient pouvoir s'appuyer sur une vague conscience politique et morale collective, sur les classes dirigeantes elles-mêmes, les chefs d'Etat, les monarques.

Le manque de sens historique et scientifique de ces premières aspirations socialistes va jusqu'à faire faire l'apologie des formes réactionnaires et féodales disparues, pour mieux condamner l'odieuse exploitation capitaliste. Dans des systèmes plus modernes, mais tout aussi incomplets et inadéquats, d'autres socialistes ont accepté tous les postulats et les résultats de la révolution bourgeoise démocratique, et ont cherché à grand peine à greffer sur elle sans solution de continuité historique d'autres revendications susceptibles de réduire l'énorme et croissante inégalité économique entre les classes privilégiées et les salariés sans réserve.

Une des caractéristiques essentielles de la nouvelle doctrine du mouvement prolétarien, proclamée en 1848 dans le *Manifeste des Communistes* de Marx et d'Engels, est d'avoir dépassé toute forme d'utopisme en même temps que formulé la conception matérielle de l'histoire et la théorie économique de la plus-value. Le communisme n'y est plus un projet équitable et parfait de société

future qui devrait prévaloir grâce aux adhésions qu'il recueillera. Il devient le contenu même et l'aboutissant ultime de la lutte de classe incessante entre patrons et ouvriers qui jalonne toute l'histoire du régime bourgeois. L'avènement du socialisme n'est pas un complément et une intégration de la démocratie libérale, mais une nouvelle phase historique qui en constitue la négation dialectique et qui lui succède seulement après que la lutte soit passée par le point culminant de l'insurrection prolétarienne.

Tandis que les bases de la théorie communiste sont ainsi jetées, le mouvement prolétarien grandit aux quatre coins du monde capitaliste. Au travailleur isolé, la conquête de la liberté de vendre son travail et l'ambiance juridique et psychologique individualiste que la révolution bourgeoise a créée n'offrent d'autres possibilités que d'accepter docilement les conditions patronales ou de mourir dans l'indigence. Il réagit à cette infériorité en employant dans la pratique, et avant même d'en avoir conscience théoriquement, la nouvelle arme de l'*association économique*. Un monde nouveau commence à se substituer à celui de la liberté individuelle illimitée qui, économiquement, signifie concurrence effrénée et qui permet au patron de remplacer celui qui refuse les conditions de travail par un autre affamé : c'est le monde de l'organisation syndicale traitant collectivement des conditions de travail pour tous ses membres et agissant de façon d'autant plus efficace que le nombre des salariés qu'elle réussit à encadrer est plus grand.

Le système théorique du droit libéral repousse tout d'abord cette nouvelle forme, puisqu'il n'admet pas d'autre lien entre l'individu et l'Etat que le mécanisme électoral de la délégation des pouvoirs qui n'est pas susceptible de se transformer en une arme de l'action autonome de classe. En conséquence, dans sa première phase, la bourgeoisie condamne l'organisation économique des travailleurs, promulgue des lois contre les grèves et les réprime à l'aide de sa police.

Bien vite cependant, en même temps qu'elle passe de sa phase révolutionnaire à sa seconde phase en apparence pacifique et libérale, la bourgeoisie reconnaît qu'il est de son intérêt de légaliser l'organisation économique des travailleurs. En effet, quand celle-ci est interdite, le prolétariat est plus directement poussé à la lutte politique et la formation de sa conscience de classe s'en trouve accélérée. L'interdiction légale rend plus évident le fait que si les conquêtes syndicales améliorent momentanément la situation des travailleurs, elles ne résolvent pas le problème social si la classe ouvrière n'affronte pas la force dominante du pouvoir politique et de l'Etat.

Dès lors, il est bien clair que la tâche du parti politique du prolétariat est de se servir de toutes les agitations économiques pour resserrer la solidarité entre les différentes catégories de métier et les travailleurs des différentes villes et des différentes nations, transformant le mouvement en un effort général de toutes les classes ouvrières contre les institutions capitalistes, et incitant les travailleurs à se préoccuper des rapports généraux de toute l'économie et de la politique nationale et mondiale.

Le passage des agitations économiques isolées et locales au mouvement politique général du prolétariat se présente à la fois comme une extension de la base du mouvement dans l'espace, au-delà des frontières nationales, et comme une extension dans le temps, les réalisations situées au terme du pro-

cessus devenant le but du mouvement. Cette définition des buts est une des tâches assumées par la I^{re} Internationale des Travailleurs qui rencontre cependant de multiples obstacles du fait de l'immaturation des conditions historiques générales de l'époque.

Le marxisme avait eu la perspective de réaliser la première révolution prolétarienne dans la lancée directe de la troisième grande révolution bourgeoise, celle de 1848 en Allemagne, mais celle-ci se termina par une défaite des forces prolétariennes tout comme en France et dans d'autres pays. Cette défaite plaça le mouvement de classe devant des difficultés organisationnelles et le plongea dans l'incertitude doctrinale en provoquant l'interférence d'influences bourgeoises qui se manifestèrent soit par l'apparition de tendances pseudo-socialistes vaguement illuministes et humanitaires, soit par le succès du mouvement anarchiste. Dès le début, celui-ci se présente comme l'antithèse du mouvement communiste marxiste. En apparence, il propose une solution plus radicale du problème de la révolution, puisqu'il veut supprimer en un seul jour de la lutte des classes à la fois Dieu, le patron et l'Etat. Quoiqu'importante dans la mesure où, tout comme le communisme, elle vise une société sans exploitation économique et donc sans pouvoir d'Etat, cette conception n'apprécie cependant pas de façon juste le processus historique. Alors que le marxisme considère le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie et l'instauration d'un Etat prolétarien comme les seuls moyens permettant de détruire le privilège économique capitaliste ; alors que les seuls acteurs de la révolution sont pour lui les prolétaires organisés en mouvement politique conscient, c'est-à-dire en parti, l'anarchiste présente ses postulats comme des revendications métaphysiques de l'homme en tant que tel. Il considère les phases historiques qui conditionnent le processus ultérieur comme de simples limites arbitrairement imposées à une liberté et une égalité naturelles inhérentes à l'individu. En dernière analyse, bien que prêchant la lutte armée, il retombe dans la stérilité des idéologismes bourgeois.

Si l'on considère le processus internationalement et dans ses grandes lignes, le mouvement internationaliste sort de la crise représentée par la lutte entre Marx et Bakounine à peu près au moment où le second stade du cycle bourgeois est à son apogée, c'est-à-dire lorsque, désormais à l'abri du péril d'une restauration féodale et pas encore sérieusement menacé par la révolution prolétarienne, le capitalisme réalise un maximum de démocratie parlementaire en politique et semble préservé pour de longues décades de toute menace de grand conflit militaire européen ou mondial.

Dans cette phase, le mouvement prolétarien réorganisé dans la Seconde Internationale et fondé sur la multiplication de vastes organisations syndicales et de grands partis socialistes à représentation parlementaire importante, s'oriente progressivement vers de nouvelles conceptions révisionnistes qui, malgré ses protestations d'orthodoxie à l'égard de la théorie marxiste, le conduisent presque insensiblement à abandonner celle-ci.

Le révisionnisme réformiste admet bien que le capitalisme devra faire place à l'économie socialiste, mais il affirme que la transformation ne comportera pas nécessairement la « catastrophe » révolutionnaire et le heurt armé des classes. Selon cette conception, l'influence prolétarienne peut pénétrer progressivement l'Etat bourgeois de façon à transformer par une série de

mesures légales et de réformes sociales le caractère de l'organisation économique. Le réformisme donnait donc le maximum d'importance d'une part aux conquêtes syndicales quotidiennes, d'autre part à la législation sociale obtenue par les fractions parlementaires socialistes toujours plus nombreuses dans les Chambres bourgeoises. Suscitant d'ailleurs les résistances des meilleurs éléments socialistes, l'aile droite de ce courant propose ouvertement l'alliance électorale avec des partis bourgeois de gauche et même la participation de ministres socialistes aux gouvernements bourgeois (possibilisme).

Il apparut bientôt un autre courant révisionniste, le syndicalisme révolutionnaire qui, opposant les méthodes de l'action directe — surtout la grève générale allant jusqu'à l'expropriation des capitalistes — à celles de la collaboration syndicale et parlementaire, put sembler une réaction contre le réformisme. En réalité, il provenait de tendances néo-idéalistes et volontaristes et croyait à tort que l'organisation économique du prolétariat est la seule à pouvoir assumer toutes les tâches posées par l'émancipation du prolétariat. Substituant à la formule marxiste « le parti politique de la classe ouvrière et la dictature du prolétariat contre l'Etat bourgeois » sa formule du « syndicat contre l'Etat », il déviait lui aussi de la juste voie révolutionnaire. C'est que les déviations du réformisme avaient conduit la « gauche syndicaliste » à confondre action politique avec action électorale et parlementaire, alors que la forme historique spécifique de l'action politique du parti est la lutte révolutionnaire.

Telle était la situation (qui ne manqua pas de susciter, dans tous les pays, l'opposition de marxistes révolutionnaires restés fidèles à la doctrine du prolétariat), lorsque l'Internationale ouvrière dut affronter les problèmes de l'impérialisme et de la lutte croissante pour les marchés.

Lors de la première guerre mondiale, comme les révolutionnaires déçus furent bien obligés d'en convenir avec les réactionnaires bourgeois, la II^e Internationale, qui avait pourtant projeté d'accueillir l'éclatement du conflit comme le meilleur moment pour l'insurrection de classe et l'assaut au pouvoir bourgeois dans tous les pays fit faillite. Presque partout, en effet, les partis socialistes se lièrent à la politique de leurs Etats respectifs, remplaçant les mots d'ordre de la lutte de classe par des appels à la solidarité nationale.

A en croire les déclarations de ses chefs, le prolétariat, qui selon le *Manifeste Communiste* n'avait rien à perdre que ses chaînes, aurait découvert qu'il y avait de nombreux patrimoines à sauver : la liberté, l'indépendance de la patrie et, grâce à une mobilisation idéologique des masses parallèle à leur mobilisation physique pour la guerre, le contenu démocratique de la révolution bourgeoise. Un despotisme et absolutisme médiéval fantômatique, mais qu'on disait personnifié dans le régime des Empires allemand et austro-hongrois, aurait menacé ces précieuses conquêtes. La théorie qui, au mépris de toute appréciation marxiste de l'histoire contemporaine, subordonnait l'action et la politique prolétariennes à ce prétendu péril, fut défendue en Italie par le mouvement qui réclamait l'entrée en guerre aux côtés de l'Entente et qui était dirigée par le futur chef du fascisme.

Au sein du mouvement prolétarien, la réaction à ce désastre théorique, organisationnel et politique vint des forces qui fondèrent la III^e Internationale en se regroupant autour du parti révolutionnaire de Lénine qui avait à son

actif la première victoire du prolétariat d'un grand pays dans la lutte pour la conquête du pouvoir.

*
**

A vingt ans de distance, lors de la seconde guerre impérialiste, la propagande qui disposait de moyens encore plus imposants que lors du premier conflit pour emprisonner l'idéologie des classes prolétariennes, présenta la situation mondiale de façon tout à fait analogue à celle de 1914. Cette fois encore, elle travailla des deux côtés du front à susciter artificiellement un mirage qui devait pousser la classe ouvrière à abandonner toute idée de lutte sociale et à unir ses forces à celles des Etats dominants au nom de la solidarité nationale.

Fascistes, nazis et démocrates se sont battus avec, en substance, les mêmes mots d'ordre : le concept de peuple remplaçait partout le concept de classe ; partout on assista à la combinaison de tous les partis nationaux pour l'effort de guerre. En Italie, c'est au fond le même mot d'ordre qui fut lancé aux masses du haut de toutes les tribunes, avant et après le 25 juillet, d'un côté et de l'autre du front changeant qui divisait les deux Italies : l'unité nationale, l'union de toutes les classes, la guerre et la victoire.

Dans le camp démocratique, le fantôme de 1914 a été habilement ressuscité avec les ressources accrues dont la technique moderne a doté la propagande ; Guillaume II est remplacé par l'Axe nazi-fasciste et les figures grotesques de Mussolini nouvelle version (1) et du dictateur Hitler dont les troubles mentaux seraient devenus les moteurs de l'histoire à la place des oppositions d'intérêt économique et des privilèges sociaux ; mais le prolétariat mondial n'aurait pas d'autre devoir que de se ranger tout entier d'un des deux côtés du front : d'un côté, il devrait être soldat discipliné, de l'autre défaitiste révolutionnaire ; bien entendu on trouve dans l'autre camp la propagande exactement inverse.

Le problème est d'une immense portée, mais nous affirmons sans hésitations que le prolétariat ne pourra retrouver son orientation politique de classe que s'il balaie impitoyablement ce gigantesque amas de falsifications.

Il faut choisir : ou bien la défense d'une série de conquêtes menacées par le fantôme de la « réaction » fasciste est un devoir commun à tous les hommes modernes, de quelque condition qu'ils soient, et cette menace justifie qu'on renonce à toute lutte de classe et à toute révolution, ou bien on reste fidèle au système de thèses sur lequel s'est édifié le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière et qui, à maintes reprises, a servi de cadre et de tremplin à l'action historique du prolétariat. Si ce mouvement peut encore se reconstituer et se préparer à de nouvelles batailles, ce sera seulement en se libérant, nationalement et internationalement, des doctrines de solidarité de classe fondées d'une part sur les mystiques de la patrie et de la race, et de l'autre sur celles du libéralisme à usage interne et externe dont certains pays seraient soi-disant les dépositaires en raison de leurs traditions d'honnêteté et de gentillesse politiques.

Lénine, le fondateur de la III^e Internationale, parvint à la grande victoire révolutionnaire en Russie en partant d'une critique impitoyable de l'opportu-

(1) C'est-à-dire de socialiste « interventiste », devenu chef du fascisme.

nisme social-démocrate et du social-patriotisme qui avaient conduit la II^e Internationale à sa perte. De la même façon, le premier pas vers la renaissance de l'Internationale révolutionnaire, c'est la critique du néo-opportunisme dans lequel la III^e Internationale est tombée à son tour jusqu'à se liquider elle-même officiellement, la crise de guerre du mouvement prolétarien étant cette fois beaucoup plus grave et plus étendue qu'en 1914.

Lorsque dans les années 1914-1918, on parlait d'« opportunisme », on n'entendait pas formuler un simple jugement moral sur la trahison des chefs du mouvement révolutionnaire, qui au moment décisif s'étaient révélés des agents de la bourgeoisie en lançant des mots d'ordre diamétralement opposés à ceux de leur propagande antérieure. L'opportunisme est un fait historique et social, un des aspects de la défense de classe de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne ; on peut même dire que l'opportunisme des chefs et des cadres prolétariens est l'arme principale de cette défense, tout comme le fascisme est l'arme principale de la contre-offensive qui la complète, si bien que les deux moyens de lutte s'intègrent dans le but commun.

Au stade impérialiste, le capitalisme cherche à dominer ses contradictions économiques et à contrôler tous les faits sociaux et politiques en gonflant démesurément son appareil d'Etat ; de la même façon, il modifie son action à l'égard des organisations ouvrières. A son premier stade, la bourgeoisie les avait condamnées ; au second, elle les autorise et les laisse se développer ; au troisième, elle comprend qu'elle ne peut ni les supprimer, ni les laisser se développer sur une plate-forme autonome, et elle se propose de les encadrer par n'importe quel moyen dans son appareil d'Etat. Exclusivement politique au début du siècle, celui-ci devient à la fois politique et économique à l'ère impérialiste : l'Etat des capitalistes et des patrons se transforme en Etat-capitaliste et Etat-patron. Au sein de ce vaste appareil bureaucratique, on ménage des prisons dorées pour les chefs du mouvement ouvrier. Mille formes d'arbitrage, mille institutions d'assistance sociale ayant apparemment pour fonction de maintenir l'équilibre entre les classes éloignent des forces autonomes du prolétariat les dirigeants du mouvement ouvrier qui sont au fur et à mesure absorbés par la bureaucratie d'Etat. Celle-ci continue démagogiquement à parler le langage de l'action de classe et des revendications ouvrières, mais elle est bien entendu devenue impuissante à la moindre action contre le pouvoir bourgeois.

L'opportunisme se caractérise par le fait qu'aux moments critiques de la société bourgeoise, qui sont précisément ceux pour lesquels les mots d'ordre extrêmes d'action prolétarienne ont été prévus, il « découvre » qu'il est nécessaire de lutter pour d'autres objectifs qui, loin d'être propres au prolétariat, exigent une coalition entre ses forces et une partie de celles de la bourgeoisie.

La conscience politique des travailleurs repose surtout sur la vigueur et la continuité de l'action de leur parti de classe. Si donc à l'ouverture des situations décisives, les chefs, les propagandistes et la presse du parti se mettent à l'improviste à parler un langage nouveau qui prouve que la bourgeoisie a réussi à mobiliser les opportunistes en sa faveur, cela provoque une désorientation des masses, et l'échec presque certain de toute tentative d'action indépendante.

Ouvrant un véritable abîme sous les pas du prolétariat en marche,

L'opportunisme de la II^e Internationale avait « découvert » qu'il fallait mettre de côté les buts socialistes et combattre pour l'indépendance nationale ou la démocratie occidentale (en Allemagne, c'était pour la culture et la civilisation contre la barbarie tsariste et asiatique). Cependant, les chefs opportunistes affirmaient qu'il s'agissait seulement d'une trêve momentanée et qu'une fois la guerre terminée, la lutte de classe et l'internationalisme seraient remis en honneur. L'histoire prouva combien cette promesse était trompeuse ; lorsqu'en Russie, victorieusement, et dans d'autres pays, sans succès, le prolétariat passa à l'attaque contre le pouvoir capitaliste, les opportunistes sociaux-démocrates s'unirent aux bourgeois les plus réactionnaires pour battre la révolution.

Lors de la seconde guerre mondiale, l'opportunisme victorieux dans les rangs de la III^e Internationale a donné un mot d'ordre beaucoup plus défaitiste que celui des sociaux-démocrates démasqués par Lénine. Selon le plan des nouveaux opportunistes, la bourgeoisie obtient non seulement une trêve de classe pendant toute la guerre jusqu'à la défaite du monstre nazi, mais même une collaboration directe aux gouvernements nationaux et aux nouveaux organismes internationaux pour toute la période historique suivante, dont on n'entrevoit pas le terme. Pendant toute cette période, le prolétariat mondial devrait veiller en compétition avec toutes les institutions de l'ordre établi à ce que le péril fasciste ne renaisse pas, collaborant par ailleurs à la reconstruction du monde capitaliste dévasté par la guerre (la guerre de l'axe, bien entendu). Donc l'opportunisme ne promet même plus de revenir à une action de classe autonome après le conflit impérialiste.

Cette collaboration à la reconstruction et à l'accumulation capitaliste n'est en réalité que le plus féroce asservissement des travailleurs à une double extorsion : celle qui engendre le profit normal et celle qui ira reconstituer la valeur colossale du capital détruit.

Cette phase coûtera plus aux classes dominées à d'autres égards que la guerre ne leur a coûté de sang, et la nouvelle organisation internationale à laquelle la bourgeoisie veut assurer l'appui du prolétariat sous prétexte de garantir la sécurité et la paix sera le premier exemple d'un appareil mondial de conservation destiné à perpétuer l'oppression économique et à briser toute tentative révolutionnaire.

Un parti communiste internationaliste aurait aujourd'hui les mêmes tâches que les groupes de la II^e Internationale qui luttèrent de 1914 à 1919 contre l'opportunisme. Dans l'édification de son programme politique, il aura à préciser ses jugements et ses opinions sur tous ces phénomènes qui dominent le tournant historique que nous traversons en cohérence parfaite avec les traditions du marxisme révolutionnaire. Ce sont là des points capitaux.

Il est historiquement normal que la classe bourgeoise réussisse à faire combattre la classe ouvrière pour ses propres postulats, non seulement quand ceux-ci ont une portée révolutionnaire comme en 1789 en France, en 1848 en Allemagne, en 1905 et en février 1917 en Russie, mais même dans des tournants moins décisifs de l'histoire du capitalisme. A peine les masses prolétariennes avaient-elles assumé leur tâche d'allié de la bourgeoisie et tentaient-elles de jouer un rôle autonome sur la lancée des événements que la bourgeoisie employait le pouvoir d'Etat nouvellement conquis pour les dis-

perser et les écraser, sans même ressentir le besoin de liquider les cadres politiques professant des idéologies de gauche. C'est ce qui se produisit en France en juin 1848 et en 1871 ; en Allemagne en 1918, et en Russie en 1917 et 1920, pour la première fois sans succès. Après ces enseignements de l'histoire, le parti de classe du prolétariat doit être capable de prévoir ce qui se passera après cette guerre : pendant le conflit la bourgeoisie des pays alliés a invité le prolétariat à lui prêter main-forte contre le fascisme, et cette invitation a rencontré un large écho puisque ce ne sont pas seulement des chefs opportunistes qui lui ont répondu dans tous les pays, mais même des groupes de partisans généreux induits en erreur. Eh bien, comme cela s'est déjà produit dans de nombreux pays « libérés », ces invitations seront suivies d'une répression, aussi résolue que celle du fascisme, contre toute tentative des formations armées irrégulières d'atteindre des buts propres et de garder localement le pouvoir conquis pendant la lutte contre les Allemands et les fascistes.

Le mouvement syndical lui-même sera emprisonné exactement de la façon inaugurée par le fascisme, c'est-à-dire par une reconnaissance juridique tendant à le transformer en organe de l'Etat bourgeois. La coïncidence entre le plan du révisionnisme réformiste (labourisme en Angleterre ; économiisme en Russie ; syndicalisme pur en France ; syndicalisme réformiste à la Cabrini-Bonomi et ensuite à la Rigola-d'Aragona en Italie) qui consistait à vider le mouvement ouvrier de tout contenu de classe et le plan du syndicalisme fasciste, le corporatisme mussolinien ou hitlérien, apparaîtra alors dans toute son évidence. La seule différence qui les sépare est que la première méthode correspondait à une phase où la bourgeoisie pensait seulement à se défendre, et la seconde à une phase où elle dut passer à l'offensive sous la pression accrue du prolétariat. Dans aucun des deux cas elle n'a avoué faire œuvre de classe, prétendant vouloir satisfaire certaines revendications économiques des travailleurs et réaliser avec eux une collaboration de classe.

La contre-offensive fasciste a accéléré l'absorption insidieuse du mouvement ouvrier par la pieuvre étatique, passant ensuite à sa démolition ouverte et violente. Elle s'est généralement vérifiée dans les pays vaincus ou durement éprouvés par la guerre. Cette fois, la coalition contre-révolutionnaire mondiale se gardera bien de laisser sans contrôle les territoires des pays battus ; elle y installera une garde de classe internationale, n'autorisant que des organisations contrôlées et administrées par elle, et pendant de longues années, elle veillera à empêcher non pas les dictatures de droite comme elle le prétend, mais quelque forme d'agitation sociale que ce soit.

Seront contrôlés ainsi non seulement les pays vaincus, mais même les alliés libérés de l'occupation ennemie. De plus, on établira une dictature des grands Etats. Les Etats mineurs tomberont dans un régime colonial ; ils n'auront plus ni économie capable d'existence propre, ni autonomie administrative et politique, ni à plus forte raison de forces militaires appréciables, susceptibles d'être librement utilisées.

Quoique moins nettement, l'Europe a connu une situation analogue après la paix de Versailles, qui s'inspirait de l'hypocrite idéologie wilsonienne. Les thèses communistes d'alors parlaient d'oppression nationale et coloniale parallèle à l'oppression de classe. Aujourd'hui que l'Amérique, cessant de simuler l'isolationnisme, intervient en temps de paix non moins qu'en temps

de guerre dans les affaires de tous les continents, il sera plus exact de parler d'une oppression *étatique*, d'une vassalité des petits Etats bourgeois à l'égard de quelques grands Etats impérialistes comparable à celle des propriétaires terriens et des néo-capitalistes des colonies à l'égard des métropoles blanches.

Au lieu d'un monde de liberté, la guerre aura engendré un monde de plus grande oppression. Lorsque le fascisme, apport de la phase la plus récente de l'économie bourgeoise, eut lancé son défi politique et militaire aux pays où le mensonge libéral, quoiqu'historiquement dépassé pouvait encore circuler, le libéralisme agonisant n'eut plus que deux possibilités : ou adopter les méthodes du fascisme, ou subir la victoire des Etats fascistes. La guerre ne fut donc nullement un conflit entre deux idéologies ou deux conceptions de la vie sociale, mais la progression nécessaire de la nouvelle forme politique de la domination bourgeoise, encore plus totalitaire et autoritaire, encore plus résolue à tous les efforts contre la révolution.

*
**

En 1914-1918, le mouvement de la classe ouvrière réagit de façon insuffisante aux suggestions de la propagande bourgeoise, toute entière mobilisée pour présenter la guerre impérialiste comme un conflit entre deux idéologies, deux destins différents du monde moderne. En 1939, la guerre fut présentée de manière analogue, et le mouvement est tombé dans le piège de façon bien plus grave encore. Pour l'avenir de l'Internationale révolutionnaire, il est indispensable que la position critique du prolétariat sur la question de la guerre soit restaurée.

Les Etats militaires n'entrent pas en conflit pour imposer au monde des régimes sociaux et politiques semblables aux leurs. C'est là une conception volontariste et téléologique : l'accepter, c'est abandonner le marxisme. La guerre a indubitablement des causes sociales, et son issue militaire s'insère comme un facteur de première importance dans le processus de transformation de la société internationale, même si on l'interprète dans un sens matérialiste et de classe ; mais quiconque croit que les guerres peuvent s'expliquer par les théories misérables qui les présente comme étant de « croisades » a renié le marxisme. Ce n'est pas la férocité ou l'ambition des chefs civils et militaires qui décide des guerres ; pour le moins, il faut choisir entre cette explication de l'histoire et l'explication marxiste qui lui est radicalement opposée : voilà le dilemme.

Parmi les guerres qui précédèrent la phase de l'impérialisme moderne, nombreuses furent celles qui servirent à accélérer le processus de la révolution bourgeoise, surtout entre 1848 et 1878. Mais même face aux guerres napoléoniennes, le schéma d'explication par l'idéologie fait une faillite éclatante. L'Angleterre, qui avait précédé la France de presque deux siècles sur le chemin de la révolution, se transforme après 1789 en foyer de coalitions contre elle avec les puissances féodales et absolutistes de Prusse, d'Autriche et de Russie. Il faut chercher l'explication de ce regroupement des forces dans l'intérêt particulier qu'avait le capital anglais à exploiter la position stratégique de sa métropole pour conserver son empire colonial déjà prépondérant dans le monde, évitant la constitution d'un Etat hégémonique sur le continent. Si le « sophisme du conflit « idéologique » est incapable d'expliquer le regrou-

pement militaire des Etats de cette époque, il n'apparaît pas moins faux quand il s'agit d'apprécier la portée de la victoire de la Coalition sur la France, car celle-ci n'empêche pas les formes sociales et politiques bourgeoises de prévaloir aussi bien dans le pays vaincu que chez ses vainqueurs absolutistes et féodaux. Les bonapartistes français et les Prussiens prétendaient les uns comme les autres combattre pour la civilisation et la liberté. L'issue devait être dans tous les cas la progression inexorable du capitalisme, comme le marxisme l'a démontré, prouvant la supériorité de sa méthode sur l'explication vulgaire, scolastique et pharisienne de la « croisade ».

On peut poursuivre la démonstration dans les guerres de 1859 et de 1870, l'Angleterre bourgeoise et impérialiste peut rester neutre, le capitalisme anglais veillant à cette époque à ce que l'Empire français ne devienne pas pour lui une trop grande menace ; mais la puissance économique allemande s'étant accrue de façon imprévisible, les bourgeois anglais s'allièrent aux bourgeois français dans la première guerre mondiale contre le nouveau péril, usant sans frein de la rhétorique de « croisade libérale et démocratique ».

Les adversaires de l'Allemagne dirent de même pendant la seconde guerre mondiale, et leur propagande sut dissimuler les bases réelles du conflit impérialiste sous un amas écrasant de mensonges. De leur côté, les régimes de l'Axe ont fondé leur campagne contre les « ploutocraties » sur un rapport réel, parfaitement diagnostiqué par Lénine dans son « *Impérialisme* » : la disproportion criante entre la densité de population métropolitaine et l'extension des empires coloniaux de France, d'Angleterre, d'Amérique et même de Russie d'une part, d'Allemagne, du Japon et d'Italie de l'autre, qui donnaient aux deux groupes des conditions sociales opposées. Mais aussi bien dans la conduite de la guerre que dans leur propagande, les régimes de l'Axe révélèrent la suggestion de classe à laquelle ils obéissaient, et leur respect craintif pour le principe du capitalisme ploutocratique et ses puissantes citadelles mondiales d'Angleterre et d'Amérique qui avaient réussi à traverser cent cinquante ans d'histoire sans que leur appareil d'Etat subisse le moindre ébranlement.

Le nazisme voulait contraindre les Etats ennemis à choisir entre le désastre militaire ou la concession d'une partie adéquate de l'espace exploitable de la planète à l'Allemagne, le concurrent capitaliste détesté. Mais les capitalismes d'Angleterre et d'Amérique (surtout l'Angleterre) subirent impassiblement les revers militaires de la guerre-éclair, misant avec une assurance incroyable sur la lointaine victoire finale en dépit de la gravité du risque. Ce fait historique constitue une des plus étonnantes utilisations du potentiel de toute l'histoire, mais en même temps le plus grand triomphe du principe de conservation des rapports existants, et la plus grande victoire historique de la réaction.

Les Etats de l'Axe, surtout l'Allemagne, concevaient leur succès comme le résultat d'un compromis imposé à l'ennemi sur la base des schémas de l'impérialisme fasciste mondial. C'est pourquoi ils ne tentèrent même pas d'écraser l'Angleterre comme ils auraient peut-être pu y parvenir si, au lieu de lancer des attaques centrifuges dans toute l'Europe, en Afrique et vers l'Orient russe, afin de s'assurer des gages pour leur chantage historique, ils avaient mis toutes les ressources en œuvre contre elle après Dunkerque. Comme le sentait bien

la bourgeoisie ultra-industrielle de l'Allemagne hitlérienne, l'écroulement de cette métropole séculaire aurait submergé le capitalisme mondial, ou du moins l'aurait plongé dans une crise effroyable, car il aurait mis en mouvement les forces de toutes les classes et de tous les peuples martyrisés par l'impérialisme et la guerre, et peut-être inversé l'orientation sociale et politique du colosse russe encore inactif.

Dans cette situation, la propagande de l'AXE mit une sourdine à ses thèmes anticapitalistes dissonnants pour se consacrer entièrement à la dénonciation du bolchevisme. Elle tentait d'éveiller la solidarité des bourgeoisies ennemies en brandissant la perspective des conséquences révolutionnaires d'une victoire russe. Elle finit par contribuer à la désorientation des forces révolutionnaires du prolétariat qu'elle induisait une nouvelle fois à attendre la révolution non pas de la guerre de classe, mais d'une issue donnée de la guerre des Etats, mais elle ne réussit pas à ébranler les dirigeants du capitalisme anglo-saxon. Justement confiants dans la puissance de leur propre économie et dans leur réel avantage social et politique mondial, ils ont adopté sans hésitation ni scrupule les méthodes totalitaires et centralisatrices de l'adversaire avec un rendement technique, politique et militaire supérieur au sien ; pendant six ans ils ont prophétisé et préparé la ruine militaire de leur ennemi, dont ils ont été à la fois les vainqueurs et les exécuteurs testamentaires.

Cette victoire créera les bases d'une continuation de l'ère impérialistofasciste ; cette superstructure du capitalisme prévaudra dans tous les grands pays du monde, appuyée sur une constellation de grands Etats, maîtres des classes travailleuses des métropoles, des colonies et de tous les Etats mineurs de race blanche. La nouvelle Russie entre évidemment dans cette constellation ; il semble qu'on n'y admette pas la France, mais en dépit des malédictions réthoriques dirigées contre lui, l'impérialisme allemand pourrait bien y occuper une meilleure position que les classes dominantes de pays plus petits non seulement ennemis, mais alliés, car il a donné de meilleurs résultats dans l'expérimentation en grand de la forme la plus moderne de contrôle de l'économie capitaliste et réalisé le type le plus parfait d'Etat monopoliste. Et dire que cette guerre barbare, féroce et maudite aurait été une croisade rédemptrice pour libérer l'humanité de la domination de cet impérialisme !

Face à cette nouvelle forme du monde capitaliste, le mouvement prolétarien ne pourra réagir que s'il comprend qu'il ne faut pas regretter la fin de l'époque de tolérance libérale, d'indépendance et de souveraineté des petites nations. L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et toutes les oppressions : l'action révolutionnaire, de classe, qui dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dressât la classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte ; l'action révolutionnaire qui regroupât les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se développant par-dessus les frontières, en temps de paix et en temps de guerre, dans des situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traîtres opportunistes.

SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES EN PAROLES,

REFORMISTES ET CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES DANS LES FAITS

Le 24 avril 1960 s'est tenue à la Bourse du Travail de Paris une Assemblée Générale du Comité de Liaison des Syndicalistes révolutionnaires.

Le but de cette assemblée était :

1. De rappeler les difficultés du mouvement syndical officiel, son impuissance à offrir une issue à la situation actuelle de la classe ouvrière, une solution aux nombreux problèmes qui l'assaillent.
2. De constater la liaison de plus en plus étroite entre le syndicalisme bureaucratique officiel et l'appareil d'État.
3. De tenter de donner au mouvement syndical une impulsion qui le ramènerait aux traditions de la lutte ouvrière.

Les revendications présentées étaient les suivantes :

- A. Pas de salaire réel inférieur à 50.000 frs par mois, calculé pour 40 heures de travail par semaine.
- B. Salaire minimum garanti.
- C. Suppression des zones de salaire.
- D. Augmentation uniforme afin de refermer l'éventail hiérarchique.
- E. A travail égal, salaire égal.
- F. Réduction des impôts payés par les salariés, en commençant par l'exonération complète des salaires de moins de 50.000 francs par mois. Augmentation massive de l'impôt sur le capital.

Constatant que les prodigieuses révolutions techniques n'aboutissent qu'à constituer des zones de chômage dans une économie de profit incohérente, ils dénoncent l'impuissance du capitalisme à maîtriser les forces de la technique et de la science qu'il ne sait utiliser qu'à des fins de destruction.

Estimant que le premier droit de l'être humain est le droit à la vie et au travail, donc au plein emploi, ils se prononcent :
— pour la réduction des heures de travail et le retour immédiat aux 40 heures sans perte de salaire ;

— contre l'intensification du rendement sous toutes ses formes ; pour la suppression du travail aux pièces, au boui, à la guelde, à la tâche, etc. ;

— pour l'intégration de toutes les primes de productivité dans les salaires.

Ils réclament en outre l'abaissement de l'âge de la retraite et la fixation du montant de celle-ci au minimum nécessaire pour vivre décemment.

Ils considèrent que le remplacement des conventions collectives par des projets de participation aux bénéfices, des accords d'entreprise ou par toute forme d'association capital-travail n'a d'autre résultat que d'intégrer ouvertement les syndicats dans l'État. Ils affirment vouloir lutter au contraire pour leur indépendance, non seulement à l'égard de l'État, mais de tous les partis politiques. Ils proposent le libre choix de leurs revendications et de leurs méthodes d'action par les salariés eux-mêmes et réclament la reconnaissance statutaire du droit de fraction syndical.

En conclusion, ils se flattent d'avoir fait une analyse et d'avoir formulé des revendications qui permettraient au mouvement syndical et à la classe ouvrière dans son ensemble de définir démocratiquement les perspectives d'un combat émancipateur qui ne peut être qu'une action directe généralisée contre le patron et l'État, seul moteur de progrès social.

**

Au premier abord, la critique des syndicalistes-révolutionnaires au syndicat de collaboration de classe, leur appel à un retour aux traditions de l'action directe, leur dénonciation des voies parlementaires et de toutes les formes d'association capital-travail pourraient faire croire à une position voisine de celle que nous-mêmes, marxistes révolutionnaires, nous défendons, et nettement située sur un terrain de classe.

Leur programme revendicatif et certains de ses attendus éveillent déjà des doutes graves à ce sujet, mais comme, à côté des revendications intéressantes réellement toutes les catégories ouvrières, il contient des positions typiquement réformistes, nous pensons utile de rappeler sur cet exemple concret tout ce qui sépare la position de classe authentique de celles de ces oppositions qui tiennent à présenter leur programme comme applicable dans la société capitaliste, sous réserve d'une lutte adéquate.

Pour cela, il nous faut rappeler les postulats traditionnels du « syndicalisme révolutionnaire » dont le comité de liaison se réclame. Cette doctrine apparue dans les dernières décades du siècle dernier et souvent désignée du nom de son fondateur Georges Sorel affirmait que le syndicat était l'instrument unique et suffisant de l'émancipation ouvrière, identifiait tout le mouvement prolétarien avec le mouvement syndical, rejetait toute lutte politique comme impropre à rejoindre les buts révolutionnaires, et considérait la forme parti comme d'essence purement bourgeoise, ce qui pouvait sembler confirmé par les partis socialistes légalitaires et réformistes de l'époque.

Il prévoyait que des masses croissantes de prolétaires s'organiseraient dans la lutte revendicative quotidienne et que le syndicat arriverait à détenir un jour un monopole de la force de travail capable d'imposer ses conditions au patronat, détenant, lui, le monopole des moyens de production, Il pensait pouvoir s'en servir pour abaisser progressivement les profits de la classe patronale jusqu'à les réduire à zéro, ruinant ainsi sa puissance économique, base de son pouvoir politique. A un degré suffisant d'organisation des travailleurs et d'affaiblissement économique du patronat, il aurait suffi d'une grève générale, dite « grève gestionnaire » pour faire passer sans coup férir tous les moyens de production des mains des capitalistes dans celles des syndicats ouvriers, « fondant » pour la première fois dans l'histoire une société nouvelle sans révolution politique.

Du marxisme, cette doctrine gardait une certaine notion de la nécessité d'un *bond* révolutionnaire et de l'usage de la violence pour sortir du capitalisme. C'est ce qui la distinguait du réformisme pacifique et parlementaire. Ce qui l'en rapprochait (et l'éloignait d'autant de l'exacte doctrine de classe) est qu'elle réduisait ce *bond* à la « grève gestionnaire » : ne prévoyant pas que la classe patronale aurait réagi *par des moyens d'Etat* et non pas en ordre dispersé,

elle ne comprenait pas que le prolétariat devait se préparer à détruire cet état et à le remplacer par son propre pouvoir politique, en d'autres termes que la lutte ouvrière était tout ensemble économique et *politique*, le prolétariat devait s'organiser en parti de classe distinct de tous les autres, ou bien succomber devant le patronat.

Si cette conception des voies historiques de la transformation sociale était incomplète et fautive, celle que les soréliens se faisaient de la transformation elle-même ne l'était pas moins. Elle s'arrêtait au tout premier terme de la revendication socialiste : enlever le monopole des moyens de production à la classe patronale. Pour les remettre à qui ? Le syndicalisme révolutionnaire répondait : aux syndicats ouvriers. Le marxisme avait répondu : à la société tout entière. Dans quel but ? Le syndicalisme révolutionnaire répondait : pour en finir avec le despotisme de la bureaucratie patronale et pour assurer les meilleurs salaires. Le marxisme avait répondu : pour supprimer l'économie concurrentielle et mercantile (source de tous les maux capitalistes), et donc le salariat. Les syndicalistes ne comprenaient pas que si le principe économique restait le même, si la concurrence entre les entreprises bourgeoises était seulement *remplacée* par la concurrence entre les entreprises à gestion syndicale, non seulement il serait impossible d'améliorer sensiblement le traitement matériel de la force de travail *restée marchandise*, non seulement le despotisme d'entreprise exercé par une hiérarchie « ouvrière » resurgirait sous la pression des nécessités économiques, mais aucun des maux généraux de la société capitaliste ne serait éliminé. En conclusion, la conception sorélienne n'était en rien plus révolutionnaire ni plus proche du marxisme que celle des réformistes : monopolisation des moyens de production par l'Etat progressivement et pacifiquement conquis par le parti ouvrier.

**

Soit qu'elle ait considéré, bien à tort, que cela dépassait son objet, soit que comme tous les courants et mouvements de cette époque de décadence, elle les ait elle-même perdus de vue, l'assemblée du comité de liaison syndicaliste-révolutionnaire n'a pas soufflé mot des buts finaux de son mouvement ; autrement dit, elle n'a même pas évoqué la question capitale : *la disposition de classe des moyens de production* que le soréliisme classique posait

mal, comme on vient de voir, mais qu'il avait au moins le mérite de ne pas ignorer. C'est pour nous une nouvelle preuve d'une loi historique : ceux qui ne savent pas se placer intégralement sur le terrain révolutionnaire, c'est-à-dire marxiste, sont contraints de reculer même par rapport à leurs positions initiales : à une époque où les partis réformistes ne proposent plus de réformes, il est normal que les syndicalistes-révolutionnaires ne prévoient plus aucune espèce de révolution.

La seule chose dont il ait été question de « disposer » lors de cette assemblée du comité de liaison a été (nous avons volontairement remis à plus loin ce détail de notre rappel initial de ses « travaux »)... les établissements d'enseignement. Stupeur ! Les écoles seraient donc la base essentielle de la domination bourgeoise ? Ce pouvoir politique que les vieux soréliens ne voulaient pas combattre et abattre par une lutte de parti, mais miner progressivement en grignotant la *puissance économique* sur laquelle il reposait, on pourrait le miner tout aussi bien en... remettant la gestion des écoles aux « usagers » ? Les syndicalistes-révolutionnaires se préoccupent bien de cohérence avec leur *propre* doctrine ! La question scolaire agite un peu les gens, il y a peut-être là des « influences » à glaner : il n'en faut pas plus pour qu'ils tombent dans la politique, et comme par hasard, dans la politique « démocratique » non seulement la plus éloignée des intérêts prolétariens, mais aussi la plus bête !

Puisque le programme syndicaliste-révolutionnaire de 1960 ne fait même plus mention d'un quelconque « dépassement » du capitalisme, les revendications immédiates qu'il pose ne peuvent plus être considérées comme un tremplin, une plate-forme de regroupement des ouvriers en vue de conquêtes supérieures, ce qu'elles étaient pourtant dans le sorélisme classique. Elles apparaissent comme un but à rejoindre en raison de l'intérêt qu'il présenterait en lui-même pour les travailleurs, et qui est naturellement très limité, car le capitalisme lui-même n'est pas mis en cause. On voit bien le syndicalisme de cette position, mais où est son caractère « révolutionnaire » ? Les réformistes de tout poil n'ont jamais agi autrement !

*

Si le futurisme fumeux du sorélisme a donc disparu du programme de ses disciples amoindris de 1960, en revanche, c'est

bien son aveugle phobie du « politique » qui empreint toute leur analyse de la situation syndicale d'aujourd'hui, et, bien pis, leur conception des voies du renouveau.

Passé encore qu'ils ignorent que le parti communiste fait lui aussi partie du mouvement ouvrier puisqu'il s'agit d'un parti initialement révolutionnaire dont la dégénérescence ne peut être imputée à quelques « chefs », mais a affecté au contraire toutes les masses qu'il influence. Passé encore qu'il continue d'identifier mouvement ouvrier et mouvement syndical, faute d'avoir eu sous les yeux, depuis des décades, une autre forme de lutte politique que le lâche équilibrisme parlementaire des Thorez et compagnie. Il faut cependant noter qu'ils ont à cela moins d'excuses que leurs prédécesseurs du siècle dernier, la révolution russe et la III^e Internationale des premières années ayant donné un exemple ineffable de politique révolutionnaire.

Ce qui ne « passe » pas, c'est l'« analyse » qui attribue l'apathie, l'impuissance actuelles de la classe ouvrière à des tares circonscrites au syndicat — et dont on pourrait se demander d'où elles tombent ? — telles que la division syndicale, la bureaucratisation syndicale, le manque de démocratie syndicale, le sabotage des grèves et leur manque de soutien matériel par le syndicat — ou bien encore à la nouvelle organisation des entreprises, avec la création d'une infinité de catégories de salariés à des fins de division, l'implantation d'études de postes, etc., etc.

L'étroitesse incroyable de cette conception parle avec éloquence contre les principes qui l'ont inspirée en montrant à quel point ils peuvent fermer les intelligences aux réalités *historiques et sociales* les plus criantes.

Avant de faire partie du syndicat, la classe ouvrière fait tout bonnement partie de l'humanité organisée dans un régime social et politique qui depuis cinquante ans n'a pas ménagé à celle-ci les convulsions, les tourments, les émotions les plus violentes de toute l'histoire. Ne pas voir que le mouvement ouvrier de 1960 est le produit de ce demi-siècle au cours catastrophique et non point des méfaits de la bureaucratie syndicale ; refuser de comprendre que c'est *toute* l'histoire de la lutte de classe des décades précédentes qui explique les tares du syndicat actuel, et *non pas l'inverse*, cela s'appelle peut-être de l'« apolitisme », mais c'est tout simplement

de la bêtise.

L'« apolitisme » ne veut considérer les ouvriers que comme producteurs et comme syndiqués. Si cela signifiait seulement que comme électeurs, ils ne peuvent que se faire rouler par la bourgeoisie, ce serait fort bien. Mais c'est oublier que les manifestations politiques suprêmes ne sont nullement... les élections, mais *les guerres et les révolutions*. Le plus bel « apolitisme » du monde s'écroule devant ce simple fait que ce sont principalement les ouvriers qui fournissent les effectifs des armées impérialistes et que ce sont eux qui font les révolutions ! Les cinquante dernières années d'histoire se résument vite : une guerre impérialiste mondiale — une révolution ouvrière dans le pays le plus arriéré d'Europe — une tendance des ouvriers des autres pays à étendre cette révolution qui s'exprime dans la constitution d'une III^e Internationale — l'échec de cette tentative — une seconde guerre impérialiste mondiale. Qu'est-ce que ces événements formidables pouvaient bien laisser debout du tranquille schéma sorélien du XIX^e siècle, renforcement croissant de la puissance ouvrière par et dans le syndicat — affaiblissement croissant de la puissance économique et politique de la bourgeoisie sous la pression de l'activité syndicale ? Quand en 1914, les plus purs syndicalistes dirigeant les associations économiques des travailleurs non seulement décidèrent la trêve de classe, mais se transformèrent en parti de la guerre impérialiste au nom de la défense nationale, où était le « renforcement de la classe ouvrière » ? Précisément au moment où il n'était plus question de quelques francs de salaire, mais de la vie ou de la mort ? Quand dans l'Italie du premier après-guerre les directions syndicales enivrées par certains succès des mouvements revendicatifs lançaient le mot d'ordre : « *de la défense à la conquête* », et que la bourgeoisie rétorquait en dissolvant les syndicats, où était-il l'« affaiblissement croissant de la puissance économique et politique de la bourgeoisie » ? Les soréliens classiques n'avaient pas prévu trois choses : que la direction que le prolétariat s'était péniblement donnée au cours de décades de luttes économiques se transformerait *en parti de la démocratie bourgeoise* et la laisserait décapitée ; que la classe patronale réagirait à la pression économique des syndicats de façon unitaire et par les moyens de l'Etat ; qu'à la période libérale d'équilibre relatif entre les classes et les Etats succéderait l'impérialisme, avec

ses guerres et ses crises, bref, ces situations extrêmes où une simple résistance de la classe dominée devient illusoire, où il ne lui reste plus qu'à attaquer à fond pour détruire le régime, ou bien à succomber.

Il est excusable de ne pas prévoir : il est impardonnable d'oublier !

Si nous insistons sur cette faillite du schéma syndicaliste-révolutionnaire et sur le fait qu'il correspond à *une autre époque historique* que la nôtre (sa fausseté mise à part), ce n'est pas pour démontrer la nécessité de l'organisation en parti, de la révolution politique et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Autrement dit ce n'est pas pour démontrer le défaitisme de classe des positions du comité de liaison qui ne prévoit qu'une lutte syndicale, et qui n'a même plus le courage de formuler des buts finaux qui, aussi illusoires soient-ils (grève générale expropriatrice — société des syndicats-patrons), définiraient au moins une perspective *historique* en cette époque où personne ne prévoit plus rien, ne croit plus à rien. En effet, la nécessité de la lutte politique pour la prise révolutionnaire du pouvoir avait été démontrée complètement dès les débuts du mouvement marxiste, et l'histoire convulsée de l'époque impérialiste ne pouvait plus que confirmer.

Ce que nous voulons démontrer est qu'à l'époque impérialiste et totalitaire, la position des syndicalistes qui continuent abusivement à se qualifier de « révolutionnaires » est non seulement défaitiste, mais qu'elle est devenue totalement irréaliste.

Les liens innombrables qui au cours de décades et de décades se sont tissés entre les syndicats d'une part, les partis ouvriers dégénérés et l'état bourgeois de l'autre ne peuvent plus être dénoués, car ils représentent une condition *sine qua non* de la survivance de l'organisation syndicale dans la société bourgeoise contemporaine. Cela ne veut pas dire que la bureaucratie syndicale traître ne sera jamais défenestrée, mais qu'elle ne disparaîtra qu'avec l'état bourgeois lui-même !

C'est ce que le général de Gaulle a exprimé avec une netteté qui témoigne, dans le camp opposé, d'une conscience de classe combien supérieure à celle des syndicalistes « révolutionnaires » dans le camp ouvrier lorsqu'en réponse à l'inquiétude manifestée par les démocrates impénitents sur le sort que la V^e République réserverait aux syndicats il a proclamé qu'il « n'était pas question de toucher aux organisations d'une classe ouvrière qui avait donné de telles

preuves de loyalisme et de patriotisme pendant la guerre ».

Les syndicats sont donc des morts en sursis : ils n'ont droit à l'existence qu'autant qu'ils ne font pas une *politique révolutionnaire*. Les syndicalistes « révolutionnaires » seraient parfaitement fondés à protester que le syndicat qu'ils prévoient aurait au contraire le plus grand avenir devant lui, car il n'entre nullement dans leurs intentions de lui faire pratiquer... une politique révolutionnaire ! Mais, qu'ils le veuillent ou non, le syndicat de *lutte directe*, sans ménagements « exceptionnels » ni quartier d'aucune sorte, ne serait nullement « apolitique » pour la bourgeoisie ! Ce serait une menace révolutionnaire à écarter à tout prix. Définir les voies du renouveau du mouvement ouvrier en disant « retour au syndicat apolitique », ne signifie donc pas seulement prétendre abolir par la seule force du désir et de l'idée les partis que la classe ouvrière s'est elle-même donnés, et qu'elle suit, bon gré mal gré, dans toutes leurs volte-faces les plus ignobles. C'est tout simplement demander que la classe capitaliste veuille bien revenir à sa tolérance libérale... d'il y a un siècle !

.*

Prenons, parmi les revendications présentées par le comité de liaison et rappelées plus haut, celles qui intéressent réellement les salariés, toutes les catégories de salariés : réduction de la semaine de travail à quarante heures — pas de salaires au dessous de 50.000 francs, réduction de la vie de travail avec salaire au delà de la période productive, suppression de toute forme de salaire au rendement.

Nous affirmons, à la suite de tous les marxistes, qu'un mouvement généralisé du prolétariat sur un tel programme serait un authentique *mouvement politique* et que ce serait folie de s'imaginer que la bourgeoisie ne riposterait pas par des moyens d'état — l'offensive policière autant que le mensonge parlementaire. Ne pas prévoir, ne pas dire aux ouvriers auxquels on soumet un tel programme que sa réalisation entamerait si sérieusement les privilèges économiques de la bourgeoisie française qu'une lutte sérieuse pour ces objectifs créerait rapidement une situation de force entre le prolétariat et l'État, et donc un *problème de pouvoir*, c'est faire preuve d'un optimisme réformiste que n'osent plus avoir partis et candidats électoraux dont la caractéristique essentielle, à l'époque moderne,

est de bien se garder de faire la moindre promesse de réforme précise ! La preuve est donc faite : dans la dégradation actuelle de toutes les écoles, de tous les courants et face au déplacement des partis réformistes vers la conservation pure et simple, qui donc se porte candidat à la place laissée vide par eux ? Précisément les syndicalistes « révolutionnaires ». Le fait que ce soit sous forme de *propositions* à adopter par les syndiqués plutôt que de *promesses* électorales ne change pas grand-chose. Ce qui ressort du programme revendicatif des syndicalistes révolutionnaires, c'est que dans la France capitaliste de demain, sous condition naturellement d'une lutte adéquate, les ouvriers pourraient fort bien ne pas descendre au dessous de 50.000 francs de salaire, travailler seulement quarante heures, ne plus être astreints à augmenter le rendement par une série de mesures oppressives et ignobles et prendre tranquillement leur retraite à 50 ou 55 ans sans la terrible angoisse des misères de la vieillesse prolétarienne. Pareil tableau paraît d'autant plus riant et donc trompeur que la seule ombre que les syndicalistes « révolutionnaires » y portent est de rappeler que « le capitalisme ne sait pas maîtriser les forces de la science et de la technique puisqu'il les utilise surtout à des fins de destruction ou bien, quand il les applique à la production, crée des « zones » de chômage ». Mais dire à un régime qui, en un demi-siècle, a massacré des dizaines de millions d'hommes et contraint à végéter dans « l'armée industrielle de réserve » des millions d'autres : « tu n'es qu'un apprenti-sorcier ! » ne peut tout de même pas passer pour une critique féroce ! D'autant moins qu'on reste dans l'ignorance des conséquences pratiques qu'en tirent les syndicalistes-révolutionnaires : la revendication du désarmement, à la façon du « parlementaire » Khrouchtchev ? Ou le refus de classe du prolétariat à donner son sang et son travail pour la guerre impérialiste... et coloniale, à la façon du politique révolutionnaire Lénine ? Il n'est pas davantage dit que la seule façon de supprimer le chômage, c'est d'arracher révolutionnairement les moyens de production à la bourgeoisie, ce qui suppose qu'on lui ait arraché le pouvoir !

.*

Le programme de revendications immédiates de ces syndicalistes en rien révolutionnaires est si peu une plate-forme d'agitation pour regrouper les forces ouvrières

en vue d'actions plus avancées (« pour dépasser le capitalisme », selon la conception sorélienne classique, et à plus forte raison pour le détruire révolutionnairement, selon la conception marxiste) que toutes ces revendications sont conçues pour *préserver le plein emploi*. Tout à l'heure le réformisme consistait, non pas, à poser des revendications économiques, mais à cacher qu'elles étaient quantitativement tellement importantes que les poser équivalait à affronter toutes les puissances coalisées du Capital. La portée contre-révolutionnaire d'un tel silence est, disons-le tout de suite, limitée par le fait que les ouvriers n'étant pas, eux, aussi aveuglés sur les réalités de l'époque impérialiste que les doctrinaires de l'apolitisme, ils sentent avec un instinct de classe infailible que jamais ils n'atteindraient ces objectifs sans une bataille d'enfer contre le régime tout entier. C'est précisément parce qu'ils ne s'en sentent ni la force, ni les moyens qu'ils subissent en silence bureaucratie syndicale et partis parlementaires. Mais quand on se pose pour but de *préserver le plein emploi*, c'est-à-dire quand on se propose de limiter par une réforme, une répartition différente du travail entre les ouvriers, le chômage éventuel ou à venir, *au lieu de tirer de cette perspective une preuve supplémentaire de la nécessité pour le prolétariat de parvenir au pouvoir politique afin de réorganiser à l'échelle de continents entiers la production*, alors on prouve directement sa peur de la révolution, sa volonté de ne pas la laisser passer. De même quand on fait croire aux ouvriers — tout « apolitique » qu'on se prétende — que l'Etat bourgeois pourrait « garantir » quoi que ce soit, et qu'on les pousse directement donc dans la voie des tractations parlementaires qu'on réproouve en paroles ! Mais ceci a déjà été développé une autre fois.

••

Il n'entre pas dans notre conception matérialiste de prétendre que l'évolution mentale qui fera des ouvriers attachés à la méthode du compromis ou complètement passifs d'aujourd'hui des prolétaires révolutionnaires peut être accélérée en se bornant à une propagande écrite et orale des buts communistes. Nous savons que la prise de conscience de ces buts par les ouvriers sera le fruit d'une série de heurts entre leur classe et l'Etat bourgeois sur des intérêts matériels et économiques. Nous n'opposons pas la révolution politique aux concessions économiques qu'on peut arracher

par la lutte, sous le prétexte que seule la conquête du socialisme mériterait les sacrifices du prolétariat : en effet, l'instrument essentiel de cette conquête est le parti révolutionnaire, qui ne se développera précisément que si les véritables communistes sont présents dans les luttes partielles.

Notre position, que nous voulons maintenant résumer, est la suivante :

1. — Ce qui manque au prolétariat pour entrer en lutte n'est nullement un petit programme de revendications immédiates. C'est la confiance en lui-même, dans sa force de classe que cinquante ans de luttes de classe inconcluantes et de défaites ouvertes, et le renforcement consécutif des défenses de la bourgeoisie, en particulier depuis la seconde guerre mondiale ont ébranlée pour longtemps. C'est la foi dans son avenir révolutionnaire dont le retour est quotidiennement entravé par le parti communiste.

2. — La lutte révolutionnaire étant imposée par l'ennemi de classe et non pas proposée par qui que ce soit, elle ne consiste pas à réaliser un plan préétabli, mais à briser des obstacles.

3. — Le principal obstacle à l'émancipation prolétarienne est l'Etat bourgeois, et la lutte révolutionnaire est donc une lutte politique.

4. — Dans cette lutte, l'accaparement des syndicats par des partis de collaboration de classe représente un très grave obstacle. Travailler à le briser, c'est combattre l'influence politique néfaste de ces partis aussi bien sur le plan politique général que pratique et immédiat. Ce n'est pas l'ignorer ni se lancer dans la tentative condamnée à l'avance de réaliser un idéal préétabli d'organisation syndicale qui au reste ne correspond à des formes existant à l'époque pré-impérialiste résolue pour toujours.

5. — Le retour du syndicat à l'apolitisme n'est pas un aboutissement prévisible ni souhaitable de cette lutte ; cet aboutissement est soit l'abandon massif des syndicats par les ouvriers au profit d'organisations de masse plus souples et plus offensives, soit son passage sous le contrôle du Parti révolutionnaire.

6. — Dans cette seconde hypothèse, l'opposition entre l'Etat bourgeois et le syndicat revenu à des traditions d'action directe et généralisée contre le patronat et l'Etat ne peut pas s'étendre sur toute une nouvelle période historique signifiant un retour à l'équilibre relatif des classes qui caractérisa la phase pré-impérialiste. Cette opposition et ce conflit conduiront

rapidement à une épreuve de force dont le prolétariat ne sortira victorieux qu'à condition de prendre l'offensive sans retard pour détruire le pouvoir capitaliste et instaurer le sien.

7. — Cette perspective a un caractère scientifique confirmé par toute l'histoire de la lutte des classes des cinquante dernières années ; à ce titre, elle ne peut faire l'objet de « consultations démocratiques » des travailleurs syndiqués, mais doit être inlassablement proposée, illustrée, défendue par la minorité révolutionnaire contre toutes les perspectives pacifiques et démocratiques.

8. — La seule chose qui relève de la

« volonté des travailleurs eux-mêmes » consiste dans les revendications immédiates qu'ils sont décidés à poser. Dans le rapport actuel des forces de classe, celles-ci peuvent tout au plus traduire une tentative de résister à l'offensive patronale en cours, et non pas une attaque à ses privilèges.

9. — L'attitude révolutionnaire ne consiste pas à faire une surenchère de revendications immédiates qui au lieu de mettre les ouvriers en mouvement se heurterait inmanquablement à leur scepticisme, mais à apporter dans les luttes réelles cette force constructive irremplaçable qu'est la critique révolutionnaire et marxiste de toutes les illusions et de tous les mensonges.

RUSSES

et

CHINOIS

La coexistence pacifique que la *Pravda* du 13 août dernier définissait comme une « forme mondiale de la lutte des classes » fait l'objet de dissensions entre les Russes et les Chinois. L'isolement de la Russie du marché mondial, et donc des grandes luttes pour le partage des marchés a cessé avec l'entrée de l'U.R.S.S. dans la seconde guerre mondiale. Jusque là, elle avait tendu toutes ses énergies pour construire le capitalisme,

anéantir les dernières résistances prolétariennes et sceller la fameuse alliance avec les classes paysannes et petites-bourgeoises en général.

La Chine d'aujourd'hui se trouve exactement au même stade que la Russie de 1928 : l'édification d'une société capitaliste.

C'est un pays immense, peuplé, semble-t-il, de plus d'un demi-milliard d'hommes

principalement occupés à l'agriculture. On y trouve, mais plus marquées et étendues, les formes d'économie paysanne patriarcale, de petite production mercantile, de capitalisme privé et d'Etat que Lénine recensait dans la Russie de 1921.

Une immense transformation sociale travaille la Chine. L'industrialisation forcée, à la russe, s'accompagne d'une tension formidable de toutes les forces humaines. La lutte de classe, sous forme d'une résistance des classes paysannes à l'Etat central, pousse ces mêmes classes à mieux s'individualiser et se définir. Un immense prolétariat moderne est en train de se constituer. Demain, son importance pour la révolution communiste mondiale sera décisive. Il n'est pas exclu que celle-ci surgisse précisément de cette marche en avant de la société chinoise.

Son développement démocratique-bourgeois a en effet fermé plus ou moins complètement l'inépuisable marché chinois aux grands capitalismes qui exercent leur pression pour obtenir sa réouverture. Les Chinois étant contraints de résister, ce développement les met en conflit avec l'ennemi de toute révolution, l'impérialisme, et en particulier avec celui des U.S.A.

Pour les Russes, coexister signifie participer au partage du gigantesque butin que représente la plus-value extraite au prolétariat mondial en constituant une immense société par actions avec les pays de production capitaliste déjà ancienne. Pour les Chinois, coexister signifie subir le diktat des pays-sociétaires les plus forts et de capitalisme moins récent, ennemis jurés de toute révolution.

Cette attitude des Russes à l'égard des Chinois est curieuse. Les Russes qui sont l'Etat-membre le plus fort du pacte de Varsovie ne conçoivent la politique de cette alliance momentanée qu'en fonction de leurs intérêts. Leurs capitaux ont envahi les pays balkaniques. Les fameuses sociétés mixtes, en Roumanie, Hongrie et Bulgarie surtout, sont les instruments les plus efficaces pour l'exploitation de la force de travail et des ressources naturelles locales. Avec des intérêts aussi vastes et aussi ramifiés dans l'économie de ces pays, la Russie ne peut avoir qu'une seule position : le statu-quo, la stabilité des rapports sociaux. L'alliance entre pays capitalistes de l'Est n'est pas plus stable, fixe ni durable qu'une alliance quel-

conque entre pays capitalistes d'Occident. Sous la pression de l'histoire, même les pactes d'acier se défont quand ils sont fondés sur des intérêts capitalistes.

L'attitude actuelle des Chinois à l'égard de l'impérialisme, et en particulier de l'impérialisme américain, est commune à tous les Etats entrant dans le climat de l'indépendance nationale : c'était celle de la Russie à l'époque des plans quinquennaux.

Les Chinois ont raison contre les Russes quand ils disent que l'impérialisme est une force agressive dirigée en permanence contre les Etats jeunes et les nations faibles. Le stade impérialiste du capitalisme est celui de la concentration maxima du capital, concentration qui s'opère aux dépens de la petite-bourgeoisie à l'intérieur et aux dépens des nations les moins développées industriellement à l'échelle internationale. Les Russes appliquent aux Chinois les critiques adressées en 1920 par Lénine au « gauchisme » qu'il qualifiait de « maladie infantile du communisme ». Les Chinois ne peuvent pas ne pas être « infantiles », comme l'étaient d'ailleurs, « gauchisme » mis à part, les Russes d'il y a trente ans. Mais les Chinois ne sont pas en règle avec le marxisme parce que leur anti-impérialisme n'est pas anti-capitaliste.

Leurs projectiles ne vont pas au-delà de Quemoy et de Formose. Leur haine est petite-bourgeoise. Demain, quand ils auront atteint un certain degré de développement industriel, ils seront à leur tour contre l'« infantilisme ».

La base sociale de la coexistence pacifique est en effet une alliance permanente (et non point, pour user d'un terme à la mode, « instrumentale »), un bloc de classes sociales antagoniques patronné par l'Etat bourgeois. La campagne de propagande qui a exhumé contre les Chinois le vieux texte de Lénine sur la maladie infantile (le plus exploité et le plus falsifié de tous par la canaille opportuniste depuis quarante ans !) vise non seulement leur résistance à la coexistence pacifique, mais aussi des buts intérieurs : il s'agit de renforcer les rapports sociaux qui existent actuellement en Russie à l'avantage des classes bourgeoises, de dissimuler les effets anti-prolétariens des « réformes » krouchtcheviennes et d'éloigner du prolétariat toute tentation de rébellion.

Un socialiste moderne :

PIERRE MENDÈS-FRANCE

M. Mendès-France figure de proue du progressisme français, s'est récemment converti à l'idéal socialiste. Comme on le sait, qui-conque veut instaurer le socialisme sans faire le moindre mal au capitalisme, c'est-à-dire au régime de la propriété, doit, avant « d'enrichir » ou « renouveler » la « pensée socialiste », « réfuter » ou « dépasser » Marx. Pour M. Mendès-France soixante lignes suffisent : c'est une exécution sommaire (1).

P. M.-F. vainc sans péril : pour prouver que le marxisme, « valable au siècle dernier », ne l'est plus aujourd'hui, P. M.-F. s'en prend à ses défenseurs officiels, à ceux qu'on pourrait appeler les marxistes légaux, et qu'il avait déjà rencontré il y a cinq ans dans une polémique retentissante sur « le thème de la paupérisation de la classe ouvrière ». A cette époque-là, M. Thorez soutenait une thèse stalinienne : si les ouvriers portent aujourd'hui des bérets, c'est parce que les casquettes sont trop chères ; à quoi M. Servin ajoutait : « S'ils achètent des vélomoteurs pour se rendre au travail, c'est que les transports en commun sont ruineux. » Il s'agit d'ailleurs là d'une vaine querelle : depuis, nos stali-niens sont devenus khrouchtchéviens et M. K., chacun le sait, nie si peu le fait que le capitalisme puisse élever le « niveau de vie général » qu'il donne pour but à l'économie « socialiste » de l'U.R.S.S. de rattraper d'abord, de dépasser ensuite le « standing » des États-Unis. C'est donc seu-

lement de faire « mieux » qu'il est ques-tion.

Aussi, P. M.-F. triomphe-t-il sans gloire : en Angleterre (où, dit-il, la politique des conservateurs dans l'ordre de la gestion économique et dans l'ordre colonial n'est pas réactionnaire), les travaillistes ont dû constater « que la standardisation de l'éco-nomie, le cinéma, la télévision, les vacan-ces, les automobiles à bon marché, l'équi-pement ménager, les possibilités accrues de satisfaire les désirs correspondants, du fait de la production et de la consom-mation de masse, tendaient à atténuer les distinctions de classe, ou, en tous cas, à réduire les catégories très déshéritées à une minorité de moins en moins nom-breuse ». La paupérisation prévue par Marx n'a pas eu lieu, dit en substance P. M.-F., parce que « les conditions d'existence de la classe ouvrière de 1960 sont très sensi-blement supérieures à celles qui préva-laient il y a trente, soixante ou cent ans. »

Plusieurs hypothèses possibles : ou P. M.-F., de formation radicale, n'a pas lu Marx, ou bien, il n'y a rien compris, ou bien encore il l'a oublié, ou tout simple-ment il ment !

Pour Marx — il est malheureusement nécessaire de le rappeler, après plus de trente ans de falsifications effrontées des notions les plus élémentaires — par les « enrichisseurs » stali-niens — d'une théo-rie si achevée et si claire, — la paupé-ri-sation, c'est le passage de la « condition d'existence » de *propriétaire* des moyens de production (paysan, commerçant, artisan, industriel) à la « condition d'existence » de *salarié* c'est-à-dire d'individu privé de l'ac-cès aux moyens de production (terre, ma-

(1) *L'Express*, avril 1960. Un Socialisme moderne.

tières premières, machines) et obligé de vendre sa force de travail à l'entrepreneur capitaliste, maître de ces moyens, au prix du marché. Que cette paupérisation s'accompagne d'une dégradation plus ou moins rapide et profonde du niveau de vie c'était vrai au siècle dernier et ce l'est encore aujourd'hui pour des dizaines de milliers d'exploitants « familiaux » par exemple que le gouvernement (ou plutôt sa Majesté le Capital) veut ruiner (ce dont P. M.-F. ne souffle mot) et qui traitent jusqu'à la limite du possible une existence misérable, bien plus pénible que celle des ouvriers les plus malheureux, avant de céder à l'appel impérial de l'usine, comme manœuvre-balai. Pourtant, encore une fois, cette chute du niveau de vie n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est que le salarié, aussi « bien payé » soit-il, est sans contrôle sur les moyens de production : « pauper », pauvre absolument, c'est-à-dire sans réserve et guetté par l'insécurité. Survienne la crise périodique de surproduction, et le voilà jeté sur le pavé, inutile, pour des semaines et des mois, parfois des années, épuisant rapidement ses quelques économies, s'il ne s'est pas endetté dans des achats à crédit.

Lorsque la prospérité reprend, ce n'est pour lui qu'un répit : à brève échéance, il est catapulté (sans posséder même son uniforme) dans une guerre dont la seule cause est l'aggravation de la concurrence due à cette crise, dans une orgie de meurtre et de destruction qui n'est que la solution *bourgeoise* de la crise.

Il est plus facile de réfuter le marxisme en soixante lignes que de rayer de l'histoire récente l'histoire de votre génération, P. M.-F., comme vous le dites très bien) la crise mondiale de 1929 qui réduisit trente millions de chômeurs à la faim et au désespoir pendant plus de trois longues années. Et comment expliquer cette crise ? Par le marxisme ? ou par la recrudescence des protubérances solaires ?

Il est plus facile de dépasser le marxisme que d'expliquer les trente millions de morts de la dernière guerre. Cette guerre fut-elle, comme nous le pensons, la suite nécessaire de la crise de 1929-32 ? ou la conséquence d'une conjonction néfaste des astres sur le berceau de l'abominable Adolf Hitler ?

En vérité, si, au cours de la crise fantastique vers laquelle nous poussent à toute vapeur l'émulation pacifique, la superproductivité actuelle, l'automatisme, l'élargissement illimité de la production, aspects multiples de la divine et monstrueuse Accu-

mulation du Capital — si, au cours de cette crise qui vient, les prolétaires, les salariés, ne se dressent pas contre un mode de production dépassé, condamné par la théorie toujours *actuelle* et valable de Marx, on verra, une fois de plus, l'ouvrier quitter sa Dauphine pour un char Renault du dernier modèle et son frigidaire pour le quart et la gamelle ; quant aux variétés de la télé, il devra y renoncer : il n'y aura pas de théâtre aux armées.

À dire vrai, ce que Marx nomme paupérisation et qui aboutit à l'accumulation de la richesse (du Capital) à un pôle et de la misère (masses salariées) à l'autre, P. M.-F. l'appelle, lui : « *évolution de la structure de la population dans un pays industrialisé* ». Et il affirme : « Le schéma décrit il y a cent ans reposait sur l'idée que la Société moderne se partagerait de plus en plus nettement en une minorité extrêmement étroite de capitalistes, propriétaires de tous les moyens de production, d'une part, et une masse de plus en plus nombreuse de prolétaires de plus en plus exploités d'autre part.

« Ce déséquilibre créerait une situation tellement explosive qu'à un moment donné (2) la masse, d'un seul coup, ferait sauter la minorité exploitante, s'emparerait des moyens de production et réaliserait ainsi la société sans classe.

« Or, ce n'est pas ce que nous voyons se produire sous nos yeux. »

Tout en reconnaissant que 65 % de la population active en France est composée de salariés, P. M.-F. insiste sur le fait qu'un nombre grandissant d'entre eux, n'appartiennent pas à la classe ouvrière : militaires (*sic*), fonctionnaires (ah ! si on pouvait fonctionnariser tous les salariés), employés, cadres moyens et supérieurs, ingénieurs, managers...

Bref, pour P. M.-F., seule la moitié des salariés (53 %, le tiers de la population active) est vraiment dangereuse. Et il en conclut, rassuré : « Nous ne voyons pas se cristalliser face à face deux classes (et seulement deux classes) antagoniques, dont l'une, de plus en plus prolétaire, exploitée et assujettie, serait de plus en plus nombreuse et dont l'autre, capitaliste et propriétaire, serait de plus en plus minoritaire. Un troisième élément se développe en nombre et en influence et il en découle

(2) Au cours d'une crise générale de surproduction que P. M.-F. prétend conjurer (N.D.R.).

des conséquences quant à notre interprétation des faits et quant à notre action présente et future ». Savoir : la nécessité d'un « renouvellement de la pensée socialiste ».

Avant d'enterrer la révolution nous constaterons tout d'abord que P.M.F. ne nous donne pas la composition sociale du reste de la population active (35 %). Précisons donc que la plus grande partie se compose de ce que nous appelons nous, marxistes, les classes moyennes, c'est-à-dire les moyens et surtout petits propriétaires de moyens de production (exploitants familiaux, paysans, artisans, boutiquiers, petits industriels) catégories en voie de paupérisation accélérée (plan de suppression de 800.000 exploitations paysannes familiales, expérience Lelerc, réforme des circuits de distribution, concentration industrielle classique) et que les capitalistes n'y sont en effet numériquement qu'une « minorité extrêmement étroite » qu'une concentration affolée restreint chaque jour (3).

Ces classes moyennes dont P.M.F. ne parle pas et qu'il sait condamnées étaient le soutien classique du pouvoir bourgeois et de son parti radical : en adhérant au socialisme il les abandonne courageusement à leur triste sort, son avenir électoral dépendant toujours plus du « troisième élément » (les couches non ouvrières du prolétariat) qui « se développe en nombre et en influence » et dont le comportement politique à l'intérieur du système bourgeois est très différent.

Mais nous remarquerons surtout que la conception mendésiste n'est pas seulement statique, limitée dans le temps (les 65 % des salariés suffiraient d'ailleurs à prouver la validité de la théorie marxiste) elle est ridiculement limitée dans l'espace. Comment, en effet, examiner la « structure de la population dans un pays industrialisé » sans examiner celle des pays qui fournissent les matières premières indispensables à son industrie ? Qui peut ignorer après la classique démonstration de Lénine restaurateur (et non « enrichisseur ») du marxisme contre les « renewelleurs » sociaux-démocrates, qu'à partir de 1880-90, le capitalisme, entré dans son stade suprême, l'impérialisme, réinvestit de préférence, pour des profits supérieurs, la plus-value extorquée aux prolétaires métropolitains,

(3) - Dans le même numéro de *l'Express* on nous informe qu'il vient de se créer par fusion de 3 sociétés un trust de crèmes glacées.

dans les colonies, semi-colonies et pays dépendants, s'empare de la totalité des richesses du sous-sol et de la quasi totalité des meilleures terres transformant des populations entières en esclaves salariés, sinon en sous-prolétaires déguenillés comme l'exemple algérien le montre tristement. Le retard, tout relatif, du processus de paupérisation dans les pays développés s'explique par sa projection au monde entier, par son universalisation. En France ce retard fut plus marqué à cause du caractère particulièrement parasitaire, usuraire, du capital financier qui négligea le développement industriel interne pour de très fructueux placements extérieurs, et de politique traditionnelle de l'Etat bourgeois soucieux de protéger ces classes moyennes et en particulier ce paysan petit propriétaire, conservateur idéal et ennemi implacable des farouches prolétaires de 1848 et de la Commune.

Mais que survienne la décolonisation et voici le Capital, perdant peu à peu ses chasses gardées, obligé de devenir compétitif et émulateur, accélérant à nouveau l'industrialisation pour retrouver les rythmes de croissance » du siècle dernier, ruinant de grands secteurs des classes moyennes, paupérisant le parti radical et obligeant P.M.F. à adhérer au socialisme.

••

Ainsi le XX^e siècle, siècle de l'expansion du capitalisme au monde entier, n'infirmait-il nullement le « schéma décrit il y a cent ans ». Les deux guerres mondiales (à moins qu'on ne s'en tienne aux causes définies par les historiens bourgeois : lutte du droit contre la force pour la 1^{re}, de la démocratie contre le fascisme pour la 2^e) et les guerres de libération nationale des peuples coloniaux confirment au contraire éloquemment l'analyse marxiste concluant à l'impossibilité d'un développement harmonieux, paisible, du capitalisme, et au caractère nécessairement catastrophique de ce développement. C'est, comme le disait Lénine « l'époque des guerres et des révolutions », « la veille de la révolution prolétarienne mondiale ». Pourtant — répondra P.M.F. au nom de tous ceux qu'on est bien obligé d'appeler des révisionnistes puisqu'ils se réclament un peu du marxisme (notre socialiste moderne lui tire un coup de chapeau en lui reconnaissant le « mérite authentique d'avoir su discerner les directions dans lesquelles l'évolution économique s'opérerait pendant un certain nombre de dizaines d'années ») — pourtant, la révolution mondiale prévue n'a pas

eu lieu et la révolution d'Octobre ne s'est pas étendue aux pays avancés d'Europe occidentale et à l'Amérique. Au contraire, peut-il ajouter, on y constate parfois « contrairement aux prédictions du siècle dernier, un certain embourgeoisement d'une partie de la classe ouvrière. »

Il n'est pas niable qu'on constate dans ces pays un embourgeoisement certain et même profond des couches non-ouvrières du « troisième élément » dont parle P.M.F. et un embourgeoisement sensible des employés et des ouvriers les mieux payés. Mais il est faux de prétendre que les maîtres du marxisme ont ignoré ce phénomène. Combien de fois Marx n'a-t-il pas stigmatisé l'embourgeoisement des ouvriers anglais ? (Et Engels : « Il semble qu'à côté de sa bourgeoisie, l'Angleterre veuille avoir une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois »). Mais il l'expliquait par le monopole commercial mondial de la Grande-Bretagne et pensait qu'il cesserait avec lui. Combien de fois Lénine n'a-t-il pas démontré que l'opportunisme social-démocrate d'avant 1914 n'était que l'idéologie de cette aristocratie ouvrière corrompue par sa participation au gargantuesque festin colonial. Tout en espérant en 1919 un réveil des forces saines du prolétariat occidental il prévoyait que le soulèvement de l'Asie (Chine et Inde) mettrait fin à cet engourdissement. Et c'est ce qui se passe sous nos yeux.

La seule chose qu'on puisse reprocher à ces maîtres c'est d'avoir pensé que l'histoire avancerait plus vite qu'elle ne le fait réellement. Mais c'est là la moindre erreur qu'on puisse reprocher à un révolutionnaire. Combien stupide au contraire est, chez le conservateur, la propension à croire que la révolution n'aura jamais lieu parce qu'elle n'a pas encore eu lieu.

L'embourgeoisement réel du prolétariat des pays avancés, industrialisés, pose un problème sérieux. Celui de son comportement face à la crise, aboutissement nécessaire, répétons-le, de la paupérisation et de l'exploitation, cette dernière dix fois plus intense qu'au siècle dernier (4).

Ce problème ne se pose évidemment pas pour ceux qui rejettent la théorie, soit en proposant comme idéal l'embourgeoisement

(P.M.F. : création toujours accrue de marchandises et de biens) soit en niant cet embourgeoisement (Socialisme et Barbarie n° avril - mai 1960 : les ouvriers ne perdront jamais leur « esprit de classe » parce qu'il n'y a pas de limite au désir qu'ils ont de mener le même train de vie que la bourgeoisie. Dans leur esprit subsistera toujours le « projet communiste »).

Le risque est grand que, face à la crise et grâce au travail de tous nos dépasseurs, enrichisseurs, négateurs du marxisme, le prolétariat ne se trouve complètement déconcerté. Que demandera-t-il alors ? Revenir à la situation de la veille, retrouver sa voiture, son frigidaire et sa télé mais aussi cette vie stupide dans ces villes tentaculaires, bruyantes, empuantes, ces longues journées de travail abrutissantes entre des déplacements interminables dans des transports en commun surchargés, cette alimentation sans fraîcheur et ces spectacles décevants, bref cette vie absurde dont on essaye de s'évader au cours de weeks-ends motorisés fulgurants, caméra en bandoulière et transistor en main ? Ou au contraire en finir avec une telle conception du « progrès », de la « justice » et du « mieux-être » et faire le bond dans une autre société, différant radicalement et en toutes choses de la précédente, caractérisée par la diminution radicale de la durée du travail, la suppression de l'opposition entre le travail manuel et intellectuel, la fin de l'antagonisme entre la ville et la campagne, bref par une meilleure adaptation de l'espèce au milieu naturel — cette société humaine, cette société sereine, cette société communiste dont l'ultime nostalgie a définitivement disparu avec le dernier ouvrage de Staline, « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. » condamné avec lui, et déjà oublié, et depuis que Krouchtchev a enfourché avec ardeur le Pégase américain de la prospérité. Cette société ne peut exister en « projet » dans la tête des travailleurs ; car en période de prospérité c'est vers la démoralisation ou l'embourgeoisement que les mènent les Krouchtchev ou les P.M.F. Mais cette société existe dans le programme communiste, dans le programme de Marx que le prolétariat devra retrouver et grâce auquel il reconstruira son parti de classe et s'érigera, pays après pays, en classe mondiale dominante.

C'est ce programme que P.M.F., avec d'autres, vise à éliminer à tout jamais de l'arène de l'histoire en proposant le sien, celui du capital, que nous examinerons dans un prochain numéro.

(4) - L'exploitation est en effet directement proportionnelle à l'accroissement de la productivité, même si le niveau de vie augmente. Nous ne pouvons, faute de place traiter cette question dans ces « Notes » C.f. Dialogue avec les Morts.

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.

Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.

Kiosque place du Théâtre Français.

Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.

Librairie Rivière, 31, rue Jacob.

Presses Universitaires de France.

Librairie du XX^e Siècle.

Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boîte Postale N° 375, Marseille-Colbert, C.C.P. 2202-22 Marseille.

Notre prochain numéro paraîtra le 15 Décembre 1960

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 9. — Docteur, 10 ; Pierrot, 15 ; Maurice, 50 ; Livio, 5 ; Un internationaliste casalien, 8 ; Un nègre, 18 ; sympathisants soudanais, 20.

Total liste N° 9	126 NF
Total des listes précédentes	2.911 NF
Total de la souscription permanente	3.037 NF

Sommaire du N° précédent :

(N° 12 - Juillet-Septembre 1960)

D'où vient l'échec à la détente?

Lénine sur le chemin de la révolution

Les staliniens et la religion

Le communisme et les partis algériens

Notes d'actualité :

Paix sociale en Belgique

Les prolétaires noirs à l'avant garde

Syndicalisme de classe ou syndicalisme servile

**Envoi franco des douze numéros parus jusqu'ici contre
paiement en mandat-poste de la somme de 24 NF à verser à
F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

A paraître aux prochains N°s :

Le parti prolétarien et communiste
et les mouvements nationaux-démocratiques

Facteurs de race et de nation

L'Afrique en marche

L'évolution du capitalisme mondial

La succession historique des formes de production
et le programme de la société communiste

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**